

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
38, rue Saint Sabin
75011 Paris
tel/fax : 01 48 06 48 86
diffusion@eclm.fr
www.eclm.fr

Les versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables,
à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme.
Il n'y a pas de droit d'usage commercial sans autorisation expresse des ECLM.

le dialogue

des savoirs

Georges Thill

avec la collaboration de
Alfred Brochard

Le dialogue des savoirs

Les réseaux associatifs,
outils de croisements
entre la science et la vie

L'association Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer a pour objectif d'aider à l'échange et à la diffusion des idées et des expériences de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme (FPH) et de ses partenaires. On trouvera en fin d'ouvrage un descriptif sommaire de cette Fondation, ainsi que les conditions d'acquisition des ouvrages et dossiers édités et coédités.

Éditions Luc Pire
Quai aux Pierres de Taille 37
1000 Bruxelles
email : editions@lucpire.be

L'auteur

Georges Thill est professeur ordinaire (titulaire) des Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix à Namur (Belgique). Double formation en sciences exactes et naturelles et en sciences humaines, il a d'abord travaillé pendant neuf ans comme physicien dans le domaine des particules élémentaires (expérience professionnelle analysée dans une thèse de doctorat pionnière en matière de science-société et publiée sous le titre *La fête scientifique* (Paris, Aubier-Montaigne et al., 1973). Par la suite, il est entré au département interdisciplinaire Sciences, philosophies, sociétés de la Faculté des sciences de Namur, département qu'il a dirigé pendant douze ans. Depuis 1984, il est directeur de la coordination scientifique de l'ONG de consultation collective de l'Unesco sur l'enseignement supérieur, *Prelude* (Programme de recherche et de liaison universitaires pour le codéveloppement durable). Cette ONG est présente dans 72 pays et sur les cinq continents de la planète, en particulier pour empêcher l'exclusion sociale ; elle contribue à combiner les savoirs locaux ou traditionnels avec les sciences et les technologies avancées, en préconisant le métissage des cultures. L'expérience vécue à *Prelude* est analysée dans l'ouvrage dont il est coauteur avec Françoise Warrant, *Plaidoyer pour des universités citoyennes et responsables* (Namur, Presses universitaires de Namur/Paris, Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme, 1998).

Cet ouvrage est le fruit d'un dialogue avec Alfred Brochard, secrétaire honoraire de rédaction du journal *Le Soir*, de Bruxelles.

Georges Thill

© Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer, 2001

Dépôt légal, 1^{er} trimestre 2001

Dossier FPH n° DD 112 * ISBN : 2-84377-049-1

© Éditions Luc Pire, 2001 * ISBN : 2-87415-068-1

Diffusion : Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer,
38 rue Saint-Sabin, 75011 PARIS

Graphisme et mise en page : Madeleine Racimor

Sommaire

Préambule : Un livre de tisserands	7
Introduction : Un défi de fin de millénaire	9
Innovier sur les marges	10
Communiquer en réseau	12
1. Des expériences d'hybridation des savoirs	15
Un réseau typique : Prelude	15
Dangers et espoirs d'une force fragile	17
Un constat ?	19
Un complot ?	20
Le réseau inter-universités de Dubrovnik	22
La reconnaissance des chemins de traverse	25
2. Profil d'un militant réticulaire	27
De multiples casquettes	27
Le risque de la dispersion	28
De la militance au civisme	29
Esprit critique et capacité d'émerveillement	30
Des zigzags qui vont droit	33
3. La créativité des réseaux	35
Une nouvelle alliance entre science et société	36
Les réseaux ne sont pas la panacée sociale	37
Médiateurs et catalyseurs	40
Rendre sa place au débat public	42
Pour ne pas mettre l'humain au rebut	43
Entre cousinage et éthique	45
Passe-murailles	47
De nouveaux contrats	50
Une démocratie sans diktat	52
4. L'expertise impériale	55
La souplesse contre la bureaucratie	55
Expert sur mesure	57
Gardiens du temple	60
Des consommateurs en quête de liberté	62

Complicité ordinateur-expertise	64
Des cloisons à abattre	65
5. L'université dépossédée	67
Une quadrature du cercle	67
Une responsabilité sociale	72
La déesse Rationalité en question	74
Vers des universités plurielles	75
Pour une éthique de l'incertain	77
Pour une pensée métisse	79
6. La science d'après-demain	83
Pontifes de Heidelberg et clercs de Rio	83
Une science violente et une science douce	85
Intégration et exclusion	86
La coopération planétaire	88
Sangs neufs	91
La culture en poche	93
L'État, station-service	95
Faire la fête pour créer un avenir vivable	96
7. Retrouver la communication	99
Nouvelles agoras	99
Un marketing impérial	101
L'outil-parole	104
Avoir l'aura	106
8. Une nouvelle urbanité	109
La ville en renaissance	109
Des carrefours de cultures	112
Endroits de liberté	114
La qualité contre la standardisation	116
La place des femmes	119
Conclusion : Libérer des imaginaires décapants	123
Notes	127

Préambule

Un livre de tisserands

Pourquoi ce livre ? Est-il simplement un Ce que je crois de plus ? Est-il un essai-phare pour nous guider à travers ce qu'Esprit appelle le « brouillard d'époque »¹ ? Si l'on veut. Mais il s'agit ici d'abord d'un processus d'évaluation d'une expérience de travaux en réseau qui permet de dé-ranger un type de pouvoir à bout de projets, quoi qu'il en résulte du recours aux experts. Le déficit d'imaginaire face à la « pensée unique » appelle, par-delà des approches institutionnelles officielles, la reconnaissance de l'intérêt de réseaux humains associatifs comme complémentaires aux institutions en même temps que comme complots contre l'irresponsabilité sociale dont font preuve certaines institutions en place.

L'expérience qui dynamise ce texte est propre à l'auteur. Elle s'est enrichie, pour l'analyse, du questionnement critique d'un professionnel du journalisme qui ne s'en laisse pas conter. Ce questionnement a entraîné un face à face et, du coup, plusieurs versions. Les itinéraires se sont croisés et fécondés par un débat fort, où certaines répétitions et insistances peuvent avoir l'air de redondances, indésirables comme telles mais

NDLR : les notes sont présentées en fin d'ouvrage, page 127.

induites par de telles rencontres. La production du texte suit un mode plus circulaire que linéaire.

« Politiquement incorrects » et pourtant de racines, de formations, de sensibilités, d'attachements, de champs intellectuels et professionnels différents, nous avons pu faire route réticulairement et contribuer de cette façon à ouvrir des voies de viabilité et à établir une citoyenneté solidaire, plurielle et responsable. Nous avons montré qu'il n'y avait pas de césure entre la militance et la profession à partir du moment où tout se joue en réseau même si des distinctions sont nécessaires.

Il s'est produit entre nous une sorte de bonheur par le chemin de réflexion, d'amitié et de générosité parcouru ensemble et sur lequel nous a rejoints pour la lisibilité et grâce à sa compétence technique Mady Ansay-Dumont et, pour la version finale, Jean-Paul Leonis. Nous leur en savons gré, car leur apport déborde la réalisation technique. Nous n'oublions pas non plus la stimulation que nous devons à Esther Van Montfort et Ghislaine Steensels et le soutien tenace d'amies et d'amis proches dans le cadre de la vie personnelle et militante comme de la vie professionnelle, universitaire ou scientifique. Et pour l'ultime étape de la relecture et de la mise en forme définitive, nous remercions vivement Anne-Sophie Boisgallais et Florence Marion.

Ce livre est une aventure, comme bien d'autres, scientifique, éducative, sociale, politique, spirituelle. Il donne quelques touches à ce qui pourra être une autobiographie, partiellement esquissée dans le chapitre « profil d'un militant ». La quête de l'incertain, le risque d'une fondation - contraire d'une thésaurisation - instaurent sens là où aujourd'hui règnent la compétition, la réussite à court terme, la volonté de sécurité, les conformismes intellectuels et sociaux. Cette démarche, en ce qu'elle est fragile et ancrée dans un temps donné, est paradoxalement vigoureuse. L'entreprise en vaut la peine.

Cette route n'est qu'une démarche. Puissent les lecteurs inventer leurs propres voies dans des pratiques plurielles, grâce à des réseaux associatifs humains animés d'une incessante volonté de subversion et de dépassement des hiérarchisations et des fragmentations établies.

Georges Thill et Alfred Brochard

Introduction

Un défi de fin de millénaire

«Nous ne trouvons jamais de mots capables d'exprimer quelque chose de définitif. Nous laissons donc toujours ouverte la suite qu'il faut donner à son propos. C'est là l'essence même du dialogue. »

Hans Georg Gadamer²

Depuis Mai 68, les lendemains ont déchanté et, d'affaires en scandales, le monde occidental semble perdre foi en son avenir. En 1996, la découverte horrible de l'assassinat d'enfants par un pédophile en Belgique a provoqué un vaste sursaut dans la population. Comment une machine judiciaire et politique pouvait-elle être gangrenée au point de couvrir et de cacher les crimes les plus épouvantables ? Le pouvoir de l'argent n'explique pas tout. Cet épisode dramatique a mis aussi en lumière les carences citoyennes dans certains processus de glissement propres à nos sociétés « molles ».

Entre Mai 68 et la « marche blanche » de Bruxelles, en 1996,

il y a un contenu symbolique et culturel comparable, en ce que ces deux manifestations de masse dénoncent avec force le fossé entre la société civile et le pouvoir en place³. Le pouvoir politique (pourtant démocratique), une fois soumis aux lois de la compétition exacerbée du marché, perd non seulement son crédit auprès des concitoyens mais aussi son pouvoir tout court : il devient tributaire de l'économisme ambiant, et c'est la survie même des individus qui se trouve mise en cause. Si cela coûte trop cher de chauffer des stocks de sang pour en éliminer les virus, on les écoule tels quels : tant pis pour ceux qui mourront, par exemple du sida. Si des viandes bovines douteuses passent les frontières, c'est que des intérêts commerciaux prennent le pas sur la santé publique : tant pis pour ceux qui contracteront la maladie de Creutzfeld-Jakob⁴. Karl Polanyi (La grande transformation) disait bien : « Rien n'obscurcit aussi efficacement notre vision de la société que le préjugé économiste »⁵.

Innover sur les marges

Face au processus dominant de mondialisation de l'économie, de la finance et de la technologie, qui impose ses normes et multiplie la pauvreté, l'exclusion et les discriminations, le défi actuel est de revaloriser la diversité culturelle par des dialogues non pyramidaux, comme ceux qui ont cours dans des réseaux humains : le maçon et l'architecte, le paysan et l'agronome, le médecin et l'aide-soignant, l'élus et le citoyen, tous doivent pouvoir échanger en dehors des hiérarchies et des cadres institutionnels établis⁶. La vigilance mutuelle et l'interfécondation des savoirs que cet échange permet évitent bien des dérapages que l'organisation démocratique elle-même ne peut pas empêcher.

En fait, d'entrée de jeu, l'axe principal de mon témoignage et de ma réflexion peut tenir en quelques lignes directrices : pour sortir du cadre strict dans lequel tout salarié, tout fonctionnaire, tout artisan, tout enseignant, tout technicien ou tout député est enfermé, il faut agir sur les marges. Pour qu'il y ait dialogue, il faut qu'il y ait reconnaissance, il faut donc traverser des logiques. En cassant certains murs, on s'ouvre sur l'incertain, sans lequel l'avenir ne pourrait plus être sujet de surprise

et de créativité. Sans doute est-ce déstabilisant dans un premier temps, mais cette étape est essentielle pour dépasser les conformismes et les scléroses. Et elle n'est pas si simple, car nos institutions n'aiment pas les limites ni les marges. Même l'extrême limite qu'est la mort arrive à être niée, comme aux États-Unis où la publicité consacre le culte de la jeunesse et vante même le caractère attractif des « funeral homes » !

Toute aventure humaine, qu'elle soit scientifique, politique, sociale, économique, culturelle ou religieuse, est un travail sur les limites⁷. Mais s'il faut opérer sur les marges, il faut se garder de se marginaliser, car en ce cas, on n'a plus de prise sur les mécanismes de pouvoir. Ce travail sur les limites est une démarche subtile, dans la mesure où elle prend le contre-pied de la course à la productivité et de la simple gestion comptable et technique. Elle n'aborde donc pas les réalités sous l'angle de la quantité et de la rapidité, mais de la qualité, autour de projets, et donc autour de convictions. Nuance que les organisations, notamment de solidarité avec le Sud, ont réussi à asseoir entre croissance et développement, même s'il reste beaucoup à faire dans ce domaine.

Le mal-développement Nord-Sud reste symptomatique des errements de notre époque. En ne parlant qu'investissements, infrastructure, orthodoxie monétaire et ajustement structurel, on ne parle pas le même langage que les populations qui ont besoin de santé, d'éducation ou d'habitations. L'un des thèmes du programme européen de prospective et d'évaluation des sciences et technologies (FAST), « Perspective globale 2010. Tâches pour la science et la technologie », a avancé un concept nouveau : la qualité globale⁸. Il ne s'agit pas de mettre en place de nouvelles normes qui consisteraient à rassurer un consommateur sur un produit ; il s'agit tout au contraire de valoriser la complexité des besoins et des attentes qui, de plus, varient d'une population à une autre. Les anglophones ont à ce sujet une expression pertinente : pour eux, les « human settlements » (établissements humains) doivent se concrétiser dans des « sustainable livelihoods » (moyens d'existence durables et soutenables). Là encore, quand la politique vient « d'en haut », elle définit un standard universel, sans lien avec le terrain où il s'applique. Avec la qualité globale, pas question de plaquer un modèle sur n'importe quel dessein. Il faut à chaque fois discuter, inventer, négocier, entre tous les partenaires.

Un tel type de développement passe par une coopération nouvelle qui donne toute leur place aux spécificités culturelles et aux échanges relationnels non hiérarchiques, en d'autres termes à la raison sensible au même titre qu'à la raison rationnelle. C'est souvent difficile dans la mesure où il faut dépasser des clivages fossilisés, par exemple entre tradition et modernité, entre endogène et exogène ou même entre Nord et Sud. Là encore, il ne s'agit pas de valoriser l'un des termes par rapport à l'autre, mais bien de créer un dialogue (et, par la suite, des compétences et des réalisations) qui permette un développement conjoint. Ainsi, les usagers deviennent producteurs, et les producteurs retrouvent leur rôle d'usagers. Les conflits subsistent, mais non dans une optique de prise de pouvoir. Quand les complémentarités s'entrelacent, il est normal d'assister à certains frottements, voire à certains conflits, mais ceux-ci s'avèrent souvent bénéfiques à terme.

Communiquer en réseau

Dans cette optique, on comprend que les réseaux soient des outils de communication à la mode. Il faut donc faire attention à l'ambivalence de la notion, qui en est paradoxalement la richesse. Car il y a réseau et réseau. Stricto sensu, un réseau est une topologie mathématique d'interconnexions de points instauratrices de circulations dans tous les sens. Dans la pratique, les usagers connaissent d'emblée des réseaux techniques (chemins de fer) ou logiques (informatique, télécommunications...). Ces réseaux affichent l'avantage de la transversalité et de l'aplanissement des hiérarchies, mais ils ne portent pas en eux l'éthique du dialogue, nécessaire à la communication. Il arrive même que certaines artères soient privilégiées au détriment d'autres (comme dans les chemins de fer) et, dans ce cas, le bénéfice du réseau s'écroule, en partie du moins. Les réseaux dont traite ce livre sont associatifs, humains et citoyens (voisinage, immigration, chercheurs...). Ils m'intéressent en tant que lieux de création, contrepoints aux institutions, devenues plus instituées dans l'ordre établi qu'instituantes et fondatrices⁹.

Il importe que les réseaux associatifs soient considérés comme des instances complémentaires aux institutions. Car,

sans être une panacée universelle, ils sont devenus les médiations les plus aptes à remettre en cause les indurations institutionnelles et les axiomes correspondants. C'est en ce sens que l'on peut qualifier leur mode d'action de complot¹⁰. Les réseaux restent néanmoins fragiles : ils peuvent perdre le droit de parole ou être au contraire donubilés par la seule survie de leur structure. Ils ne sont pas non plus à l'abri des égoïsmes individuels, des replis identitaires ou des chauvinismes régionaux. Ils peuvent donc facilement perdre leur rôle d'éveilleurs de consciences.

Les turbulences que nous connaissons aujourd'hui rendent encore plus nécessaire le potentiel d'efficacité opérationnelle des réseaux, que permettent leur souplesse et leur proximité de terrain. À la différence des structures hiérarchiques, dans lesquelles la sanction et l'injonction dominent, le réseau équilibre les forces à la manière d'une charpente en architecture. Du local au planétaire, la complexité est toujours considérée, le plus petit élément participant à l'édification de l'ensemble.

La spécificité du réseau associatif se manifeste essentiellement sur trois plans :

- * il est contestataire par essence, puisqu'il rassemble des personnes d'horizons et de formations les plus hétérogènes (médecins et tradipraticiens, par exemple) ;

- * il est un lieu de formation mutuelle alliant réflexion et proximité de terrain ;

- * il fait valoir son expérience sociale comme produit d'expertises et de savoirs collectifs en les proposant aux États, aux organisations publiques, voire aux entreprises¹¹.

Ces spécificités permettent ainsi aux réseaux associatifs d'éviter les mimétismes et les héritages bruts, en imbriquant toujours de multiples facteurs et en englobant l'environnement naturel et social, le développement et la culture.

Bref, il est un lieu où l'on veut faire la fête, mais une fête révolutionnaire, non conservatrice (comme l'est par exemple le carnaval), c'est-à-dire une rupture instauratrice, une destruction fondatrice où se déploie un enthousiasme créateur de sens, au départ, parfois, d'une dépense qui semblait inutile. Quand des équipes scientifiques œuvrent, de façon solidaire, lucide et responsable, à des projets instaurateurs de nouvelles cohérences qui renvoient nécessairement à des a priori scienti-

fiques et techniques mais aussi économiques, politiques, sociaux, culturels, c'est à une véritable fête révolutionnaire que l'on assiste, où le lendemain sera un plus scientifique, social et culturel par rapport à l'avant de l'action scientifique. Le geste de vouloir faire « la fête scientifique » en fondant une meilleure maîtrise scientifique et sociale de l'œuvre scientifique (une « maîtrise de la maîtrise »), manifeste une science citoyenne. Dans une même optique, certaines occupations d'usines pour une maîtrise, par les ouvriers, de leur outil de travail se vivent manifestement comme fête, une fête révolutionnaire, où la dépense, que nécessite toute fête, instaure des lendemains meilleurs, socialement plus justes, alors que, le carnaval terminé, on se retrouve dans les mêmes conditions de vie qu'avant, avec en outre moins d'argent¹² !

Le présent ouvrage va donc se pencher sur ces domaines vitaux et trop cloisonnés que sont la recherche, la science, la technologie, l'éducation, l'expertise, la communication et l'urbanisation, à partir de réseaux qui cherchent à créer des coopérations mutuelles en divers endroits de la planète. Mais le seul dialogue humain est insuffisant : cette communication doit s'étendre à la nature et aux animaux, car nous participons du même droit naturel que tous les êtres de la nature¹³.

Cette éthique nouvelle d'échanges citoyens par le dialogue des savoirs n'est pas un consensus mou au sens communément admis ; c'est plus qu'une déontologie - qui suppose pour l'honorabilité de la profession une simple honnêteté non charlatane et non mercantile dans la pratique d'un métier. Cette éthique s'inscrit dans des champs sociaux actifs et contradictoires, où les initiatives peuvent seules créer les conditions de l'émergence d'une responsabilité solidaire et plurielle. Ce propos se situe résolument dans ce combat éthique prometteur d'une éthique du futur.

1.

Des expériences d'hybridation des savoirs

Un réseau typique : Prelude

L'expérience du réseau international Prelude (Programme de recherche et de liaison universitaires pour le développement) a beaucoup enrichi mes réflexions et mon type d'engagement. Prelude est un réseau d'universitaires et de scientifiques volontaires, soutenus par leur institution, qui préconisent des conceptions et des réalisations de pratiques de co-développement durable et viable en partant des problèmes concrets de terrain, de manière à combattre le mal-développement au Nord comme au Sud. Les membres traitent ces problèmes de façon inter, mieux transdisciplinaire, dans des rapports de partenariat qui intègrent tous les acteurs concernés, y compris les non-scientifiques. Les axes de coopération Sud-Nord, Nord-Sud, Sud-Sud et Nord-Nord et l'hybridation des savoirs qu'ils induisent garantissent le dialogue interculturel et la mise en œuvre d'initiatives non-mandarinales. L'enjeu du co-développement durable, notamment pour des territoires et des populations fragiles ou fragilisés, est de passer de la dépendance à l'initiative dans des partenariats d'interdépendance et en tablant sur une co-expertise scientifique et participative. Une chaire Unesco-

Prelude est en préparation et consacrera les travaux du réseau en matière de coexpertise scientifique et participative pour le codéveloppement durable.

Le fichier de Prelude fait apparaître qu'en 1999, nous sommes, sur les cinq continents, quelque 1700 chercheurs et autres acteurs sociaux associés. Conçu lors de l'assemblée générale de l'Aupelf (Association des universités partiellement ou entièrement de langue française), à Bruxelles, en novembre-décembre 1984, notre réseau devait donner une suite concrète au thème : «L'utilité sociale de l'enseignement supérieur. L'Université face à l'environnement ». Un séminaire à Paris, en mars 1985, allait lui donner officiellement naissance.

Prelude n'est pas un programme universitaire de plus. Il est convenu depuis sa création qu'il fonctionne sur le mode d'un réseau humain, capable de s'auto-réguler et de s'auto-évaluer. Il doit répondre à une demande pressante d'utilité sociale de la recherche universitaire et d'identification de lieux où des projets se voient légitimés par des critères d'insertion dans l'environnement naturel et social.

Conformément à son acte constitutif, Prelude est aujourd'hui devenu un carrefour où se brassent toutes les disciplines, depuis les sciences exactes, naturelles ou techniques, jusqu'aux sciences humaines et sociales ; un lieu où s'opèrent aussi délibérément des hybridations entre les savoirs, savoir-faire et faire-savoir traditionnels et/ou locaux et les sciences et technologies avancées. Et ceci, dans le souci d'associer constamment des collègues et des citoyens du Sud et du Nord, en partenariat effectif. Cette manière de travailler représente une forme de lutte contre les processus d'exclusion à l'œuvre dans toutes les sociétés. En effet, quand des tisserands deviennent des ouvriers de filatures, un savoir-faire se perd. Et comme les jeunes délaissent le savoir-faire de leurs parents, il faut créer une autre culture de partage et d'échanges des savoirs.

Le réseau Prelude fonctionne comme un processus de formation mutuelle, d'expertise collective et d'évaluation marquée par la proximité du terrain et la prise en compte des perçus et des vécus des populations et/ou groupes concernés. Des rencontres scientifiques sur des thèmes ciblés en constituent les étapes. Ces rencontres se tiennent là où des projets ou des activités concrètes sont en cours. De l'ordre de deux à trois par année, elles ont donné lieu à la création de cellules locales

ou nationales et à des sous-réseaux thématiques : « Santé, productions animales et environnement », « Télécommunications », « Pharmacopée humaine », « Développement urbain viable », « Développement durable des milieux insulaires et des zones côtières », « Femmes, savoirs, sciences et développement », « Éducation et co-développement durable ». En outre, Prelude a été sollicité pour des activités particulières : le réseau a assuré pour les scientifiques le suivi du troisième Sommet des maires et gouverneurs des grandes villes sur le développement urbain viable (Montréal, octobre 1991), et a apporté une contribution au thème : « Perspective globale 2010. Tâches pour la science et la technologie » du programme européen d'évaluation et de prospective en matière de science et de technologie (Monitor/FAST).

Association internationale sans but lucratif, de droit belge, Prelude est aussi une ONG ayant rôle consultatif auprès de l'Unesco, notamment dans les domaines de l'enseignement supérieur et de la science au service du développement durable. Le réseau coopère également au programme Unitwin de l'Unesco. Celui-ci favorise, par des jumelages, la création de réseaux de coopération sous-régionale, régionale et interrégionale entre établissements supérieurs de recherche. Prelude, enfin, est membre de l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire et entend apporter une contribution propre au chantier de maîtrise des savoirs.

L'intérêt de la mission Prelude et la réputation de sérieux que le réseau s'est vite acquise ont fait qu'il a fallu répondre à de nombreuses demandes d'affiliation dans le monde francophone, d'abord, dans les univers hispanophone et anglophone, ensuite, au point que les publications et les échanges sont maintenant trilingues¹⁴.

Dangers et espoirs d'une force fragile

L'expérience de quinze ans d'activité du réseau, et en particulier ma propre implication dès le départ, en tant que chargé de la coordination scientifique, montre à la fois les potentialités et les fragilités d'un réseau international. Des malentendus, des incompréhensions, des rivalités, des solidarités - ce que les sociologues africains appellent « la loi du village »¹⁵ - surgissent

dès que des personnes investissent dans des enjeux importants. De même, peuvent apparaître des problèmes inhérents aux structures complexes de dépendance mondiale. Compte tenu de l'histoire coloniale et d'une mondialisation marquée par la pensée unique autour de la finance, de l'économie et de la haute technologie, il n'est pas question de servir de prétexte, voire de canal, à de « bonnes œuvres » (parfois lucratives) dans une coopération Nord-Sud, ni de régenter le développement chez autrui. Le co-développement et la communication qu'il implique se font ensemble, au moins à deux. Chaque pays, chaque morceau de terre, aussi fragile soit-il, ne doit pas rester une terre d'assistance mais bien devenir une terre d'initiatives pour qu'il y ait développement durable, mieux, « autosoutenable » (self-sustainable) ¹⁶.

Ouvrir en réseau associatif est un bel idéal. Mais il faut le faire tourner, et on ne peut fonctionner avec 1700 personnes sur tous les continents sans un minimum de logistique, de ressources à la fois humaines et matérielles. À terme, l'on peut craindre que l'originalité du réseau soit mise à mal par ces contraintes. Car dépendre de bailleurs de fonds et de l'argent des institutions auxquelles on appartient, c'est aussi devoir composer avec des règles du jeu qui, dans le cadre des catégories budgétaires actuelles, restent souvent classiquement disciplinaires, sectorielles et tributaires de pesanteurs historiques et organiques. En la matière, les réseaux associatifs ont peut-être intérêt à voir comment procèdent les firmes transnationales. Celles-ci, ne l'oublions pas, sont aussi des réseaux, dont les stratégies de compétition passent de plus en plus par des coopérations tentaculaires. Les entreprises transnationales bénéficient, en effet, de méthodes et de moyens, y compris humains, capables de soutenir des réalisations qui peuvent parfois contribuer à du développement durable, même si leur apport s'inscrit souvent dans des stratégies globales d'exploitation notamment du Sud. En d'autres termes, bien que leurs positions (macro) économiques soient opposées à celles que défendent au jour le jour les réseaux associatifs humains, ceux-ci peuvent en tirer parti en matière d'apprentissage d'efficacité opérationnelle. Ce sont des modèles de réseaux flexibles « qui marchent », qui sont efficaces (or, en politique, ce sont d'abord les effets qui comptent, et non les intentions). On doit donc

prendre en compte leur manière de gérer en réseau, car ces firmes sont des acteurs de terrain parmi d'autres, et il faut s'assurer, dans des coopérations, que les autres acteurs concernés aient au moins le même poids qu'elles dans les négociations.

Après quinze ans, au cours desquels nous avons dû, à force de volontarisme et de bénévolat, nous arranger de ces contraintes, nous devons quand même mesurer les limites d'un tel engagement. Certes, nous avons pu éviter un repli sur nous-mêmes et nous avons même risqué le contraire sous l'effet d'une expansion qui a pu paraître à certains membres comme une fuite en avant. Mais il nous manque toujours le minimum de support administratif et de ressources humaines afin d'accomplir les démarches indispensables pour décrocher le financement d'activités qui, en général, ne sont pas directement rentables.

Je me heurte à une autre dérive, qui consiste pour l'institution à croire qu'en vertu d'une sorte de force d'inertie naturelle, le seul fait d'avoir fonctionné pendant dix ans garantit que la structure peut tourner dix années de plus. C'est une manière de se défaire de ses responsabilités en considérant que le réseau n'a qu'à se débrouiller comme il peut. Conséquence plus grave sur le plan de la société globale : l'institution ne s'intéresse alors plus au réseau (notamment quand il s'agit de lui ouvrir son portefeuille) que pour autant qu'elle puisse l'utiliser, et sans le considérer comme un partenaire nécessaire. C'est ainsi - expérience vécue - que dans certaines institutions nationales ou européennes censées favoriser la recherche-développement de pays du Sud, on m'a fait part que la hiérarchie trouvait un peu « boy-scout » de s'appliquer à valoriser la pharmacopée à partir de plantes, alors qu'il existait des molécules synthétiques et assez de firmes pharmaceutiques pour les diffuser à grande échelle. Une telle réaction n'est pas le signe d'une mauvaise volonté, mais plutôt le reflet d'un inconscient forgé par toute une formation médicale qui prétend savoir ce qui est bon pour l'autre, dès lors que l'art de guérir s'est mué en science de guérir d'une dite médecine scientifique. Cette suffisance scientifique n'est pas neutre. Les intérêts stratégiques de la science sont habités par l'économie ; et c'est d'autant plus grave aujourd'hui que l'économisme triomphe et que la loi du marché global et le caractère absolu

attribué à la compétitivité pour gagner à court terme semblent constituer la richesse et la prospérité des sociétés.

À la différence d'une institution - et la science est institution ! - qui trouve sa légitimité dans la poursuite d'objectifs et d'intérêts qui en font la raison d'être et même à la différence d'un réseau d'institutions, un réseau volontaire de personnes tel que Prelude est d'abord un ensemble de liens et d'échanges sociaux lesquels supposent reconnaissance mutuelle, solidarité responsable, générosité, amitié et entretien de cette amitié, complicité. Lesquels se tissent autour et au service d'un projet. Or, comme l'a indiqué Pierre Calame en forme de propositions conclusives au congrès Prelude «Réseaux, mode d'emploi. Environnement, communication, recherche» (Namur, 21-23 novembre 1990), «le projet, c'est un constat plus un complot»¹⁷.

Un constat ?

Dans son intervention au cours de ce congrès, et comme il le soulignera en d'autres moments, notamment à la Conférence de l'Association internationale des universités (AIU), à Bangkok, en 1997, Pierre Calame dénonçait le poids des logiques institutionnelles et leurs conséquences : cloisonnement des disciplines, course à l'excellence dans la spécialité, absence de stratégie concertée entre universitaires et acteurs sociaux du développement, mimétisme de la recherche du Sud à l'égard du Nord.. Il fustigeait de même les priorités assignées à la recherche et à l'université par les «pouvoirs» dominants (priorité aux besoins du Nord, à la compétition économique et militaire et à la volonté de puissance, disparition de la singularité et de la diversité), ainsi que l'inertie des institutions face à une situation qui, elle, change vite : «Nous gérons la situation de demain avec les institutions d'hier et les mentalités d'avant-hier. Et nous pensons les connaissances nécessaires au ^{xix}e siècle, c'est-à-dire demain, dans le carcan de disciplines scientifiques du ^{xix}e siècle».

Deux fonctions reviennent au réseau pour contrecarrer et prévenir ces inadéquations :

* la contestation argumentée et publique, dans laquelle les exemples concrets et les études de cas jouent un rôle essen-

tiel, de manière à asseoir l'autorité de ce que le réseau avance ;

* la capacité de réaction rapide, dans la mise en garde contre les périls à court terme qui ne seraient pas affrontés à temps.

La composition hétérogène d'un réseau et sa capacité de penser simultanément les effets de durée et d'espace permet au réseau associatif une approche systémique et globale de situations complexes. Autrement dit, étant plus à même de percevoir que le roi est nu, le réseau peut le dire avant et mieux que les autres, du fait qu'il est travaillé en permanence par les réalités et les sensibilités du terrain, les perçus et les vécus quotidiens. C'est donc un opérateur social mieux en mesure de (re) construire le global à partir du local et de poser des balises permettant de se situer de façon proactive par rapport à un avenir qui n'est jamais donné tout à fait d'avance. L'actualité des dernières années atteste assez à quel point cet avenir est sujet à des surprises et à des turbulences (Yougoslavie, Rwanda, guerre du Golfe, Kosovo, Tchétchénie...).

Un complot ?

Au constat s'ajoute le complot. «Le réseau, spécifie Pierre Calame, est un complot pour changer la société». Le rôle des «complots» ourdis par ces groupes d'hommes et de femmes qui construisent le changement par la volonté commune d'additionner leurs faiblesses semble chaque jour plus important¹⁸. C'est qu'il s'agit de contribuer à casser le processus dominant de mondialisation, qui, intégrant les profits pour quelques-uns, exclut une masse de plus en plus importante de laissés-pour-compte. Le projet d'un réseau à vocation mondiale, comme Prelude, c'est de vouloir une solidarité par la diversité dans l'interdépendance, même si le réseau est bien obligé de recourir à des modes de circulation de l'information et du savoir collectif tributaires d'une culture et d'un contexte socio-économique en usage majoritairement dans le Nord.

Comment fonctionne le complot ? Il s'agit de susciter, en réseau, des savoirs collectifs par le partage d'expériences et sur l'aptitude à proposer ce résultat d'expertise à des institutions publiques ou privées comme à des systèmes éducatifs et, par là, à valoriser des alternatives aux produits, processus et

services existants.

Mais pour que les rationalités changent et que la complexité des réalités soit rencontrée de manière opérationnelle, il ne suffit pas d'apporter une expertise et une légitimation collectives. Il faut encore que d'autres médiations des savoirs soient instaurées. Si l'on prend l'exemple de la pharmacopée, cela signifie qu'il faut à la fois implanter des conservatoires des arts et métiers, associer des chambres de commerce à la formation de tradipraticiens de la santé pour ne pas négliger la commercialisation des produits phytothérapeutiques. Il est également décisif de reconnaître les praticiens traditionnels, de prendre en compte leurs connaissances pour une hybridation effective des pratiques médicales et de transformer le système éducatif en vue de former des cadres susceptibles de répondre à des problèmes connexes, mais de première importance stratégique aujourd'hui (les droits de propriété intellectuelle, par exemple).

À l'image de ces poissons chinois qui se grossissent pour éviter d'être mangés, une certaine fuite en avant dans l'expansion du réseau peut constituer pour lui une assurance de fécondité, dans la mesure où elle garantit un surcroît de sens grâce aux apports de chacun, selon le principe du jeu à somme positive (dans lequel, comme on le sait, le tout est plus que l'addition mathématique des parties). De même, un réseau n'est pas une simple addition d'expert (ise) s : le complot qui les lie génère un plus. C'est en cela qu'il est fécond. C'est de cela qu'il tire sa force de sa faiblesse. La lucidité interdit aux membres du réseau d'ignorer le poids de l'économisme, de l'utilitarisme, de l'omnimarchandisation autoconsacrée par l'hydre de la pensée unique, représentant l'empire rationnel ; elle impose de se souvenir qu'un réseau humain ne trouve pas son sens en lui-même, mais dans les surcroûts de sens qu'il fait naître autour de lui.

Pour revenir aux difficultés de faire vivre un réseau, il faut bien avouer que le fait de participer à un complot n'est pas de nature à favoriser le financement des projets. Malgré cela, l'expérience de Prelude a montré, à ma grande surprise, que l'on trouve toujours des « complices » dans les institutions ; et cela, plus qu'on ne l'imagine. Car la crise qu'elles traversent suscite bien des malaises en leur sein. On peut donc y rencontrer, à des positions clés, des personnes heureuses de trouver dans l'activité des réseaux associatifs une issue à leur impasse

ou à celle de l'institution. L'actualité en témoigne, les réseaux se sont ainsi vu attribuer une reconnaissance sociale, en tant qu'alternatives à des politiques conduisant droit dans le mur. Cela, à condition que leurs membres se comportent en véritables professionnels, capables de mener à bien les travaux qu'on agrée ou qu'on leur confie.

Paradoxalement, cette reconnaissance n'assure pas automatiquement l'accès des réseaux aux sources de financement. En la matière, le succès d'un réseau peut même devenir un handicap. On l'a vu plus haut, certains, au sein des institutions, estiment qu'un réseau comme Prelude, au bout de dix ans d'existence, a atteint une vitesse de croisière qui lui assure une sorte de survie automatique, sans l'apport de subventionnements supplémentaires, par une sorte de thésaurisation des acquis. Cet état d'esprit est très fâcheux, car c'est oublier que les réseaux associatifs, précisément parce qu'ils sont complémentaires aux institutions, ne peuvent fonctionner sur le même mode qu'elles. Prelude, par exemple, s'articule, non sur une structure permanente, mais sur des projets, qui doivent tous proposer des solutions financières propres et spécifiques.

Le réseau inter-universités de Dubrovnik

À ce stade de ma réflexion, je tiens à parler - en connaissance de cause, car j'y fus longtemps impliqué (tout réseau est un réseau de réseaux !) - du Centre inter-universités pour chercheurs et étudiants avancés de Dubrovnik¹⁹. À sa manière, ce réseau est éclairant pour aborder le problème de l'efficacité, mais aussi des limites du mode de communication que sont les réseaux. Le Centre de Dubrovnik regroupait, jusqu'au moment de l'éclatement de la grande fédération yougoslave, plus de deux cents universités membres. Il organisait des cours et des séminaires de formation de haut niveau, sur proposition d'au moins deux professeurs issus de deux universités membres. La formation avait pour but d'approfondir des thèmes contemporains cruciaux, d'en faire apparaître les enjeux scientifiques et sociaux ou d'actualiser des spécialités grâce aux interventions de diverses personnes-ressources. Mais même quand il s'agissait de sujets pointus, elle les traitait sur un mode interdisciplinaire, de façon à saisir les enjeux sociétaux de l'objet étudié.

Tel était l'objectif spécifique de ce réseau censé enrichir les universitaires et leur permettre, par un métissage des cultures, une approche plus globale de leurs problèmes propres. Le caractère international de chaque activité obligeait à considérer le problème sous un jour holistique, c'est-à-dire dans sa globalité et dans sa complexité, et selon des démarches sociétales multiples.

Même si les institutions universitaires cotisaient et faisaient vivre l'administration très légère du centre, chaque séminaire, cours ou conférence devait trouver ses moyens d'auto-financement, ce qui supposait un investissement personnel des participants comme des responsables de l'activité.

Il en résultait une qualité de communication, une chaleur de contact, une ouverture à la perception des problèmes par les autres, grâce auxquels on obtenait des résultats à ce point inattendus que la demande n'a fait que croître d'année en année, malgré des ressources matérielles dérisoires. L'intérêt du centre résidait moins dans sa structure interuniversitaire que dans le carrefour de rencontres personnalisées qu'il rendait possible. L'inventivité est parfois stimulée par la faiblesse des moyens. Les réseaux informels en sont bien la preuve, eux qui se créent là où les conditions de survie imposent la solidarité et une permanente créativité liée à la débrouille. Cela se confirme d'autant plus que l'expérience « réseau du Centre » s'est poursuivie après la destruction des bâtiments universitaires et les ravages infligés à la ville en 1991. La guerre a créé des problèmes au sein des partenaires de l'ex-République de la fédération yougoslave, mais a restimulé d'autres solidarités, qui ont permis l'organisation de cours et de séminaires, sous le label Dubrovnik, en d'autres lieux moins exposés.

Ici encore, on mesure l'intérêt d'échanges qui traversent les frontières (géographiques, disciplinaires, institutionnelles, culturelles, politiques) et le surcroît de sens injecté par les travaux en communication forte et opérant sur les limites. Une formation mutuelle en réseau produit des effets capables de transformer les organisations de savoir et les systèmes de valeurs. Chacun se développe grâce à la contribution de tous ; chacun intensifie le champ local de sa pratique institutionnelle, tout en devenant un agent plus convaincu et plus efficace au service d'un développement international viable.

En ce qui me concerne, j'ai pu apprécier la multiplicité des

sujets traités et le jeu de leurs interactions. En effet, comme membre du comité exécutif, j'avais chaque année, avec les autres collègues du comité, tous issus de cultures, de nationalités et de spécialités différentes, à examiner les sujets de séminaires, de cours et de conférences proposés par des professeurs ou des chercheurs de plusieurs universités membres. Pour être acceptés, il fallait prendre en considération des contraintes formelles de type administratif (calendrier, locaux..). Mais surtout, il s'agissait de vérifier, grâce à un résumé, si le contenu des travaux inscrivait le traitement technique dans l'évaluation des enjeux et du sens. Rien que ce type d'examen révélait des possibilités d'approches nouvelles pour des maîtrises sociales de la science et de la technologie et pour des stratégies de développement humain des sociétés. Cet examen mettait aussi en lumière des problématiques et des implications inattendues dans des secteurs ou des disciplines, dont une approche interne classique ne soulevait point les potentialités d'existence.

Une telle expérience était enrichissante dans la mesure où même l'administration d'un programme était créatrice de recherches et de démarches nouvelles, voire innovatrices, en matière de science et de technologie. Une dynamique d'association entre divers modèles d'institution et de gestion permettait la mise en place d'imbrications entre la société civile, les entreprises, les autorités publiques et les laboratoires de recherche, ainsi que la découverte de nouvelles configurations entre facteurs scientifiques, socio-culturels, économiques et tout ce qui donne à l'histoire et aux traditions leur densité.

En tant que co-promoteur et co-directeur de cours-séminaires relatifs aux rapports science-technologie-société, j'ai été frappé de me retrouver à certains moments devant des participants et des personnes-ressources ouverts aux problématiques traitées et sensibles aux approches des autres, mais dont les imaginaires culturels étaient à ce point irréductibles qu'il fallait en analyser tous les présupposés et tous les composants, puis provoquer les conditions d'un débat public contradictoire, pour susciter des dépassements finalement féconds. Je n'en prendrai pour exemple que les travaux sur «Le triomphe des biotechnologies» et, en particulier, sur «la domestication de l'animal humain». Manifestement, la conception de l'homme diverge entre ce qu'on pourrait appeler le Nord et le Sud euro-

péens, entre des traditions scandinaves et des traditions latines. Ainsi, si l'homme fait partie du cosmos pour un Danois, il est irréductible à un animal pour un Français ou un Italien ! Cela a des effets considérables sur les pratiques de recherches biotechnologiques et sur les questions éthiques associées : en effet, selon le cas, une cellule, notamment celle du fœtus humain, est ou n'est pas manipulable²⁰.

La guerre en ex-Yougoslavie a porté un coup très sévère à l'entreprise de Dubrovnik, mais elle renaît, et il est intéressant de noter que, pour ce qui est des rencontres que je connais le mieux, en l'occurrence les séminaires, ils ont constitué un vivier de ressources humaines de premier plan, qui exercent des responsabilités clés en matière de recherche, d'évaluation sociéttaire des sciences et des technologies comme de leurs politiques.

La reconnaissance des chemins de traverse

Les deux expériences de Dubrovnik et de Prelude, parmi d'autres²¹, m'offrent l'occasion de tirer maintes instructions éclairantes à propos de quelques principes directeurs. Une des premières leçons à retenir, pour ceux qui se préoccupent de développement planétaire durable, c'est que le Sud est intéressant pour le Nord, non pour les possibilités d'exploitation qu'il représente, mais comme révélateur de contradictions communes au Nord et au Sud, et simplement plus criantes au Sud. La valorisation de pratiques endogènes au Sud nous renvoie à une semblable valorisation au Nord, sous peine de renforcer la dualisation, voire la multi-alisation, de nos sociétés. Car l'exclusion est un processus en marche au Nord comme au Sud.

Évidemment, soutenir l'intérêt de pratiques endogènes, même en les combinant avec les capacités qu'offrent les sciences et les technologies avancées, comme le préconise Prelude, risque de vous renvoyer à un statut de marginal et de rendre votre activité précaire, car difficilement défendable financièrement. Cet engagement ne cesse de me renvoyer à un point central que m'a appris mon expérience : s'il est impératif de travailler sur les marges, là où se font les dépassements et se produisent les innovations, il faut le faire sans se marginaliser.

Car sans vouloir entrer dans le jeu de la mondialisation économique, il faut reconnaître que l'activité d'un réseau ne peut aboutir si celui-ci se trouve réduit au dénuement et à l'inconnu. Privé de moyens au point de ne pouvoir aller à la rencontre des partenaires et de ne pouvoir ni leur téléphoner, ni leur écrire, tout réseau risque fort de ne devenir bien vite qu'un anagramme de zéro. Pour cela, la reconnaissance externe est nécessaire, tant en science qu'en économie ou autres domaines sociaux, dans la mesure où elle donne accès aux sources de financement et aux différents mécanismes de pouvoir et de décision. Elle n'est malheureusement pas à la portée de ceux qui sont considérés par la société comme des marginaux. En la matière, le secteur dit informel prend souvent le relais pour assurer la survie de ceux qu'exclut l'économie officielle dans des sociétés de plus en plus dualisées/multialisées. Ce secteur commence à être reconnu comme appoint économique important et les petits réseaux de parenté, de voisinage, d'amis, voire de comparses, des laissés-pour-compte sont de plus en plus considérés comme quantité non négligeable pour la survie de la société et/ou de groupes sociaux défavorisés.

En fait, tout réseau associatif humain permet une telle démarginalisation, pour autant qu'il ne se réduit pas à un réseau simple d'institutions formelles ou à un réseau administratif, technique ou logique. Tout membre, si marginal soit-il au sein de son institution, va bénéficier d'une certaine reconnaissance par son appartenance au réseau et, du coup, pourra se trouver valorisé par la suite dans sa propre institution.

Aux questions d'argent déjà évoquées s'ajoute aussi celle de la reconnaissance institutionnelle elle-même, qu'il ne faut pas négliger pour ne pas être exposé à un autre type de marginalisation, et donc de cloisonnement. L'activité des réseaux associatifs humains est, nous l'avons vu, un travail sur les marges :

ils traitent la problématique étudiée sous un jour multiculturel, et donc en explorant de multiples facettes et des voies inédites. La compétence qu'ils dégagent de leurs travaux peut dès lors ne pas être à la mode ou ne pas correspondre à l'image que l'institution se donne d'elle-même ou veille à donner d'elle à ses membres. Il est clair, par exemple, que l'approche globale développée par les réseaux n'entre pas dans le schéma d'éclatement facultaire qui prévaut dans les universités actuelles. Car le titre d'université ne répond plus vraiment à son étymologie (*universitas*). Bien souvent, l'université contemporaine, comme c'est le cas en France, est composée de quelques facultés classiquement proches, rassemblées sous un même chapiteau. Ou alors, même si certaines universités sont « complètes » (comme en Belgique ou en Allemagne), c'est-à-dire que les facultés peuvent être toutes présentes sur le même campus, elles sont de facto simplement juxtaposées. En outre, elles affirment gagner en scientificité par des spécialisations de type « grandes écoles », en raison de la technicité de pointe avancée de leur science.

Dans les deux cas, l'on mesure la difficulté d'imposer dans l'institution la logique différente développée par les réseaux, mais également la richesse qu'elle peut lui apporter. Le désenclavement des universités passe sans doute par le court-circuit qu'induisent les réseaux. De même, combien est rafraîchissante une revue comme *Traverses*, dont le projet s'inspire précisément de la définition que le Littré donne du terme « traverse » : « Route particulière, plus courte que le grand chemin, ou menant à un lieu auquel le grand chemin ne mène pas »²².

2.

Profil d'un militant réticulaire

De multiples casquettes

La force du réseau humain, c'est que l'investissement des individus repose davantage sur la motivation que sur la nécessaire soumission aux contraintes structurelles de toute institution. C'est aussi que, chacun étant souvent un réseau de réseaux, la communication y est plus rapide, plus directe et plus efficace qu'ailleurs et permet donc de maintenir une mobilisation permanente. Car non seulement il s'agit d'un circuit à entrées multiples, mais encore on y trouve plus facilement la personne grâce à qui s'ouvrira la bonne porte, y compris dans l'institution à subvertir.

Mais cette force du réseau a aussi sa faiblesse. Son ressort principal, la motivation, est relativement rare et se caractérise par différents degrés d'intensité. Dès lors, il ne faut pas s'étonner que les mêmes individus, sous différentes casquettes, se retrouvent au service de causes diverses mais apparentées.

Personnellement, je me suis rendu compte, il y a quelques années, que je cotisais à plusieurs dizaines d'associations et que j'étais membre de base ici, au conseil d'administration là-bas, ou à la tête d'un petit service ailleurs encore.. Me demandant comment j'en étais arrivé là, j'ai trouvé au moins deux raisons : ma propension personnelle à la militance, et le fait que, connu précisément pour cela, j'étais naturellement sollicité.. et de plus en plus souvent, les effets multiplicateurs jouant.

Il faut dire qu'on ne pouvait guère trouver meilleur profil : inutile de me conscientiser ou de me payer ; j'étais précieux pour la caution que j'apportais, j'avais des relations qui me faisaient confiance, j'étais situé idéologiquement, mais sans faire partie d'aucune chapelle. Qui plus est, mon statut de physicien

dans un secteur avancé de la science et ensuite de professeur d'université me donnait toute la considération souhaitée dans le monde politique, économique et culturel, au sein d'organisations syndicales, pacifistes et non-gouvernementales, voire dans des organismes gouvernementaux et le milieu de la presse.

Et ces nombreuses implications dans des cercles non-scientifiques me permettaient d'influencer en retour des scientifiques sur les conditions et les effets socio-politiques et économiques de leur travail. Ces multilocations et ces multiappartenances ont été particulièrement fructueuses quand il s'est agi de mobiliser des scientifiques « concernés » pour le débat électro-nucléaire.

Le risque de la dispersion

Pourtant, le crédit dont je bénéficiais ne devait pas être gaspillé par une dispersion excessive. L'activité professionnelle, en aucun cas, ne pouvait en souffrir, faute de quoi tout le filet se serait déchiré. Par ailleurs, il fallait que je puisse tenir suffisamment les engagements que je prenais, sous peine de perdre, là aussi, ma réputation de sérieux.

L'ossature et la dynamique de presque toutes les associations auxquelles j'ai adhéré sont assurées par des personnes dans mon genre et que l'on pourrait appeler paradoxalement des spécialistes de l'animation socio ou politico-culturelle. Il en résulte trois dangers. D'abord, risquent d'être privés de parole celles et ceux à qui on voulait précisément la donner. On peut, en effet, légitimement s'interroger sur ce qui fait courir certains militants, dont la parole a tendance à envahir celle des autres. Ensuite, à force de fonctionner, le moteur finit par tourner à vide, par inertie. Enfin, une mobilisation constante ronge le temps et la disponibilité sereine pour le travail professionnel qui ne cesse de supposer un renouvellement des techniques, des connaissances et de l'information indispensables, si l'on veut se positionner sur les créneaux de l'innovation.

La dynamique de la militance ne peut donc pas rester la même indéfiniment. Pour préserver la qualité du service à rendre, elle implique des mues régulières, parce qu'avec l'âge, une certaine sagesse invite à modérer ses activités au profit

d'un ressourcement et d'un approfondissement. Les activistes ont intérêt, au bout d'un temps, même si c'est parfois peu évident, à déléguer leurs responsabilités ou à se faire représenter, voire à faire carrément place aux autres. Toute autorité qui s'éternise empêche l'air d'une société d'être respirable puisque la créativité et la communication sont étouffées. Les références communes disparaissent et le réseau devient alors l'affaire d'une personne. Autrement dit, des réseaux ainsi dénaturés deviennent la caricature de l'institution qu'ils dénoncent. À leur tour, ils entretiennent une culture officielle, cancer du pouvoir, qui expurge toute interrogation radicale et sombre dans le spectacle²³.

De la militance au civisme

Acculé à la sagesse, j'ai fait le ménage et je ne suis plus aujourd'hui mobilisé « que » par une dizaine d'« affaires » dont je peux mieux m'occuper, dans la mesure où elles font, à leur manière, partie de mes charges professionnelles. Cela dit, chassez le naturel, il revient au galop. Le présent livre en est témoin !

Le bénéfice qu'on tire d'un engagement ne s'apprécie pas uniquement à l'aune de ce qu'il peut rapporter financièrement, mais plutôt d'après sa valeur civique ou citoyenne. Cette idée se retrouve symptomatiquement dans le concept qui, depuis peu, fait autorité : l'éco-civisme. Un tel concept n'a évidemment rien à voir avec le chauvinisme ou le patriotisme. Ce type de civisme ressortit à un respect et à la promotion d'un environnement naturel et social où, condition sine qua non, les droits humains doivent primer. Dans cette optique, le terme de civisme, mieux de citoyenneté, et de citoyenneté mondiale, s'applique très bien à des initiatives de type Amnesty International. L'utilisateur, opprimé dans ses droits de citoyen, notamment en ce qui concerne sa santé, son environnement et sa liberté, devient la référence d'action de ces initiatives qui sont, en fait, autant de réseaux. Leur succès supplée certaines déficiences d'organisations étatiques ou sociétales.

En pareil cas, chacune des deux parties ruse avec l'autre. Les associations s'insèrent là où il y a défaillance et ont pour objectif de diminuer le degré de barbarie. Les États, dans bien

des cas, se déchargent sur elles d'obligations qui devraient être les leurs. Du coup, l'intervention de ces associations est de l'ordre de la tactique. Celle-ci, même si elle dérange encore peu aujourd'hui les stratégies en place, introduit des déplacements de valeurs là où, jusqu'ici, les États et autres organismes en place ne voulaient instaurer aucune loi.

Esprit critique et capacité d'émerveillement

On l'a vu, en fin de compte, ce sont les personnes qui innervent le réseau. Tout au moins quand il s'agit, comme dans mon expérience, de réseaux associatifs humains. Ces personnes, surtout quand elles sont militantes, sont généralement le nœud de plusieurs réseaux et peuvent, de ce fait, favoriser l'irrigation de chacun des réseaux auxquels elles adhèrent.

Cette multipolarité a ses avantages et ses inconvénients. Elle permet de situer plus aisément les limites institutionnelles et de mettre le doigt, du même coup, sur les forces d'inertie qui camouflent les dérives de certains principes organisateurs et empêchent la révision des mécanismes pervertis. Ces forces d'inertie se multiplient avec la complexité des lieux de décision et la possibilité, pour les détenteurs du pouvoir, de se réfugier derrière l'anonymat de structures engoncées dans un moule bureaucratique. Au moins le réseau associatif est-il fait de personnes, ce qui permet une communication et une identification des responsabilités et des intérêts. Par ailleurs, le réseau, dans sa multipolarité, a une force de détection dérangeante, parce qu'il permet de percer de faux anonymats et d'apparentes neutralités et de valoriser savoirs, savoir-faire, faire savoir locaux²⁴.

En revanche, il ne faut pas perdre de vue que les personnes qui adhèrent à des réseaux sont, globalement, moins nombreuses que ce que l'on pourrait croire, au vu de l'ampleur de l'activité qu'ils génèrent. Nous l'avons dit, les réseaux attirent surtout un certain type de « clients », qui sont souvent eux-mêmes au cœur de plusieurs réseaux différents. De ce fait, si l'information circule parmi eux vite et bien, peuvent aussi circuler les modes. C'est un fait bien connu dans le monde du journalisme. Certaines tavernes font office de réseau pour le commentaire de l'information du jour. D'où un certain danger d'illusion d'optique, surtout quand règne un esprit de critique

systematique.

Or, esprit critique et participation à un réseau vont généralement de pair. Pourquoi adhérer à un réseau, en effet, si ce n'est pour promouvoir ou changer quelque chose ? Comme nous l'avons déjà relevé, celui qui est satisfait de la manière dont va le monde ou qui, en tout cas, n'en est ni trop affligé ni trop scandalisé, qu'irait-il faire dans un réseau dont l'objectif est toujours d'apporter une modification à ce qui existe ?

Il n'y a guère de conservateurs dans les réseaux humains, ce qui ne veut pas dire que leurs membres sont tous des réformateurs ou des révolutionnaires. À l'inverse, je connais des personnes qui se disent de gauche, mais qui jamais, pourtant, n'accepteraient de faire partie d'un réseau, ni même de croire en leur efficacité et en leur pertinence. Ce sont surtout des gens d'appareil, pour qui être de gauche légitime leur position et leur décerne autorité sociale et suffisance (dans le double sens du terme !) et qui ne veulent en rien soutenir des prises de position critiques, de peur de se voir ébranlés par la mise en question de l'ordre établi.

L'expérience de Prelude me permet de dire que, si les reconnaissances interne et externe sont nécessaires à la validation scientifique, la structure en réseau permet différentes approches plus globalisantes et plus complexifiantes. Du coup, se perçoivent et se recherchent des alternatives à des situations existantes. On connaît le cas du paradigme de l'expérimentation animale qui, pendant des décennies, voire des siècles, a constitué le seul mode d'investigation dans le domaine biomédical. Tant que prévalait quasi exclusivement la conception cartésienne de « l'animal-machine » sans que soit pensable « l'animal-mon prochain »²⁵, être vivant à part entière, qui, comme les humains, souffre (d'autant plus qu'il est plus élevé dans la hiérarchie des vertébrés), voire - c'est un débat - qu'il a des droits²⁶, la recherche délibérée en matière d'alternatives à l'expérimentation animale pouvait difficilement émerger et prendre consistance.

Tout collègue qui œuvre au sein d'un réseau - et non d'abord par la voie et/ou comme voix de son institution - présente cette double qualité innovatrice : travailler sans préjugés liés aux a priori de sa discipline et faire preuve, d'une certaine façon, d'une naïveté émerveillée et d'une étonnante fécondité. J'ai l'expérience de certains énergéticiens qui s'identifiaient à la

thermodynamique et qui, face à des économistes eux-mêmes imbus de l'omnipotence de leur discipline, découvriraient que leur travail avait une dimension sociale, et même de marché, dont ils s'étaient jusque-là très peu préoccupés. Curieusement, l'objection si souvent brandie qu'on ne peut trop embrasser sous peine de mal étreindre n'était plus de mise quand il s'agissait d'investir dans des projets de recherche avec d'autres, dans lesquels les usagers de l'énergie retrouvaient leur place fondamentale.

Une remarque, à ce propos : j'ai été étonné de relever que plus les scientifiques qui adhèrent à un réseau se trouvent dans des positions fortes au sein de leurs institutions, mieux ils sont capables d'accepter d'autres points de vue et d'affermir en même temps la crédibilité scientifique de leur groupe.

L'expérience du réseau humain, dans une société où la communication et l'information sont devenues des dimensions essentielles, fait apparaître à la fois la transversalité et l'imprévisibilité des échos que les investissements et les usagers provoquent. Car l'on sait aujourd'hui à quel point les innovations ne sont jamais localisées simplement dans des laboratoires ou dans les cerveaux des créateurs. Et si elles le sont, elles ne le restent pas longtemps. Des études portant sur l'innovation technologique mettent en évidence que, sans anticipation ni compréhension des interactions entre sciences, technologies et sociétés, cette innovation est vouée à l'échec. Il s'agit pour un créateur, tout au long de sa carrière, d'être ouvert aux usagers qui, à leur tour, peuvent devenir des producteurs en même temps que des consommateurs.

Un véritable développement, qu'il s'agisse d'un produit, d'un processus, d'un service ou simplement d'un projet, suppose qu'on intègre dès la conception l'histoire, la mémoire, la culture, l'existence d'un marché et les capacités de recherche-développement, ainsi que l'entreprise de production. Sans terrain, la fleur ne poussera pas. L'utilisateur n'est pas seulement un marché et ne saurait être la proie de la tyrannie de l'« économiquement correct », pour reprendre l'intitulé de la contribution d'Ibrahim Warde à un dossier du Monde diplomatique sur « Les nouveaux maîtres du monde »²⁷.

Ces nouveaux maîtres sont les mastodontes de la finance, contre lesquels les États ne peuvent pas grand-chose. Ils disposent du contrôle des nouvelles technologies à l'échelle plané-

taire, gouvernent les multinationales de l'expertise et ont tous les moyens d'articuler leur pouvoir sur la puissance des médias, devenue de plus en plus redoutable et oligopolistique. Ainsi, se forge une aire de non-liberté pour les citoyens-usagers qui rend dérisoire le slogan selon lequel le client est roi. La démocratie est, en fait, confisquée, puisque jamais ces nouveaux maîtres du monde n'ont soumis leur projet à un suffrage universel. Avec leur argent, leurs idées-préceptes, leurs produits et services, ils traversent toutes les frontières d'un marché globalisé. Comme le souligne Ignacio Ramonet dans l'introduction du dossier susmentionné du Monde diplomatique, à leurs yeux, « le pouvoir politique n'est que le troisième pouvoir. Il y a d'abord le pouvoir économique, puis le pouvoir médiatique. Et quand on possède ces deux-là [...], s'emparer du pouvoir politique n'est plus qu'une formalité ».

Face à la stratégie de tels pouvoirs, les réseaux associatifs humains peuvent constituer une tactique de subversion combinant « une culture du refus », une contre-information et une autre globalisation où l'environnement naturel et social constitue le milieu nourricier d'une économie. Pour le réseau associatif, c'est l'autre, avec sa culture, son savoir, ses arts de faire, sa demande, ses utopies, qui permet la fécondation croisée et la formation d'une société soutenable, dans laquelle l'initiative prime l'assistance dans la coopération. En ce sens, les réseaux associatifs peuvent restituer aux institutions leur capacité instituante et la possibilité d'exercer la légitimité qui leur revient en termes de régulation des mécanismes d'une société.

Des zigzags qui vont droit

Mon itinéraire, en fin de compte, peut paraître une divagation, puisqu'il passe de la physique des particules élémentaires à l'enseignement et à la recherche en matière de critique des sciences et des rapports sciences-technologies-philosophies-sociétés, avec un intérêt particulier en matière, notamment, de valorisation des plantes médicinales, de bien-être des animaux, de développement urbain durable, de télécommunications, de systèmes énergétiques intégrés, de structures pathogènes, d'évaluation et de prospective dans le domaine de la science et de la technologie. Ajoutons-y mon action critique dans le domaine de l'énergie électro-nucléaire, mon investissement dans les sciences de l'environnement et dans les questions de sécurité et de coopération Est-Ouest avant la chute du mur de Berlin, mon travail de formateur et de chercheur en Europe et en Afrique, l'animation de réseaux, sans oublier l'énorme mobilisation que représente la coordination scientifique de *Prelude* et ma collaboration au Centre de Dubrovnik. Citons encore ma collaboration à des revues scientifiques et culturelles, la publication ou l'édition d'ouvrages dans des domaines aussi variés que le cerveau, les biotechnologies, l'éducation permanente, l'autogestion, l'expertise et la physique des hautes énergies. Tout cela m'a fait parcourir l'Europe et transiter par l'Afrique, les Amériques et l'Asie. Et j'ai encore trouvé le temps d'assumer une lourde charge d'enseignement universitaire, ce qui n'a pas manqué de susciter la curiosité de certains de mes collègues. Grâce à ces déplacements et dé-passements, je ne cesse de faire, de vivre et de vouloir faire vivre la fête que je ne me lasse pas de rechercher, la fête révolutionnaire²⁸.

Je puis par là témoigner que le réseau associatif humain offre cet excédent de sens sans lequel tant de vies sont conformistes, tristes et mornes.

Mon apparent éparpillement ne me fait pas courir à l'aveuglette, ailleurs que là où l'action m'invite. Il est cette traverse qui permet d'aller plus droit que ne le font les sentiers battus.

Être passeur de frontières, aujourd'hui, c'est être armé, notamment grâce à l'appartenance à des réseaux associatifs, pour traverser les turbulences et les surprises qui adviennent et croître d'un niveau à un niveau supérieur par l'assimilation et/ou le rejet des apports de l'histoire, de l'expérience, des

savoirs que l'on reçoit. L'enrichissement est dans la formation mutuelle et dans la découverte par la différence qu'introduisent les dialogues/dialogiques. L'autre, de quelque continent qu'il soit, de quelque ailleurs qu'il provienne, ne cesse de me manquer. Le bonheur m'advient ainsi dans le compagnonnage, à la façon des disciples d'Emmaüs dans l'Évangile de Luc (chapitre 24), dans l'invention d'une vie où la quête de sens passe par la revendication de l'incertitude. Je suis de ceux à qui la fidélité au but fondamental - devenir sans cesse mieux ce que l'on est vraiment - épargne la stérilité parce que savoir, pour eux, n'est jamais une sécurité.

3.

La créativité des réseaux

Si le réseau associatif humain est devenu une sorte de mode, c'est sans doute parce qu'il permet de contourner la sujétion que ressentent bon nombre de gens, sur qui pèse la rigidité hiérarchique ou qui ne veulent pas être dominés et parmi lesquels se trouvent des chercheurs et des universitaires. Ainsi, pour ne pas être marginalisés tout en opérant sur les marges, là où la science progresse, les chercheurs tirent de leur coopération partenariale une assurance au double sens du terme : une confiance en soi et la garantie d'une meilleure défense. Ceci, grâce à des conditions plus appropriées pour leur recherche et à un décloisonnement des disciplines, des structures et des tâches. Cette démarche est d'autant plus indiquée quand il s'agit de viser l'utilité sociale de la recherche.

Il est d'ailleurs bien établi aujourd'hui, comme l'a montré Dominique Vinck, qu'un travail scientifique mené en réseau de coopération a une efficacité supérieure à celle d'un laboratoire, parce que tous sont focalisés sur un projet unique. Les laboratoires, pour devenir ou rester compétitifs, procèdent d'une dynamique d'extension-capitalisation qui est en contradiction avec la nature des réseaux de coopération, portés par une logique d'extension-métamorphose²⁹.

Une telle coopération permet de déjouer toutes les stratégies traditionnelles en place et de faire reconnaître les spécificités scientifiques et socio-culturelles propres à chaque savoir, savoir-faire et faire savoir.

Par stratégie, j'entends, comme sur le plan militaire, un calcul préalable pour avancer dans la maîtrise des territoires convoités, c'est-à-dire, en ce qui nous concerne, des réalités étudiées. Celles-ci sont toujours de l'ordre de ce qui résiste, de ce qui n'est pas maîtrisé et qu'il faut conquérir. En ce sens, la cohérence ou la rationalité scientifique est comprise comme un

enchaînement - une concaténation - nécessaire, portant en elle-même la violence d'une rationalité imposée et donc, par définition, réductrice.

Si la stratégie est inhérente à la pratique scientifique, l'intérêt de fonctionner en réseau associatif est, lui, plutôt de l'ordre de la tactique, dans le sens où la conçoit Michel de Certeau : « La tactique n'a pour lieu que celui de l'autre. Elle s'y insinue, fragmentairement, sans le saisir en son entier, sans pouvoir capitaliser ses avantages, préparer ses expansions et assurer une indépendance par rapport aux circonstances. [...] Du fait de son non-lieu, la tactique dépend du temps, vigilante à y « saisir au vol » des possibilités de profit. Ce qu'elle gagne, elle ne le garde pas. Il lui faut constamment jouer avec les événements pour en faire des « occasions »³⁰. La tactique est donc à la fois faible et forte et reste toujours à défendre. Sa faiblesse, c'est qu'elle doit investir dans le champ que domine la stratégie. Mais sa force tient à ce qu'elle n'est pas sujette aux mêmes enlacements et aux mêmes conflits de pouvoir et d'organisation. À cet égard, elle joue un rôle social et culturel décisif en cette période de crise où les fiefs stratégiques sont défendus avec d'autant plus de férocité que les biens se font de plus en plus rares, et se paient donc apparemment cher. Par ailleurs, du fait de la relation de confiance sur laquelle elle se fonde, la tactique échappe au mécanisme de domination qui régit toute la stratégie.

Une nouvelle alliance entre science et société

Le temps n'est plus où, dans la soumission aux préceptes cartésiens, la maîtrise et la possession de la nature modelaient l'activité scientifique et, par elle, les contours du progrès et de l'organisation du monde. Jusqu'à récemment encore, la stratégie et le système socio-technique inaugurés par les ingénieurs de la Renaissance constituaient le moteur des mentalités et façonnaient le cours des choses. Hors de cette cléricature officielle souvent alignée sur une vulgate conformiste, toute carrière, toute crédibilité et toute capacité de diffusion étaient compromises, à moins d'être normalisées. La science est donc structurellement stratégie. Dans cet esprit, le terme « tour d'ivoire », alibi à de fausses autonomies dans le monde universi-

taire ou scientifique, pourrait plus justement se muer en tour de garde, voire en mirador.

C'est au sommet de la puissance de la science, lorsque sa rationalité - l'hybris prométhéenne - s'est incarnée comme la rationalité de gestion universelle, qu'une préoccupation, puis une contestation angoissées se sont fait jour, de l'intérieur. Des événements lourds d'apocalypse, tels qu'Hiroshima et son corollaire, l'équilibre mondial par la terreur, ont ébranlé l'establishment scientifique. Symptomatique de cette fissure, le groupe de Pugwash a été suivi par tous les mouvements de scientifiques critiques, de la guerre du Vietnam à l'électronucléaire et à la manipulation génétique ou à l'écologie.

On mesure aujourd'hui tous les effets pervers de l'intrication scientifico-technologico-militaro-industrielle, puisqu'on est obligé de reconsidérer une « nouvelle alliance » de l'homme et de la nature³¹. Car en science comme ailleurs, il y a une géopolitique. L'investissement dans un TGV Paris-Lyon et Paris-Nantes semble privilégié par rapport à un turbo-train Lyon-Nantes, dont la rentabilité n'a pas été jugée concluante pour son maintien. Ainsi se fabrique le désert français avant qu'il en aille de même ailleurs en Europe.

On oublie que les grandes artères drainent des trombes d'eau sans irriguer les terres où elles passent ni les fertiliser. Les réseaux associatifs, à l'inverse, sont sur le terrain, en tirent parti, s'en nourrissent et le nourrissent. À condition qu'à la différence d'implantations de type « régie des téléphones » ou « chemins de fer », qui consacrent les centralisations parce qu'elles sont en fait des stratégies, il s'agisse de réseaux souples, transversaux, vraiment relationnels.

De tels réseaux évitent la thrombose parce qu'ils innervent et ne créent rien d'irréversible. Si la stratégie ne peut se penser sans compétitivité, celle-ci n'est pas une fin en soi au sein des réseaux associatifs. La tactique opérant sur le terrain de la stratégie peut restaurer la nécessaire coopération, sans laquelle tout n'est qu'affaire de négociation déshumanisée au lieu d'être une alliance librement consentie. Le TGV permet de gagner, selon son propre slogan, « du temps sur le temps ». C'est un bel ouvrage, mais pour quelle œuvre ?

Les réseaux ne sont pas la panacée sociale

L'insistance qu'il s'agit aujourd'hui de mettre sur les réseaux, en ce qu'ils suscitent des dialogues, des chemins de traverse, répond à la rigidité des stratégies économiques, militaires, scientifiques et technologiques en place, ainsi qu'à l'hypertrophie de pouvoirs centraux, qui neutralisent toute vitalité culturelle. Il reste qu'il ne faut pas faire des réseaux la panacée universelle : ils sont marqués par une profonde ambiguïté, comme la science elle-même, puisqu'elle constitue par nature un pouvoir, dans son caractère opérationnel propre et son efficacité. Beaucoup de chercheurs, pris dans une idéologie dominante, continuent à croire ou à faire croire qu'ils sont innocents de l'amont et de l'aval de leurs recherches, qui seraient du ressort des pouvoirs publics. Il s'agit pourtant d'une pure illusion d'optique, puisque le scientifique détient lui-même un pouvoir, celui du savoir. Et c'est bien là que réside toute l'ambiguïté. Les pouvoirs de fait (politique, économique, militaire, industriel) sont marqués par l'idéologie dominante et la prétendue universalité des cohérences rationnelles instaurées par la science. Ils se fient également sans réserve aux compétences indiscutables (et indiscutées) des chercheurs, dont les discours et les travaux soutiennent nombre de leurs options. Des options dont les conséquences budgétaires sont précisément indispensables au fonctionnement et au développement de la recherche.. Il y a dès lors complicité entre l'État et sa gestion « rationnelle » et l'état « rationnel » en science³². De quoi se demander lequel des deux fait de l'autre le roi ! Dans un tel contexte, les réseaux associatifs mettent en question la fausse transparence du fonctionnement social de la recherche, des politiques technologiques et des systèmes de formation.

Tout réseau, comme toute communication, suppose un outillage minimal, des opérateurs de circulation et des pratiques de transmission, sans parler de la qualité opérationnelle qu'apporte la cooptation des membres, entre lesquels la loi n'est point celle de l'allégeance, mais du partenariat.

Cet environnement, par sa matérialisation même, est nécessairement exposé à tomber dans de nouvelles routines, ou bien à se dématérialiser au point qu'aucune action ne soit possible, ni dans le temps, ni dans l'espace. Car sans ancrage solide, le travail en réseau risque de n'avoir aucune prise sur les méca-

nismes de fonctionnement, qu'ils soient scientifiques, culturels ou socio-politiques. Les intentions ne suffisent point en politique. Ce sont les effets qui comptent. Aux effets se mesure la valeur qu'on peut accorder à un projet. Même sans être stratégique et hégémonique sur un terrain donné, un réseau, aussi léger soit-il, restera confidentiel, et donc pratiquement inconstant, s'il ne place pas ses pas dans les traces d'institutions existantes. Pour traiter avec elles, tout en travaillant sur les marges, on ne peut se passer de compromission. Celle-ci n'est qu'un passage obligé et laissera le projet indemne, voire intact, car compromission ne signifie pas abdication. C'est seulement un moyen d'avancer sur l'« essentiel », dans un rapport de force inégal. Bien sûr, un tel comportement n'est pas sans risque pour le réseau lui-même : en négociant en position de relative faiblesse, il peut perdre certains de ses membres, s'ils ont peu ou prou le sentiment que des options fondamentales ne sont pas intégralement respectées. À l'inverse, d'autres, plus conscients des possibilités concrètes d'agir pour réussir des déplacements et des dépassements, engageront et soutiendront les négociations. La constitution en réseau - au contraire d'une institution - fait apparaître la fragilité d'un système basé sur des affiliés, libres de rester ou de s'en aller, sans qu'il en résulte une quelconque sanction.

Mais attention ! En raison de la fragilité des liens qui unissent ses membres, même si ces liens sont plus qu'une simple interconnexion mathématique entre différents nœuds, tout réseau court un risque de relâchement et d'infécondité. En effet, une communication « multicéphale » ne va pas de soi ou peut ne pas durer, et ce pour de multiples raisons. La volonté de pouvoir de certains guette et peut ronger toute organisation, surtout si elle s'impose. Le manque d'argent peut également décourager à la longue les enthousiasmes les mieux trempés, de même que le décalage qui peut apparaître entre des objectifs fixés au départ et la maigreur de certains résultats. Savoir qu'on peut compter sur d'autres peut aussi aboutir à atrophier la dynamique globale, quand tout le monde en arrive à compter sur tout le monde. Enfin, une désinformation peut s'installer et enlever sa raison d'être au réseau. Un réseau humain est un débat permanent où chacune/chacun se forme dans une relation mutuelle. Il exige une remise en cause constante et une coordination forte, sans pour autant occuper une position hié-

rarchie supérieure au sein du réseau, pour pouvoir engager les réorientations imposées par les réalités et les conditions de vie. Reste que ce réseau, dans le contexte de communication actuel, fournit sans doute la structure la mieux à même de générer les transformations sociales que l'on pourrait souhaiter.

Il est des réussites qui peuvent être fatales aux réseaux. L'histoire est instructive à cet égard : syndicats, mutuelles ou coopératives étaient autant de réseaux, à l'origine. Ils ont révolutionné le champ social avant de devenir des organisations gagnées par la bureaucratie et le fonctionariat. Ce n'est cependant pas une raison suffisante pour marginaliser les élans qui se trouvent à la base d'actions innovantes et déstabilisatrices des systèmes établis. Ce qui ne doit pas empêcher pour autant le développement d'un nécessaire professionnalisme, qui seul permet les improvisations réussies.

Médiateurs et catalyseurs

Le réseau, on l'a vu, présente un intérêt certain pour l'institution, dans la mesure où il peut lui servir de détecteur avancé. Il est surtout incontournable pour mobiliser les dynamiques sociétaires, grâce à sa souplesse et à sa proximité des réalités. Que ce soit en science, en politique, en socio-économie ou en matière d'option religieuse, la priorité doit être accordée à l'aventure plutôt qu'à la structure thésaurisante. Dans toute aventure, l'approche la plus pertinente est celle d'un travail sur les limites qui autorise, au double sens du terme (rendre possible et accréditer), le dépassement. Travailler sur les limites, c'est savoir bien les reconnaître pour aller plus loin, tout en sachant ne pas aller trop loin, au risque de se retrouver nulle part.

Je ne parle évidemment pas ici des réseaux matérialisés dans des structures lourdes (chemins de fer, télégraphes, télécommunications, ou autres administrations), dont ni la décentralisation, ni la souplesse ne sont les caractéristiques. Ce sont des systèmes hiérarchisés, dans lesquels la communication se résume à des directives émanant de directions et où l'information circule toujours dans la même direction. Bien sûr, quand on parle de réseaux, ces réseaux matériels ou logistiques occupent une bonne partie du terrain. Il faut d'ailleurs reconnaître qu'ils

sont capables d'être extrêmement performants, grâce à la souplesse de leurs connexions. Mais cette souplesse n'est pas sans inertie, car ces réseaux matériels n'échappent pas aux pesanteurs bureaucratiques. À cet égard, le passage à l'autonomisation d'entreprises publiques (ou, au-delà, à leur privatisation) n'offre sans doute d'amélioration que du point de vue de leur habillage commercial. Une amélioration superficielle, dans laquelle, avec le sourire au « client-roi », « business is (et reste) business ». Dans le cas d'une banque, par exemple, les crédits peuvent être accordés avec souplesse, mais il n'en reste pas moins que tout réseau bancaire, matériel ou immatériel, ne prête qu'aux riches et impose ses intérêts.

Les réseaux dont je parle sont plutôt des associations de partenaires qui poursuivent ensemble certains objectifs et travaillent dans une estime réciproque. Le paysan y trouve sa place à côté de l'agronome, le tradithérapeute à côté du médecin. Et c'est précisément ce métissage des savoirs qui permet à tous d'aller un pas plus loin dans leur approche respective. On le voit, dans ce cas, un sens supplémentaire est injecté, et une valeur est réellement ajoutée : en unissant les différences, on arrive à casser l'homogénéité de la rationalité dominante ; l'in-ouï peut enfin se faire entendre.

Le réseau associatif humain, pour autant qu'il ne cesse de vouloir faire la transparence sur ses objectifs et ses moyens, remplit un rôle de catalyseur nouveau. Il favorise les effets démultiplicateurs de son action. L'implication horizontale de chaque membre l'accrédite (c'est-à-dire lui confère crédit et capacité) des apports de chacun, alors même qu'il pourrait sembler se perdre dans l'investissement que demande le partage. En réalité, le travail en réseau n'est en aucun cas une perte ou une dispersion. C'est au contraire la meilleure manière de préserver sa liberté et sa créativité. N'oublions pas que les résistances qui surgissent inévitablement dès que l'on œuvre en partenariat sont aussi sources de créativité, même si elles prennent parfois la forme d'un non radical. Car dans les sociétés où l'on est conditionné par les médias, la publicité et le monopole du discours consumériste, le refus peut devenir une question de légitime défense. En la matière, les réseaux associatifs sont d'excellents lieux de formation mutuelle à la culture du non, au nom d'une qualité de vie qui n'est pas réductible au business ou au management.

Grâce à leur fonction de catalyseurs d'actions et de savoirs, les réseaux associatifs permettent aussi de restaurer la communication, dans ce qu'elle implique d'échange d'informations et de débat. Car communiquer suppose bien une inter-locution. Quand le message se transmet seulement à sens unique - de haut en bas -, il y a peut-être information, mais pas communication. En ce sens, la plupart des technologies dites de la communication ne sont au mieux que des techniques d'information confisquées par ceux qui prennent la parole, à partir du pouvoir qu'ils détiennent. Dès lors, ce n'est pas illogique que certains puissent en arriver à prétendre que l'important n'est pas le message, mais le médium. Dans nos sociétés de compétition, l'outil est désormais privilégié, et non le sujet. C'est donc à ce niveau-là que s'éprouve le changement des enjeux culturels et de la méthodologie de recherche et que peut opérer la prise en considération de l'humain et de son environnement. Comme l'ont établi, en 1994, les rencontres du Programme Environnement du CNRS (Centre national français de la recherche scientifique), à Montpellier³³, l'analyse des relations entre l'homme et son milieu oblige à réintroduire l'homme dans la nature et la science dans la société. Il s'agit de reconnaître la rationalité propre de chaque acteur et de chaque citoyen au même titre que la rationalité scientifique. La mondialisation des défis liés aux équilibres écologiques globaux conduit au dialogue interculturel et à la reconnaissance des priorités issues d'autres cultures. On ne saurait mieux définir la place opérationnelle et la visée des réseaux associatifs que dans cette approche des systèmes bio-socio-techniques.

Rendre sa place au débat public

À la différence d'une institution telle que l'Académie, qui fait montre d'une universalité et d'une neutralité fictives (au sens où c'est le vraisemblable qui habite et habilite le travail scientifique), le libre choix qui caractérise la constitution réticulaire prend en compte toute la personnalité des membres. La poursuite de l'objectif suppose dès lors des options pouvant aller jusqu'aux partis-pris.

Il est symptomatique que la multiplication actuelle des réseaux, y compris en science, comme je l'ai déjà indiqué, aille

de pair avec la résurgence éthique, démocratique et citoyenne, qui rend toute sa place à la personne et à ses droits, dans et pour « un monde nouveau », où il s'agit notamment de « se développer avec la Terre »³⁴.

L'impératif technologique, qu'on ne cesse de nous présenter comme solution à la crise mondiale, est pour l'instant dominant jusqu'à devenir dictatorial, puisqu'il investit le moindre objet ou procédé. Il est devenu une totalité culturelle qui fonctionne dans la logique du tout ou rien (le « package »). Curieusement, ce qui est affiché comme issue se trouve plutôt à la source de la crise. Chaque fois qu'une nouvelle technologie nous advient, c'est sous la forme d'un fait accompli, technocratiquement imposé. Le débat public et contradictoire, pourtant si vital pour la démocratie, suit comme il peut. Il se trouvera toujours des experts pour cautionner toute découverte et oblitérer son véritable enjeu, au nom de la science officielle. Sous prétexte de l'autorité incontrouersable que représente leur magistère scientifique et technique, ils se sont acquis le monopole de la parole et renvoient dans l'anonymat tous ceux qui s'avisent de poser des questions. Celles-ci sont reçues comme des impertinences, alors qu'elles sont au contraire riches de pertinence quant au fond³⁵. Il me faudra revenir plus loin sur le rôle social et idéologique décisif, bien qu'encore trop peu perçu, de l'expertise.

Que ce soit en matière d'énergie électro-nucléaire, de technologie de l'information et de la communication ou de biotechnologie, la fuite en avant n'est souvent, comme pour le cycliste, que la seule manière de rester en équilibre. La rentabilité à court terme, si chère à notre époque, sert a posteriori de justificatif à la valorisation d'investissements déjà faits. Un choix technico-économique en entraîne d'autres. Le capital investi, avec les complicités silencieuses que l'opération suppose, a besoin par la suite d'être secouru, et porte en lui de futurs sauvetages. À cet égard, les questions de propriété intellectuelle, de toute première importance actuellement, sont éminemment symptomatiques et au cœur du débat démocratique et de l'éthique de la recherche. On sait, par exemple, à quel point, pour faire survivre leurs laboratoires, les universités se sentent comme poussées depuis les années quatre-vingt à se tourner davantage vers l'industrie pour le financement de leurs recherches, mais aussi qu'elles ne négocient guère sur un pied d'égalité avec les entreprises privées, lesquelles se protè-

gent derrière le secret industriel et le secret commercial. On comprendra dès lors que le champ des droits de propriété intellectuelle qui émerge très naturellement au moment des contrats (où le critère de rentabilité économique fait, au premier chef, la décision de l'industriel) baigne, pour le moins, «dans une zone de gris propice au rapport de force»³⁶.

Dès lors, il ne faut pas s'étonner que la machine s'emballe, puisqu'il est impossible de la contrôler dès qu'elle se met en marche. C'est précisément ce à quoi servent ou devraient servir les réseaux humains. Leur existence permet de révéler l'occultation des malfaçons, si commode lorsqu'on dispose des savoirs établis d'experts et autres détenteurs de pouvoir. C'est aussi grâce aux réseaux qu'on peut ne pas être dupe du tour de passe-passe que constitue la création, par les pouvoirs établis, de comités ad hoc, y compris éthiques, pour parer au moindre conflit ! Les réseaux remettent en cause la bonne conscience par laquelle les pouvoirs s'innocentent. La question éthique, à vivre ensemble sur le mode d'une compassion et d'une solidarité responsable, sape l'autorité autoproclamée de la technocratie.

Pour ne pas mettre l'humain au rebut

«L'homme, dit Cornelius Castoriadis³⁷, est un animal politique qui a fourni dans l'imaginaire des réponses à ses questions.» Hélas, nous sommes dans une civilisation du simulacre, dans laquelle la fiction est rejetée et évacuée au nom du sérieux scientifique, au moment même où c'est pourtant elle qui régit les processus d'innovation en science ou en technique. Le magistère technologique dispose du vecteur médiatique et le privilège de manière écrasante. Il en dispose parce qu'il a l'autorité, et il renforce son autorité parce qu'il en dispose. Il crée dès lors son système de valeurs et sa culture et il marginalise tous les imaginaires minoritaires, en les renvoyant dans l'anonymat.

Face à ce système établi, les réseaux associatifs humains empêchent de laisser le «faire croire» remplacer le crédible. Autrement dit, ils empêchent d'oublier que la science est de l'ordre du vrai-semblable qu'on parvient à imposer comme LA vérité. Combattre un totalitarisme tel que la technocratie sup-

pose donc qu'on puisse réveiller la capacité de faire des choix entre divers scénarios, c'est-à-dire entre divers processus opérationnels, et non accepter qu'un seul soit imposé, celui de la «pensée unique», cette pensée «d'un monde unique, d'une humanité sans perspective autre que l'apothéose du marché»³⁸. S'attaquer aux racines de l'économisme et de l'utilitarisme qui régissent le processus actuel de mondialisation, c'est-à-dire aux racines de «l'omnimarchandisation du monde», pour reprendre l'expression de Serge Latouche, sollicite une remise en cause de l'empire du rationnel. Il devient, il est vrai, évident de constater que la raison rationnelle, «unique en son principe, est marchande puisque calculatrice». Cette remise en cause paraît en effet seule capable «d'ouvrir la voie à une pensée moins intolérante et qui par là pourrait être dite plurielle»³⁹.

À cet égard, il faut avoir à l'esprit l'ambiguïté du réseau et l'importance de le considérer comme une métaphore. S'il est simplement compris comme technique ou logistique de la communication, il peut très bien ne servir que les savoirs et pouvoirs établis. Mais s'il est associatif, il peut réintroduire la contestation. Le réseau médiatique répond à une raison d'État, qu'il s'agisse de la puissance publique ou de multinationales. Le second trouve son efficacité dans une complicité qui a conduit ses membres à s'unir pour proposer des choix qui, en eux-mêmes, inscrivent dans les stratégies dominantes des espaces d'autonomie et de maîtrise sociale de domaines jusque-là réservés. Une science viable et vivable ne va pas sans bris de clôtures. Car toute science, comme toute société ou toute communauté, repose sur une institution imaginaire. Loin d'être une simple fiction, celle-ci modèle les principes organisateurs de son fonctionnement. Cet imaginaire sert de légitimation aux savoirs et pouvoirs établis, qui excluent, dès lors, les autres imaginaires qui surgissent au sein de la société. Lorsque, sous la pression d'une innovation, la situation institutionnalisée devient intenable et qu'un changement de paradigme ou de cap s'impose, l'establishment le récupère pour renormaliser les mécanismes dérangés.

Dans un premier temps, le réseau humain, qui s'est constitué à partir d'autres imaginaires nécessairement conflictuels par rapport à ceux de l'institution dominante, joue le rôle du caillou dans la chaussure. Puis vient la confrontation et le dépasse-

ment dialogique. Dans les meilleures conditions, des négociations deviennent possibles, mais dans une dynamique transformationnelle complexe. En la matière, certains acteurs sont indispensables, dans la mesure où leur appartenance complice à un réseau permet de faire entendre à l'institution la pertinence d'autres sensibilités et d'autres raisons que la sienne.

Si l'on veut faire ici une métaphore scientifique, comparons l'action des réseaux aux structures dissipatives. Les effets de changement, loin d'être sujets à prédictions simples, sont plutôt de l'ordre de la turbulence, de la structure dissipative. Ce qui n'était pas « raisonnable » devient une « raison » nouvelle, elle-même sujette plus tard à contestation sous peine de stériliser sa dynamique. La question n'est jamais de savoir à l'avance quelles formes prendront le savoir et le pouvoir, ni de prétendre disposer d'un modèle global et idéal de société, surtout quand on est démocrate et qu'on défend les droits des êtres humains et des peuples. L'histoire ne se lit pas, elle s'écrit⁴⁰. Chacun a, pour sa part, à la (ré)écrire.

En matière de technologie, cela veut dire, par exemple, que dans cette opération de (ré)écriture, il importe de savoir prendre distance à l'égard des versions officielles, lesquelles sont hélas trop souvent des versions scolaires. Autrement dit, il ne s'agit pas simplement de recopier ni même de traduire le point de vue classiquement adopté qui est celui des vainqueurs des luttes technologiques. Sont instructives à ce sujet les luttes des tisserands à main contre les servants des tissages mécaniques, en France dans les années 1830, et en Angleterre dès le milieu du XVIII^e siècle, luttes que l'Histoire a « oubliées » dès lors qu'elles ont été perdues⁴¹. La castration des talents que possédaient les artisans a conduit nos sociétés industrielles à préférer l'outil à l'homme⁴². La robotisation, quels que soient ses avantages, notamment en matière d'efficacités technique, économique et sanitaire, ne fait que renforcer l'exclusion des travailleurs. Devenus rouages dans des engrenages productifs, ils ne sont même plus utiles, sauf en tant que servants de la machine, à moins qu'ils ne le soient par leur qualification (d'ailleurs vite déqualifiée). Et quand la machine devient encore plus performante, les humains sont mis au rebut et laissés à la charge de la collectivité, si du moins l'exclusion n'a pas été conduite à son terme. L'exclusion est une descente aux enfers dont on fait croire que la victime, à bout de force, descend les

marches d'elle-même.

Entre cousinage et éthique

Des précisions s'avèrent utiles pour mesurer à quel point la notion de réseau, aujourd'hui à la mode, est opérationnelle. Il faut savoir que les réseaux associatifs humains tirent leur caractère opérationnel de leur capacité à s'enrichir de l'apport spécifique de chacun de ses membres à partir de ses autres appartenances et de son expérience d'autres actions ou d'autres combats. Tout réseau, on ne le soulignera jamais assez, est réseau de réseau. Il y a un cousinage entre l'action de quartier, de santé, d'énergie, d'éducation, de communication, d'environnement.

Le réseau offre à des personnes qui se choisissent pour des objectifs précis la possibilité de s'informer, de communiquer et de se former mutuellement, aussi bien en ce qui concerne l'état d'avancement de leurs travaux que sur les difficultés rencontrées et la manière de contourner les obstacles. Ainsi, des réseaux de parenté ou de voisinage, notamment en milieu immigré et en secteur d'économie sociale, permettent d'assurer la survie de sociétés affectées par la crise et/ou la dépendance économique. C'est ce modèle de réseau qui a pu donner naissance à des coopératives, à des mutuelles, à des syndicats. Par sa souplesse et la proximité du terrain, il permet de faire au mieux face aux réalités. Pour autant que ses structures administratives ne prennent pas le dessus sur le projet fondateur et que la réussite puisse être socialement maîtrisée et rester constamment adaptée aux objectifs initialement définis.

Ce qui fait problème aujourd'hui, c'est que des mutuelles, des syndicats et même des partis politiques ont pris une telle importance institutionnelle que l'on y fait carrière. Ces institutions sont devenues de réelles puissances financières et se sont approprié ou vu octroyer des tâches qui les écartent de leur but originel. Le critère, pour un réseau associatif, demeure l'exigence de s'en tenir à l'esprit fondateur et de rester un processus d'évaluation constante⁴³.

Un réseau d'acteurs doit garder la capacité et la volonté de prendre des initiatives, comme des entrepreneurs respon-

sables qui, dans la complicité, se coalisent pour produire les changements dont les institutions ont besoin. En effet, toute institution, comme tout organisme, en vient tôt ou tard à occulter son projet instituant pour consacrer toutes son énergie à garantir sa propre continuité et, par sa force d'inertie, à faire passer ses raisons pour des raisons d'État. L'institution, dès qu'elle est gênée, trouve une force et une férocité à la mesure du danger qu'elle court.

Risquer un réseau, c'est aussi prendre des risques personnels car il s'agit de le cultiver si l'on veut en nourrir l'interactivité. De préférence à une simple chaîne d'information, un réseau doit être structuré comme un filet : il doit être capable de résister à la rupture de mailles, sans que l'information soit rompue, grâce aux autres voies de circulation, et sans que l'ensemble s'en trouve fragilisé.

Un réseau associatif est d'abord une association et une mobilisation de personnes, avec tout ce que cela comporte comme défaillances et perversités possibles. Non point qu'on aurait mal placé sa confiance en ces personnes, mais parce qu'un faux pas est toujours possible sous la pression, le chantage ou, au contraire, face à la tentation d'offres alléchantes, en termes de revenus, de carrière ou de prestige. Quelque noble que soit le projet d'un réseau, il peut se griller. Il requiert que toujours vérité soit faite pour que vienne la lumière. C'est à juste titre que le groupe de recherche pour l'éducation et la prospective, Pour, a intitulé un de ses dossiers Le clair-obscur des réseaux⁴⁴.

Ce qui confère au réseau sa capacité de résistance en même temps que sa dynamique évolutive, c'est sa teneur éthique, devenue d'autant plus indispensable que les nouvelles technologies menacent d'enfermer l'humain. Les choix des technocrates constructeurs et gestionnaires sont autant de faits accomplis, par définition incontrouvables. Dans un tel système, chaque acteur humain n'est qu'une pièce de fonctionnement parmi d'autres, qui peut donc être remplacée.

Peter Kemp montre de façon percutante que vivre à l'ère de la modernité technologique impose impérativement que l'on s'interdise la conception réductionniste et instrumentale de l'idéologie technocratique. « Ce n'est que lorsque l'homme n'est pas une machine que l'éthique prend sens », conclut l'auteur. Selon l'éthique, chaque être humain doit être consi-

déré comme ce qui est irremplaçable («Das Unersetzliche»). Car la communauté humaine est d'une autre nature («von anderer Art») qu'un système technique. Non point qu'une éthique de la technologie conduise à devenir adversaire de celle-ci. Au contraire. Il faut que, tout au cours du processus, elle soit conçue et mise en valeur comme une technologie pour la bonne vie (au sens de l'éthique aristotélicienne) ⁴⁵. Il s'agit d'un travail patient et minutieux sur les limites qui vise à garantir la maîtrise individuelle et collective d'une société sur elle-même. Sans cette maîtrise, il n'existe point de maîtrise de la technologie, opérateur social parmi d'autres, mais devenu opérateur clé.

Passe-murailles

Pour certains chercheurs, la science qu'ils pratiquent est une production sociale parmi d'autres, une institution socio-historique. Ils contribuent à démystifier ce qui est devenu pour beaucoup, aujourd'hui, essentiellement à la faveur de la théorisation, un nouveau lieu culturel, voire théologique, de la Vérité.

À cet égard, les réseaux associatifs humains sont précieux, parce qu'ils se positionnent à la croisée des chemins et ne restent pas confinés dans les tours d'ivoire. Ils mettent ainsi à jour toute l'ambiguïté des concepts de science et de technologie. La science consiste non seulement à générer des transformations productrices de savoir et de théorie, mais aussi à mesurer leurs résultats inscrits dans l'environnement. Quant à la technologie, c'est un faisceau constitué à la fois de sciences matérialisées et de machines, et également, ce qui n'est guère évoqué en général, de rapports sociaux de production et d'usage⁴⁶.

Face à une apparente totalité culturelle, menace potentielle de totalitarisme, le réseau associatif s'avère une traverse que n'arrête aucune balise. C'est le passe-murailles des sociétés dites modernes.

On comprend dès lors que la crise profonde de l'environnement, jusque dans sa portée planétaire, suscite la constitution protéiforme de réseaux, comme l'ont par exemple préconisé deux rencontres internationales auxquelles j'ai pris part : les journées « Environnement et Développement » de Vézelay (France, avril 1989) pour la préparation des États généraux de

la planète et la rencontre Afrique-Europe de Porto-Novo (Bénin, septembre 1989) pour une interdépendance et une nouvelle solidarité mondiale.

Quand il s'agit de réseaux de scientifiques, il faut prendre garde qu'ils ne soient pris au piège de la règle du métier, si bien analysée par Serge Moscovici⁴⁷. « Il en va, dit-il, des scientifiques et de leur science comme du cordonnier et de sa production. Il est bien connu que les cordonniers sont les plus mal chaussés. C'est que le cordonnier ne doit pas s'occuper de lui-même, se chauffer mieux ou plus que les autres. Il a pour vocation de donner son temps à son métier afin de le perfectionner et d'exécuter ses commandes. Dès l'instant où il oublie la règle et travaille pour lui-même, il cesse d'être cordonnier pour devenir un individu quelconque [...]. Le scientifique, depuis plusieurs siècles, s'est vu confier la mission d'explorer l'univers, la matière, la vie, l'organisme, bref, d'étudier tous les phénomènes qu'il rencontre sur sa route [...]. Tout lui est devenu objet de connaissance méthodique. À le suivre et selon le propre de sa logique, rien ou presque rien n'échoue à entrer dans le cadre de son activité. Presque rien, car le scientifique sait par ailleurs se plier à une règle constante : ne pas se connaître lui-même, ne pas s'occuper du sens, de la réalité du sens et de la réalité de la science qu'il produit. Cette règle est la contrepartie de son engagement à connaître tout le reste [...]. Comme à un cordonnier, on lui enjoint de ne pas lever le nez plus haut que sa chaussure : « Ne supra crepidam sutor ».

Une telle description, que Moscovici remet en cause, conduit à la tribu des clercs et des civilisés de la science et à l'exclusion de tous ceux qui n'ont pas le label (les profanes et les « sauvages »). Pour éviter que des réseaux de scientifiques ne se transforment en castes, il devient de plus en plus intéressant que l'« étranger » et l'« autre » soient associés à la vie des réseaux pour qu'ils deviennent réellement interculturels. D'où la pertinence capitale d'hybrider savoirs, savoir-faire et faire savoir. La démarche interculturelle s'indique pour que l'autre puisse trouver écoute et sens dans la stratégie de la science. Cette stratégie opère en un rapport de pouvoir occultant les enjeux et les conditions extra-épistémiques pourtant incontournables.

Le scientifique « pur et dur », y compris l'image qu'il veut donner de lui-même au nom de l'autorité scientifique, est à la

limite un raciste de la science. Il entretient une violence institutionnelle et ne peut que perpétuer l'exclusion. Le système conduit à la généralisation du mythe de l'expert travesti en mythe du professionnel. Ce qui limite la possibilité pour tout un chacun de se mêler de ce qui nous concerne tous. Un tel mythe n'est donc pas compatible avec une effective maîtrise sociale et démocratique de la science et de la technologie. Toute prétendue culture scientifique ou technique doit pouvoir, au contraire, s'articuler sur la capacité d'un libre choix. Il faut que les usagers de la société, autrement dit les citoyens, soient mis ou remis en situation de ne pas « se laisser faire ». C'est à chacun de nous de décider du genre de vie et des besoins matériels et culturels qu'il choisit de satisfaire en fonction de ses racines et de l'éducation qu'il a reçue et/ou de ses options de société. La science ne peut plus se penser en simples termes de savoir mais doit l'être surtout en termes de responsabilité vis-à-vis de l'ensemble de la société. Il n'appartient nullement aux scientifiques ni à leurs multiples commanditaires de forger l'image virtuelle de l'humain optimum. Celui-ci, dans ce contexte, se voit réduit à une fonction de consommation, y compris de biens et de services dits immatériels.

La médiation des réseaux associatifs trouve ici toute sa raison d'être. Des interfaces sciences-sociétés deviennent des passages obligés pour toute évaluation avant, pendant et après les processus scientifiques et technologiques. Ce sont autant de procès entre commanditaires et exécutants, d'une part, usagers et administrés, d'autre part, au cours desquels les conflits doivent émerger et être appréciés. Les réseaux sont précieux à cet égard. Ils le sont à la fois parce qu'ils mobilisent des forces et parce qu'ils disposent d'une technicité permettant à des questions justes quant au fond de devenir recevables parce qu'inscrites dans des arguments techniquement inattaquables.

De nouveaux contrats

Nous sommes désormais au cœur d'une logique de fonctionnement où la thésaurisation n'a pas de place puisqu'il s'agit de créer et de susciter des initiatives, des entre-prises.

Une action coopérative basée sur la reconnaissance de

l'autre rompt avec une logique cartésienne de domination inhérente à la conviction que l'homme est « maître et possesseur de la nature ». Paradoxalement, la logique cartésienne, bien qu'elle ne puisse se passer de ce qu'il est classiquement convenu d'appeler une vérification par l'expérience, tend à évacuer la résistance propre à l'extériorité « naturelle » qu'elle postule. Au-delà du « contrat social » de Jean-Jacques Rousseau, c'est d'un « contrat naturel » dont on a besoin, comme le montre Michel Serres⁴⁸. Mais il faut savoir que ce « contrat naturel » doit nécessairement s'articuler sur un nouveau contrat social, dans lequel tous les acteurs sociaux (État, entreprises, institutions scientifiques et éducatives, mouvements sociaux, associations culturelles et particuliers) s'organisent en partenariat pour une société globale soutenable. La nature, dans cette perspective, qu'il s'agisse de la Terre ou d'autres systèmes naturels ou d'organismes vivants, doit redevenir un partenaire pour les humains. Ils doivent compter avec elle, de telle sorte qu'ils cessent de se comporter comme l'apprenti sorcier dont l'hybris atteint l'impasse à la mesure de sa démesure.

Le point névralgique est atteint là où la fonction éthique interdit de faire ce que la puissance scientifique donne les moyens de réaliser. Le jour n'est sans doute pas loin où la responsabilité sociale offrira une référence irréfutable de maîtrise sociale et culturelle de la science et de la technologie, comme l'a déjà fait apparaître le débat sur l'énergie nucléaire⁴⁹.

L'enjeu d'une gouvernance mondiale efficace passe par une maîtrise globale de cette maîtrise de la science et de la technologie, comme de l'économie et de la politique, ce qui heurte de front « l'Évangile de la compétitivité », selon l'expression de Riccardo Petrella⁵⁰. D'après ce dernier et le groupe de Lisbonne qu'il dirige, quatre contrats sociaux mondiaux s'indiquent comme étapes pour une approche globale vers un nouveau

monde global : le contrat des besoins fondamentaux (suppression des inégalités et lutte contre l'exclusion sociale qui concernent plus de trois milliards de personnes) ; le contrat culturel (tolérance et dialogue entre les cultures) ; le contrat de la démocratie (constitution à terme d'états généraux de la planète pour éviter que des structures oligarchiques ne continuent à diriger le monde) ; le contrat de la Terre (développement durable, effectivité de l'Agenda 21 du Sommet Planète Terre de Rio de Janeiro). Cet appel du groupe de Lisbonne a quatre axes forts : Être (le contrat de la démocratie), Avoir (le contrat des besoins fondamentaux), Vivre ensemble (le contrat de la Terre), et Dialoguer (le contrat culturel). Ce sont les éléments clés de ce que nous entendons par « travailler ensemble à l'établissement d'un contrat mondial et à l'avènement d'un gouvernement mondial de type coopératif »⁵¹.

L'internationalité, l'interdisciplinarité et l'intersectorialité confèrent alors d'autant plus d'efficacité pratique et d'efficacité sociale au réseau qu'il se trouve irrigué et innervé par des flux culturels multiples et entrecroisés dans une optique d'hybridation des savoirs.

L'expérience de la rencontre internationale et interdisciplinaire coorganisée par Prelude et la Faculté de Médecine vétérinaire de l'Université de Liège (Bruxelles-Liège, février 1989), sur les pesticides et médicaments en santé animale nous offre un exemple intéressant⁵². Y ont conflué des spécialistes et des praticiens d'horizons différents : des vétérinaires, des pharmaciens, des biologistes, des chimistes, des économistes, des historiens, des juristes, des sociologues, des anthropologues ainsi que des opérateurs de terrain. Aucune revendication corporatiste ni aucun intérêt d'entreprise n'ont trouvé leur place dans ce carrefour, où les usagers étaient prioritairement considérés avec leurs enracinements culturels. L'ambiance de travail et la confection d'un programme d'action ont constitué d'importants indicateurs de la voie à suivre aujourd'hui, après tant de mauvaises réponses au mal-développement au Nord et au Sud, où tout transfert de savoirs et de technologies n'a de transmission que le nom.

De même, le symposium, coorganisé par Prelude et l'Institut de développement et d'échanges endogènes de Ouidah (Ouidah, Bénin, mars 1995) sur la valorisation de la pharmacopée humaine à base de plantes médicinales s'est montré

tout aussi adapté à des mieux-être locaux et régionaux. Outre des spécialistes de diverses sciences naturelles et humaines et des tradipraticiens de la santé, place était également faite aux usagers. Et l'on peut mesurer la place qu'occupe la dimension culturelle dans la promotion du bien-être, qui ne peut se réduire à un intégrisme économique ramenant tout au marché selon une conception du monde strictement occidentale, qui confond le prix des biens et la valeur des choses⁵³.

De ce symposium est issue la décision :

- * de mettre en place à Ouidah même, à l'Institut de développement et d'échanges endogènes (IDEE), un conservatoire africain des arts et métiers ;

- * de multiplier les formations locales de tradipraticiens de la santé, à considérer comme des co-experts conjointement avec les bio-médecins ;

- * d'instaurer des petites et moyennes entreprises de production locale de phytomédicaments susceptibles de contribuer à un auto-développement et à davantage d'indépendance économique.

Une démocratie sans diktat

Dans la mesure où la composition et les projets des réseaux associatifs ont un caractère interrégional et/ou intercontinental, ils permettent, de façon souple et efficiente, une proactivité capable d'enrayer le rouleau compresseur de l'homogénéité et de l'universalisation technico-économiste de la pensée unique.

Bien sûr, je partage l'aspiration à une démocratie généralisée à l'ensemble de la planète, à travers l'approche globale de contrats sociaux conduisant à une gouvernance mondiale efficace, mais je ne puis, au nom même de cette approche, entrer dans un jeu occidental qui réduirait une gestion viable et durable de la planète à un exercice de management qui effacerait l'identité des personnes et le lien social. Sans ces derniers il ne peut y avoir, entre citoyens-monde, de partage et d'enrichissement réels. Il ne pourrait y avoir qu'amputation et frustration. Au contraire, les rapports entre humains ne peuvent se produire, se transformer et s'aménager qu'au sein de projets multiplicateurs d'espaces de signification. Ce n'est pas

pour rien qu'il y a un débat à propos des « autoroutes de l'information » et du multimédia interactif annonçant une mutation dans les modes de communication et d'accès au savoir ! L'« intelligence collective » qui fait l'objet d'une étude pour une anthropologie du cyberspace de la part de Pierre Lévy⁵⁴, ne présente de l'intérêt technologique qu'à travers le passage du « molaire » au « moléculaire ». Pour l'auteur, les technologies « molaires » appréhendent les choses en gros, en masse, à l'aveugle, de manière entropique, tandis que les technologies « moléculaires » font partager très finement les objets et processus qu'elles contrôlent. Les membres des collectifs moléculaires communiquent transversalement, en réciprocité, hors catégories, sans passer par la voie hiérarchique. Les réseaux associatifs ne bénéficieront des nouvelles technologies avec toutes leurs implications culturelles qu'à condition que celles-ci soient inscrites dans un projet au service du « droit des gens » et de l'humanité respectant la différence et les racines de chacun⁵⁵. L'enjeu est éthique, à l'échelle individuelle mais aussi à l'échelle collective, sous peine de retomber dans des tyrannies intégristes, y compris à l'égard de ce qu'on pourrait appeler « Nature ».

Les droits des êtres humains ne sont pas la propriété d'un groupe, du seul fait de sa position dominante, en l'occurrence de l'Occident. L'ingérence humanitaire constitue une meilleure règle de comportement international que le respect mécanique de la souveraineté des États-nations. Mais, si l'on n'y prend garde, on risque de succomber à la tentation de nouveaux paternalismes, voire de colonialismes politiques. Aussi respectable que soit la défense de la liberté et de la démocratie, elle ne peut, sinon dans l'arbitraire, être imposée par une supergendarmerie qui sévit un peu à la tête du client. D'autre part, s'il est vrai qu'un développement durable ne peut se passer de démocratie effective, cette dernière suppose l'équité sociale et des justes opportunités économiques, comme la viabilité écologique.

Le défi pour le prochain millénaire est de conjuguer civilisation globale démocratique et identité, valorisations culturelles, capacité pour chaque personne et chaque communauté de construire et d'exercer la maîtrise de son avenir, qui est aujourd'hui local et planétaire. On pourrait, à l'instar de Joël de Rosnay, penser et faire advenir l'homme symbiotique, qui ne

peut être ni créature bionique, ni surhomme, ni robot⁵⁶. Cet homme symbiotique n'a d'avenir que dans une société globale. Autrement dit, doivent (bien) fonctionner à la fois l'État, les entreprises, les divers mouvements associatifs, les sexes, les professions, les institutions et les réseaux de recherche comme de formation (initiale et permanente), les syndicats, les familles et autres acteurs qui constituent le tissu d'une société. Encore faut-il que ce milieu génère un minimum de sécurité humaine, dont la sécurité économique.

À cet égard, il faut dépasser les clivages classiques entre économies formelle et informelle par exemple, entre endogène et exogène, entre technique et social, entre économie et écologie, entre ville et campagne, entre Nord et Sud, voisin et étranger et entre les catégories philosophiques majeures : le Vrai, le Bien, le Beau. Ainsi chacun pourrait-il hybrider et produire une qualité globale qui ne peut s'apprécier à l'aune d'une référence unique. En particulier, il me paraît important de souligner aujourd'hui que ce projet de civilisation est peut-être plus le fruit de l'action d'organismes de terrain que de structures institutionnelles établies. Il s'agit, pour faire court, d'ONG. Encore qu'il ne suffit pas de penser que, parce que les ONG ne sont pas gouvernementales, elles aient toutes les vertus et soient le guide, pour l'avenir d'une démocratie participative. On connaît des ONG qui sont de nouvelles bureaucraties, d'autres, au Nord comme au Sud, qui servent d'alibis aux pouvoirs en place, et d'autres encore qui ont peu le sens de la responsabilité, en se créant leur îlot de rationalité et de légitimité. À bénéficiaire d'une bonne réputation (parfois à coup d'onéreuses publicités) certaines ONG se créent un territoire en parasitant les autres et en veillant à mettre à l'abri les fragiles conquêtes de toute critique.

Une telle dérive a des conséquences tragiques dans la mesure où la croyance de solidarité et de responsabilité qu'on prête aux ONG est ainsi minée de l'intérieur. Au vu de certains scandales, on serait porté à trop généraliser certaines situations qui ne sont pourtant que l'exception. Ce qui importe dans une démocratie sans diktat, c'est que les rapports de force internes soient rendus visibles et qu'ils ne soient pas des rapports de domination, mais un jeu de forces au sens de l'équilibre architectural.

La souplesse des réseaux à s'articuler entre eux ou avec

d'autres ne doit pas faire oublier les coordinations nécessaires. Mais le danger serait de donner à la coordination une place qui lui accorderait un pouvoir hiérarchique à l'égard du reste du réseau. De surcroît, les réseaux associatifs ne peuvent jamais se penser que comme complémentaires aux institutions, en ne cessant de contribuer à restaurer leur caractère instituant par une invention permanente du quotidien et de l'art de faire de chacune/chacun.

4.

L'expertise impériale

La souplesse contre la bureaucratie

Les réseaux associatifs sont sans doute aujourd'hui les lieux de médiation/intermédiation privilégiés par lesquels les gens trouvent des possibilités d'action et d'information qui ne leur sont pas accessibles comme telles. Autrement dit, les usagers d'une société (re) conquièrent les voies d'accès aux questions qui les regardent comme citoyens responsables.

Nous vivons dans un univers où le fait accompli technocratique est devenu la règle de par les technologies «push» (où les maîtres du monde inondent et imposent les produits qui leur conviennent) et où la globalisation de la technologie et de l'économie renforce la division du monde entre ceux qui «savent» - les clercs - et ceux qui ne savent pas - les profanes. Les réseaux associatifs offrent une capacité de résistance et deviennent d'autant plus justifiés que tout le monde est, à sa façon, quelque part analphabète. Il n'y a pas que celles et ceux, les illettrés (au sens ordinaire), qui ne savent ni lire ni écrire. Il y a aussi celles et ceux, toujours plus nombreux, les «analphabètes fonctionnels», qui ne savent plus lire, ni donc comprendre certaines factures d'électricité ou de gaz ou de téléphone, voire parfois certains textes parce qu'ils ne sont pas en mesure de décrypter les codes qui se multiplient, souvent sans explication à portée de main⁵⁷, ou qui, en raison d'absence de savoir-faire manuels ou pratiques, sont incapables de se débrouiller quand leur voiture a la moindre panne ou quand ils ont à utiliser certains appareils de cuisine ou de ménage.

La société duale, mieux multiale, prend des formes de plus en plus complexes, sur l'ensemble de la planète, et cette complexité accroît le fossé entre les décideurs et les sujets. Qui

plus est, la hiérarchie dans la prise de décision est impalpable, anonyme, bureaucratique, à l'instar de la volonté de scientification et de technologisation de la société. Plutôt qu'une société à deux vitesses, il y a lieu de parler d'une société à plusieurs vitesses et de surcroît à plusieurs étages plus ou moins bien emboîtés. Non seulement on se trouve devant des puzzles, mais encore ils s'assemblent tous les jours autrement, selon les jeux planétaires des flux financiers. Leurs pièces consistent surtout en biens et services immatériels et, dans cet empire des signes, les déploiements, les déplacements, les détournements ne peuvent plus guère être repérés.

L'efficacité des firmes transnationales, les seuls véritables acteurs de la globalisation, leur vient de ce qu'elles se caractérisent désormais par des fonctionnements réticulaires à travers des associations horizontales. On a affaire à « l'entreprise-réseau mondial ». Le modèle maison mère-filiales est largement révolu. Et cela au-delà de productions bien définies (les conglo-mérats) et par la mise en œuvre de processus d'innovations qui intègrent toutes les phases, depuis la recherche, le développement, la production jusqu'à la commercialisation, à travers de interconnexions planétaires, dans le but de gagner les marchés et d'écraser les concurrents. Ces pouvoirs sont matériels et anonymes parce qu'ils stimulent les créations, gèrent et s'approprient objectivement, mais ils sont aussi dématérialisés dans leurs stratégies de gestion et de décision.

On peut néanmoins leur opposer directement les jeux tactiques des réseaux associatifs. Ces réseaux tirent leur force quand ils peuvent conjuguer des compétences multiples (savoirs, savoir-faire et faire savoir locaux et/ou traditionnels avec les sciences et technologies avancées), des implantations plurielles, des informateurs-indicateurs dans la place. Comme pour tout réseau, leur forte souplesse est un atout dans la mesure où leurs systèmes de coordination sont bien structurés sans se trouver en position hiérarchique. Les réseaux associatifs humains ont l'avantage de constituer des collectifs d'expertise et d'évaluation personnalisés surgis d'en bas (« bottom up »). mais ils peuvent tirer très haut. Grâce à eux, le « top down » ne peut plus être aussi opaque ou si faussement transparent puisque Big Brother nous l'a prouvé.

Expert sur mesure

Si l'expertise et l'évaluation sont des instruments au service de la décision, encore faut-il savoir qu'aujourd'hui l'institution de l'expertise - et il s'agit actuellement en fait de l'expertise scientifique - est sans doute la dernière idéologie qui se porte bien, à supposer que soit vraie l'affirmation que nous vivons la fin des idéologies.

L'expertise et la professionnalisation de l'expertise sont plus utilisées à des fins de caution ou de légitimation qu'elles ne sont des services pour une maîtrise sociale. Paradoxalement, l'expert occulte parfois plus qu'il n'éclaire, comme l'a démontré le débat social sur l'électro-nucléaire. On fait appel à des experts au nom de leur compétence reconnue dans un secteur scientifique bien spécifique et spécialisé pour qu'ils se prononcent sectoriellement, par exemple, sur les risques nucléaires en matière de santé ou d'environnement ou sur la sécurité d'approvisionnement énergétique à partir du nucléaire. Et ce, à l'intérieur d'une problématique et d'un cadre énergétiques établis, où d'autres sources énergétiques (pétrole, charbon) ne sont plus garanties à terme et où les alternatives énergétiques (solaire, éolien, géothermie, hydraulique, économies d'énergie) sont rejetées parce qu'insuffisantes, voire négligeables, compte tenu des nécessités de croissance économiques, donc énergétiques. Confiné dans un champ étroit de questions très restreint, l'expert, puisqu'il est commandité, s'en tient à répondre techniquement aux questions formulées, sans remettre en question les formulations, car telle n'est pas la demande qui lui est faite. Mais, vu l'image dominante de la science dans la société et le magistère incontrouersable qu'elle confère aux scientifiques, surtout s'ils sont très élevés dans la hiérarchie de l'institution scientifique, il ne peut plus officiellement y avoir discussion ou conflit. L'intérêt du débat électronucléaire vient justement de ce que des scientifiques critiques ou concernés, non mandatés officiellement comme experts, mais citoyens lucides et responsables, ont pris la parole pour démanteler le jeu étriqué de l'expertise officielle et ouvrir des brèches pour des voies alternatives⁵⁸. À l'instar de ce que l'on dit couramment pour la politique, l'expertise peut être un art d'empêcher les gens de se mêler de ce qui les concerne, et cela à un moment où la crise est à ce point forte que notre

terre tout entière est concernée par la science et la technologie, motrice du progrès industriel et postindustriel occidental.

Ainsi, j'insiste, l'expertise officielle prend la forme, quand elle cautionne les pouvoirs établis, d'une idéologie abusive occultant les vrais rapports de pouvoir. En ce sens, on peut parler d'«abus de savoir»⁵⁹. Dans le rôle social qu'on leur fait jouer, les experts exercent aujourd'hui un pouvoir considérable, magistère incontrouersable, comme je viens de le dire, permettant aux décideurs de légitimer leurs entreprises et d'éviter tout débat ou conflit social. De surcroît, l'expert, dans sa fonction publique, n'est jamais que la personne à qui on fait appel et qui, dès lors, est déjà « cadrée » par cet appel. De toute façon, comme pour le tailleur, on trouve toujours l'expert sur mesure.

De plus, l'institution à laquelle l'expert appartient est déjà elle-même souvent au cœur même des rouages d'une société. Quoi de moins surprenant, dès lors, que l'expert fasse le travail de ses commanditaires ? Il ne peut d'ailleurs pas esquiver le jeu de l'institution. Voilà donc une compétence de référence non réellement indépendante, rattachée à une institution qui ne l'est pas non plus. La critique de l'expert est compliquée d'autant plus que la science donne une illusion d'objectivité et de neutralité sur tous les plans en oblitérant ses propres conditions d'instauration ainsi que la pratique qui l'enveloppe et l'autorise.

«L'affolante histoire de la vache folle», pour reprendre l'intitulé d'un livre collectif⁶⁰, offre une étude de cas à maints égards exemplaire en matière de fonctionnement de l'expertise et des étranges modes de décision que permettent les consultations d'experts.

Première dé-naturation : pour nourrir des herbivores, les bovins, l'utilisation généralisée, au Royaume-Uni, de farines de viande et d'os, produites à des fins d'économie d'énergie et de bénéfices financiers, sous des températures inférieures (30 °C) à celles requises (40 °C) pour éliminer les agents pathogènes et ainsi courir le risque d'extension de maladies dans les troupeaux. Cette technique, censée enrichir l'alimentation naturelle du bétail par l'incorporation de protéines animales et permettant aussi de maintenir le bétail hors pâturages, avait pour fonction d'accroître le rendement strictement économique de l'élevage.

Deuxième dé-naturation : la sécurité sanitaire, le principe de précaution, si décisif en matière de santé publique, n'est pas pris en compte, puisque le grand marché libéral ne s'intéresse d'abord, et essentiellement, qu'aux rapports économiques et financiers. Les contrôles sanitaires sont considérés pour autant qu'ils sont incontournables de peur de pénaliser les marchés. L'exemple britannique est révélateur : l'Union européenne n'avait, et n'a pas, comme principe, de focaliser, a priori, son attention sur des effets pervers d'une dérégulation sauvage conduisant le Royaume-Uni à accroître de façon compétitive l'exportation de son bétail tout en privatisant en même temps les contrôles sanitaires. En fait, sans État réellement régulateur ou sans structure supranationale vraiment efficace, la santé publique ne peut être que le parent pauvre d'une politique qui ne protège plus l'être humain. On le sait, la santé publique ou l'environnement, voire les affaires sociales en général, ne mobilisent nullement, parce que c'est là qu'on ne fait quasiment que dépenser. De surcroît, la santé publique est, dans les pays industrialisés, de toute façon, rangée du côté des secteurs peu considérés des facultés de médecine.

Troisième dé-naturation : les victimes de la possible épidémie, les personnes atteintes de la maladie de Creutzfeld-Jakob, ne continueront pas à faire la une des médias. Leur nombre ne fera pas le poids devant celui des victimes du « désastre économique ». Sans compter que les dossiers, qui sont tout de même du ressort de la santé publique, sont traités par ceux qui ont en charge les dossiers agricoles et qu'on sait à quel point les différents ministères sont cloisonnés dans leurs compétences propres.

Quatrième dé-naturation, et sans doute la dernière : le risque thérapeutique et la prévention sont négligés, s'agissant de l'être humain, quand l'agro-alimentaire y tire son profit. L'importance symbolique jouera publicitairement, pour faire accepter par les gens qu'ils consomment ce que la loi de l'offre entend leur faire acheter. Se nourrir, ce n'est pas simplement subsister, mais c'est faire sienne une nourriture dont les Allemands disent que l'homme est ce qu'il mange (« Mann ist was Mann isst »).

Ces différentes dénaturations ne pouvaient qu'aboutir à faire germer dans la tête de décideurs britanniques une incongruité scandaleuse : demander à la Commission européenne l'autorisa-

tion de vendre les produits bovins à des pays du tiers-monde, notamment à d'anciennes colonies britanniques, puisque les produits ne peuvent plus trouver marché dans l'Union européenne. Les déchets sont toujours bons pour les pauvres et les exclus. L'exemple de la vache folle, comme celui des herbicides et des lignées transgéniques nous ramène à l'évaluation des technologies dont le caractère est sociétaire et non simplement technique. Les scientifiques ont une responsabilité clé pour éclairer les éléments d'un débat public, à vouloir de préférence contradictoire. À cet égard, l'idée d'une homogénéité de la communauté scientifique est trompeuse. S'il n'y avait pas eu de scientifiques contredisant les vérités officielles, l'histoire serait autrement affolante. Il ne suffit pas d'un principe médical de précaution - lequel n'est même pas toujours appliqué - pour garantir une non-toxicité alimentaire. Il faut que celle-ci soit assortie d'une dimension d'acceptabilité socioculturelle⁶¹. Ce qui suppose des réseaux associatifs humains.

De par l'hétérogénéité de leur composition et de par l'ensemble des dimensions (éthique, sociale, culturelle, économique, politique, éducative, scientifique, technique...) qu'ils embrassent, ils constituent déjà en eux-mêmes un processus permanent d'expertise et d'évaluation. Puisque le réseau affilié au nom d'une option déclarée et d'objectifs connus, le danger, inhérent à toute cohérence scientifique (du fait de sa prétention à l'universalité), d'oblitérer les postulats qui sont épistémiques mais aussi extra-épistémiques (politiques, économiques, culturels), qui l'ont rendue possible, disparaît. A fortiori, quand il s'agit pour eux d'expertise et d'évaluation. On peut même dire qu'il y a un risque de choix partisan de la part de certains réseaux. Mais, je le souligne à nouveau, quelle science n'est pas une construction sociale fondée sur des pré-suppositions, y compris non-scientifiques et non-techniques, donc portée par des intérêts qui ne sont pas qu'épistémiques⁶² ?

Gardiens du temple

Une telle analyse n'a rien de sacrilège, sauf pour ceux qui, au titre de leur pureté cléricale, sont d'excellents gardiens du temple et cautionnent, sous les dehors d'un état dit rationnel,

des « raisons d'État ».

L'image de pureté, indispensable à la crédibilité de l'expert, est un des critères éthiques sine qua non de la caution dont bénéficie le pouvoir scientifique pour avoir sa place prépondérante au soleil. À l'heure de l'idéologie de l'expertise scientifique, l'expert ne lave pas plus blanc. Il est celui, j'insiste, à qui l'on fait appel pour prévenir ou empêcher la contestation ou le conflit social et donc finalement légitimer une décision prise depuis longtemps. Les conséquences des non-lieux que prononcent la plupart du temps les experts peuvent être très graves. Le problème de la couche d'ozone, celui des chlorofluorocarbones, des effets de serre, etc., sont des questions qui touchent aussi bien le tiers-monde que nous-mêmes. C'est pourtant nous qui sommes responsables, comme pays industrialisés, de la majorité de ces trouées de la couche d'ozone et de la dégradation de l'atmosphère.

En fait, l'idéologie de l'expertise scientifique se retrouve sous d'autres formes dans des champs où se mêlent le culturel et le politique. Les militantismes politique, culturel ou écologique, de par la cause prétendument pure dans laquelle ils investissent, se considèrent eux aussi légitimés par la conviction que leur engagement est pur. Ce qui leur permet de dénoncer les compromissions de toutes celles et de tous ceux qui pensent autrement ou qui sont au service des institutions ou des associations qui existaient avant eux (et qui de ce seul fait ne peuvent être que polluées, voire corrompues).

Il est dangereux de jouer avec la pureté, car qui fait l'ange fait la bête. Reste que toute démarche innovatrice, dans quelque champ que ce soit, doit nécessairement se démarquer par la fraîcheur et la transparence de son surgissement et s'inscrire comme contrepoint par rapport aux laideurs et obscurantismes qui l'ont fait naître et la légitiment.

De l'autorité qui se proclame exclusive, on passe presque inévitablement à l'autoritarisme, qui lui-même devient totalitarisme et gangrène les projets militants eux-mêmes. Car il y a toujours plus pur que soi, et le plus pur a toujours besoin d'un profanateur, le bouc émissaire sans lequel il n'aurait pas de raison d'être. Ce n'est pas pour rien que le bouc émissaire ne peut être que l'ennemi de l'intérieur.

La question de l'expertise, surtout quand elle s'ossifie dans l'institution, devient celle, bien connue, du cléricisme qui n'est pas seulement une maladie religieuse mais affecte toute société dès lors qu'un groupe prétend détenir seul le savoir, et donc la vérité. Une telle conviction ne peut déboucher que sur la recherche et l'ambition de détention du pouvoir. Celui-ci, dès lors qu'il est pris, sera d'autant plus efficace qu'il sera déguisé. Partant, on ne pourra jamais lui imputer aucune erreur, aucun délit, aucun faux calcul, aucun préjugé.

Des catastrophes du type Tchernobyl sont significatives. L'électronucléaire, dans nos pays, dispose d'une cléricature capable d'expliquer ce qui s'est passé en Ukraine et de parer à toute interrogation ou suspicion d'un danger analogue pour nous. Que ce soit Tchernobyl, dans une ex-Union soviétique technologiquement moins rigoureuse dans maints secteurs, ou Three Mile Island dans une Amérique plus soucieuse peut-être de productivité que de sécurité, il y a non-lieu aux yeux de certains clercs que leurs intérêts aveuglent et qui ne peuvent donc concevoir qu'il y ait des nuages et des taches dans le ciel.

À cet égard, on n'a pu qu'admirer que les nuages radio-actifs de Tchernobyl ont survolé la Finlande, la Grèce, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la Flandre (Belgique du Nord) mais n'ont pu passer les garde-frontières de l'Hexagone français comme elles n'ont pu vraiment polluer la Wallonie (Belgique du Sud). À tel point que dans un même petit pays si les vaches flamandes devaient garder l'étable, les vaches wallonnes pouvaient paître en toute sécurité.

La raison d'État et la sécurité (?) d'État donnent à certains experts, haut placés dans la hiérarchie, le double pouvoir exorbitant de cacher les faits et de n'avoir aucun compte à rendre. Toute critique, même issue de scientifiques, n'est pas jugée digne d'écoute si les intérêts de l'État risquent d'être mis à la question.

L'affaire des « vaches folles » révèle à suffisance que l'impé-

ratif de productivité et de rendement économique impose la mise sous le boisseau (consciente, ou devenue inconsciente) de la responsabilité en matière de santé publique. Il est bien entendu que, la santé n'ayant pas de prix, elle ne peut guère avoir de poids face à la puissance d'une machine qui rend carnivores des herbivores !

D'ailleurs pourquoi se gênerait-on puisque, depuis Descartes, l'animal n'est qu'une machine et qu'il n'y a que les âmes sensibles à se préoccuper des souffrances animales. Comme si un animal n'était pas un être vivant ! Et comme si la santé vétérinaire ne faisait pas partie de la santé publique ! Si on a été jusqu'à dénaturer les animaux, pourquoi l'être humain serait-il épargné, puisqu'il n'est jamais qu'un animal dit « raisonnable », et qu'en outre cette raison est soumise à la raison dite d'État !

Ce débat sur la vache folle révèle aussi à quel point il est difficile pour des scientifiques, en l'occurrence vétérinaires, de se faire entendre, c'est-à-dire d'alerter, ou alors de ne pas être pris dans le piège des institutions en place. À se conformer aux injonctions économiques ou institutionnelles, on finit inconsciemment à perdre de vue une hiérarchie de valeurs à l'intérieur d'une éthique. C'est d'autant plus inquiétant que l'on a pu à cette occasion mesurer le poids des lobbies et l'intrication du politique et du scientifique.

Des consommateurs en quête de liberté

Il y a pourtant une faille à la toute-puissance et à la toute impunité des gardiens du temple, de quelque nature qu'ils soient. Les usagers d'une société ne sont pas toujours des consommateurs grégaires.

Il y a des consommateurs « mutants » pour qui les modes d'emploi ne sont pas les « Tables de la Loi ». Ainsi en est-il de certains mésusages du savoir en matière de médicaments. C'est le cas de l'utilisation d'effets secondaires négatifs d'un traitement prescrit par un médecin occidental à de tout autres fins pour pouvoir devenir obèse en raison de critères culturels, comme on a pu le constater au marché noir de la banlieue dakaraise. L'« opulence » est très prisée chez les femmes mauritaniennes, à la différence des femmes sénégalaises. Ces dernières vendaient la mèche à leurs commères mauritaniennes.

Dans ce cas, l'abus « objectif » fonctionne comme une appropriation. Cela montre une fois de plus que c'est le pouvoir de l'utilisateur qui est important par rapport aux technologies puisque même dans l'abus de pouvoir ou dans l'abus de savoir qui est lié à ces médicaments mal utilisés, c'est l'utilisateur qui veut reprendre le pouvoir. Ainsi peut-il y avoir des mésusages créateurs⁶³.

Il est intéressant de remarquer que l'on mesure à quel point c'est le rapport direct à l'utilisateur qui est au cœur du système d'innovation et de production. Dans un environnement saturé de biens, de services, d'informations, l'utilisateur, en cette fin du xx^e siècle, devient symptomatiquement une référence omniprésente dans les discours des administrations, des politiques, des organisations sociales. Les utilisateurs se situent entre marché et citoyenneté⁶⁴. Plus, l'utilisateur peut se muer en producteur, faire des « coups », détourner un produit de l'usage qu'on avait prévu. Dans l'optique de cet utilisateur, ce n'est pas au créateur de décider ce qu'est le « bon » et le « mauvais » usage. Analysant les arts de faire des gens dans l'invention de leur quotidien, Michel de Certeau note : « À une production rationalisée, expansionniste autant que centralisée, bruyante et spectaculaire, correspond une autre production qualifiée de « consommation ». Celle-ci est rusée, elle est dispersée, mais elle s'insinue partout, silencieuse et quasi invisible, puisqu'elle ne se signale pas avec des produits propres mais en manières d'employer les produits imposés par un ordre économique dominant »⁶⁵.

À réfléchir ainsi à l'usage, on est conduit à réviser ses catégories mentales et intellectuelles. Les mésusages incitent à remettre en cause nos concepts mêmes de développement. Pas plus qu'il n'y a pertinence à parler de sous-développement en référence à des sociétés occidentales industrialisées, de même il n'y a pas lieu de se méprendre par exemple sur un des facteurs dudit développement : la nutrition. Au Nord comme au Sud, il y a du mal-développement et de la malnutrition. Ainsi, l'obésité se retrouve dans les deux hémisphères : au Sud en fonction de carences ou d'erreurs diététiques ; au Nord en raison d'une consommation excessive de graisses ou d'autres erreurs de style de vie.

Sous ce rapport, Prelude a accompagné une expérience significative de revalorisation des aliments traditionnels en

République démocratique du Congo. Des chercheurs écoutaient les anciens raconter ce que mangeaient leurs parents avant l'arrivée massive de produits occidentaux et en réapprenant aux populations à réapprécier les richesses diététiques qu'ils avaient sous la main. Bien sûr, tout un travail de recherche entre laboratoires du Sud et du Nord devait analyser les potentialités nutritives et les risques de toxicité de ces végétaux réhabilités. Expérience réussie à partir du moment où toute une animation avec des nutritionnistes et des médecins dans les villages ont payé d'exemple à travers des fêtes permettant de faire vivre toute une convivialité⁶⁶.

Cet exemple d'Afrique est instructif pour les Occidentaux eux-mêmes qui, à force de productivité agricole, ont éliminé toute une bio-diversité permettant un équilibre sanitaire et nutritionnel qu'on s'affaire maintenant, avec bonheur, à redécouvrir.

Ainsi, ces « évadés » des usages imposés nous aident-ils à redécouvrir des voies d'autonomie et de bien-être et des pistes de co-développement durable selon des axes où le Sud peut en apprendre au Nord.

En combinant les connaissances traditionnelles avec les techniques avancées, on trouve une qualité globale de vie. La rupture qu'a introduite la logique de la maîtrise et de la possession de la nature jusqu'à produire l'imaginaire d'une « maîtrise rationnelle » et d'une rationalité artificialisée a conduit non seulement à la dépersonnalisation, mais à la déshumanisation.

Face à ce qui est devenu une crise de la maîtrise de la vie, par une sorte d'acharnement à tout vouloir domestiquer et marchandiser, une nouvelle sagesse collective est en train de s'inventer, où se retrouvent une sensibilité et une conscience, voire une culture nouvelle de la nécessaire alliance de l'humain et de la nature. C'est un choix à faire entre cette « vie fidèle à la vie » et la barbarie⁶⁷.

Complicité ordinateur-expertise

L'évaluation des risques technologiques ne prend guère en compte les problèmes humains. La notion même de risque est devenue une question de calcul des probabilités et se retrouve décontextualisée et désocialisée. Le système d'évaluation glo-

bale des incidences sur l'environnement des Laboratoires Battelle de Columbus (USA), relatif à l'implantation d'ouvrages hydrauliques, en est l'exemple particulièrement frappant. On y voit que sur mille paramètres pris en considération, moins d'un cinquième concerne les considérations proprement humaines. Or, le Bureau des réclamations va utiliser cette expertise comme outil d'appréciation des effets d'aménagement pour estimer les bénéfices de mise en œuvre des investissements, compte tenu des capitaux engagés dans une analyse coûts-bénéfices.

Sous le couvert d'une recherche de transparence, de rationalité et de démocratie, ces évaluations scientifiques et techniques évacuent les êtres humains qu'elles affectent par ailleurs d'avoir pris en considération. C'est une manière de marginaliser la contestation qui pourrait démasquer le fait qu'on ne peut avoir de bonnes réponses si les questions ont été mal posées ou ajustées à des principes d'organisation. Un certain rôle idéologique conféré à la science possède cet étonnant pouvoir de cautionner sur le mode de l'objectivité ce qui n'est jamais qu'un objectif particulier, comme l'a fait apparaître mon analyse de l'expertise.

L'alliance de l'ordinateur et de l'expertise officielle ne peut que renforcer l'idée d'avoir correctement apprécié tous les éléments puisqu'ils ont tous été intégrés. Mais l'expérience prouve qu'il est fait usage de coefficients biaisés par la soumission à une procédure de mesure quantitative. Et l'on sait par ailleurs à quel point les productions scientifiques véhiculent de fausses transparences au point de rendre paradoxalement un bon nombre de scientifiques victimes eux-mêmes de cette fétichisation⁶⁸.

Malgré tant de déconvenues, les faits accomplis technologiques ne peuvent donc que se succéder les uns aux autres. Il ne faut pas oublier que ce serait moins facilement le cas s'il n'y avait pas acceptation sociale du système d'appréciation et si l'on comprenait que, de toute façon, la définition d'un risque est toujours l'enjeu d'un combat. Il ne faut pas oublier qu'une probabilité très faible ne peut écarter la survenue immédiate d'une menace.

Comme le rappelle judicieusement Patrick Lagadec dans la conclusion de sa thèse sur le risque technologique majeur, « la probabilité nulle n'existe pas ». La science ne peut pas résoudre

les problèmes à notre place. La politique non plus. Le sérieux de notre liberté est donc engagé⁶⁹. C'est un défi multiple : éthique, scientifique, culturel, politique, économique, institutionnel. Aucune des dimensions ne peut être sacrifiée sous peine de myopie et de mystification du procès scientifique car, pour reprendre le manifeste d'un groupe de scientifiques français « Maîtriser la science », « à défaut de tout comprendre, les disciplines scientifiques prétendent tout mettre en lumière. La science entre en conflit avec la nature, la culture et les personnes »⁷⁰.

Des cloisons à abattre

Pour qu'un tel pouvoir cesse d'occuper une position abusive, la cloison expert/profane doit tomber. Le profane doit être profanateur, rappelant par sa réaction iconoclaste que la science elle-même n'est jamais qu'ambiguë. Elle signifie à la fois des opérations de transformation et des résultats inscrits dans l'environnement. Les réseaux de chercheurs qui se sont choisis en fonction d'objectifs précis sont par définition plus libres de leurs mouvements. Encore faut-il qu'ils ne jouent pas le jeu dominant de l'expertise à leur tour !

Le cas du débat nucléaire l'a bien fait apparaître : c'est l'action même qu'imposaient la controverse et le « bon sens » contenus dans les questions du profane, qui a permis de faire émerger des interrogations et des informations de type scientifique et social qu'on aurait tenu à camoufler. Or, il s'agit, en science comme ailleurs, de « faire la vérité pour venir à la lumière »⁷¹.

Pour « rationaliser » le fonctionnement des appareils de gestion, l'expert justifie des contraintes liées, par exemple, à des programmes informatiques ou encore à des directives venues d'ailleurs (ministères, Commission européenne...), qui, loin de répondre à ce que l'utilisateur est en droit d'attendre, le subjugué. L'utilisateur est enfermé dans une situation d'administré, désarmé devant l'administration. On lui administre un mécanisme comme on administre un médicament.

Or, trop souvent, les administrations ont tendance non à se mettre au service des usagers, mais à enrégimenter ceux-ci à leurs méthodes de fonctionnement. Elles le font au travers de

fonctionnaires anonymes, retranchés derrière des règlements faits à leur usage, dont la complication leur est autant de remparts. Les gens sont codés et dans l'incapacité, souvent, de se décrypter. Leur identité s'est muée en un numéro, passeport grâce auquel il ne pourra seulement, à la limite, avoir des contacts qu'avec d'autres numéros.

L'argument de confidentialité souvent invoqué ou de secret (professionnel, industriel, médical) constitue un mur implacable pour la communication et renforce la solitude muette de l'utilisateur. Ici encore, la vie, qui est projet, mémoire, histoire, relation, est restituée par des réseaux associatifs humains ad hoc, expression toujours plus nécessaire de la légitime défense par la subversion face à ce « meilleur des mondes » qui est en train d'englober la totalité de la vie sociale.

5.

L'université dépossédée

Une quadrature du cercle

L'université, par tradition et avant que n'apparaisse il y a quatre décennies la massification de son recrutement, représentait, à l'instar de l'Église, de l'armée, de l'administration, un grand corps autonome au sein de nos sociétés. Elle se caractérisait, comme le rappelle Claude Javeau, par la suprafonctionnalité⁷². Comme les autres grands corps, elle peut, par exemple, arbitrer ses propres conflits, définir son propre droit ou sa jurisprudence. Elle tire sa force, dit Javeau en citant à ce sujet Jean Duvignaud, du « formalisme symbolique accepté par tous ceux qui en composent la trame, mais aussi sur « la barrière et le niveau » élevés entre le monde extérieur et le sanctuaire désiré, les concours, les brimades, les initiations, les ordinations, la castration sociale symbolique, l'uniforme sont des marques de ces intronisations dans le monde symbolique du « corps éternel »⁷³.

Avec l'entrée massive à l'université, entre autres, des classes moyennes, la collectivité nationale doit supporter une énorme croissance des coûts et une grande partie du formalisme symbolique, dans la mesure où il signifie un refus de la nécessité de démocratiser l'institution universitaire est ébranlé, le rapport à la culture se modifie. Elle n'est plus réservée à l'élite que l'université accueillait jusque-là. Ce grand corps autonome, d'une certaine manière, se dissout dans la société globale. La massification, comme le montre Michel de Certeau, a pour effet de désigner « à la culture sa propre définition en renvoyant le savoir établi à une pratique de la pensée et les objets conceptuels qu'elle véhicule aux sujets qui les produisent »⁷⁴.

Reste que l'université prétend garder sa raison d'être. Elle demeure un creuset de civilisation, un carrefour où se rencon-

trent les libertés et se confrontent les positions pour une dynamique de recherche et de formation porteuses de transformations sociales. C'est seulement dans ces conditions que l'université peut encore se défendre. L'histoire nous montre, comme c'est le cas de la France, que si elle ne peut plus répondre à sa mission, des fonctions supérieures se créent hors de son enceinte. Celles-ci peuvent acquérir, comme dans le cas des grandes écoles, une aura plus prestigieuse.

Enseignement, au plus haut niveau, et recherche, dite fondamentale, constituent les deux fonctions universitaires historiques, se renforçant mutuellement. À ces fonctions - fait désormais reconnu - s'en est ajouté une troisième, d'ordre socio-économique et culturel depuis les années soixante-dix : le service à la « communauté », interprété assez généralement, comme un service aux collectivités, mais que certains, au sein même de l'institution universitaire, ont, à ma connaissance et selon mon expérience, comme tout naturellement, tendance à interpréter dans un sens trop internaliste, dévié de l'intention initiale : l'utilité sociale de l'université.

À ces trois missions d'enseignement, de recherche et de service aux collectivités vient depuis la dernière décennie de se joindre une quatrième, fortement soulignée lors de la Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur (Paris, Unesco, octobre 1998) réponse aux exigences de survie universitaire dans le contexte mondial avec ses impératifs économiques et technologiques : la coopération interuniversitaire⁷⁵.

Les quatre fonctions sont intimement interreliées. Toutefois leur interrelation change l'idée traditionnelle de l'université comme grand corps dans un État-nation pour le faire apparaître, au sein d'un pays ou d'une région, comme une institution sociale spécifique, parmi d'autres, dans la société. On attend en particulier des institutions universitaires qu'elles contribuent de manière majeure aux dynamiques socio-économiques. Attente justifiée mais dont on ne peut sous-estimer les effets pervers du processus dominant du marché global, c'est-à-dire de l'« omnimarchandisation du monde ». En tant qu'opérateurs sociaux décisifs emportés par ce processus, la science et la technologie confrontent les institutions universitaires au grave défi qui leur est lancé : servir et légitimer « l'économiquement correct » et ainsi de conforter la pensée unique qui, selon la formulation d'Ignacio Ramonet, « traduit en termes idéolo-

giques à prétention universelle les intérêts d'un ensemble de forces économiques, celles en particulier du capital international »⁷⁶. Or, de par sa nature même, l'université, au contraire, est à la fois un lieu de formation plurielle et l'instance de production de scientifiques qui sont autant d'experts potentiels⁷⁷.

Devant contribuer à la production de richesses, les universités prennent plus clairement un statut d'entreprises. Une partie importante de la recherche qui y est menée et qui, de plus en plus, vu l'intrication extrêmement étroite de la science et de la technologie, est une recherche dite « orientée » ou « finalisée », ne sert souvent qu'indirectement l'enseignement dispensé. Elle contribue plutôt largement, par la voie des contrats avec des décideurs extérieurs, à faire rentrer de l'argent dans l'institution. La priorité accordée à des considérations de rentabilité, de « rationalité » économique et de compétitivité font progressivement disparaître la suprafonctionnalité. En « fournisseuse de compétence, comme dit Javeau, elle se transforme, et cela joue sur son enseignement. Elle se mue en super-école professionnelle », surtout dans des pays, où contrairement à la France, n'existent pas de grandes écoles. Qui plus est, la démocratisation du recrutement s'accompagne d'une forte bureaucratisation du mode de gestion universitaire. La formation tend à s'assimiler à un marché parmi d'autres, et l'étudiant devient un simple « client », le professeur, comme enseignant, lui vendant des savoirs utiles.

Cette mutation universitaire, loin d'être seulement négative, peut au contraire contribuer à transformer ce corps social, trop longtemps tour d'ivoire en institution ou entreprise citoyenne et responsable, à condition d'anticiper, mieux de construire, le changement social et de faire, en son sein, coopérer institutions d'enseignement et de recherche et avec les autres organismes sociaux, politiques, économiques ou citoyens. À condition de comprendre que l'autonomie ne peut plus se concevoir autrement que dans des relations de partenariat avec les autres acteurs sociaux. Vouloir s'en tenir à une autonomie simplement enracinée dans la tradition d'un corps universitaire et donc se traduisant en institutions et en privilèges comme en conceptions épistémologiques non seulement n'est plus qu'un leurre mais fait perdre à l'université sa raison d'être même de creuset de civilisation, de carrefour critique, de lieu de production culturelle. Celle-ci n'est plus pensable ni possible dans des

systèmes qui, au nom de l'autonomie, se mettent en marge des lois économiques et sociales. Dans sa lettre de démission de la présidence de l'Université de Nanterre, Paul Ricoeur faisait remarquer que les problèmes essentiels de l'institution universitaire impliquent le pays entier⁷⁸. De plus, comme l'écrivaient Michel de Certeau et Dominique Julia, « elle ne peut être réformée dans une société qui refuse de l'être », on ne saurait « faire endosser aux autorités universitaires la responsabilité de résoudre, par l'appel à la force, un problème que l'État s'avère incapable de dénouer par des moyens proprement politiques »⁷⁹. Désormais, il incombe à l'université d'admettre pour elle-même, comme l'écrivait à son propos Jacques Julliard ce que chaque enseignant doit admettre pour lui-même : « la nécessité d'aller chercher son savoir ailleurs et que, pour cela, il fasse autre chose »⁸⁰. Si hier une homogénéité, certes relative, spécifiait les auditoires universitaires, désormais, avec le recrutement massif, l'hétérogénéité donne droit de cité à penser. Fait neuf et prometteur de créativité scientifique et d'innovation sociale. Le recrutement présente bien sûr un danger de nivellement de l'enseignement par le bas : il ôtie la hiérarchisation distinctive des références universitaires. Mais l'expérience montre, et je puis en témoigner pour *Prelude*, que la surface caractérisant la culture de masse, au moins tout autant que la hiérarchisation des textes ou produits culturels, apporte un plus pour faire avancer et/ou modifier son regard sur sa propre science ou approche scientifique, comme sur son type d'enseignement, voire de recherche. Certains textes, y compris journalistiques, comme certaines notes de travaux encore en chantier, ou certaines expériences sociales (au sens large) représentent aujourd'hui un capital de savoir, de savoir-faire et de faire savoir à valoriser ou à partager en matière de fonctions universitaires tout autant, sinon plus, que des matériaux universitaires conventionnels, tels qu'un ouvrage classique de référence, une « bonne thèse » ou un produit fini d'une investigation de longue durée. Sans oublier que la créativité est aussi, pour reprendre encore une expression de Michel de Certeau, « l'acte de réemployer et d'associer des matériaux hétérogènes ». Et cet auteur de préciser, comme tant de fois j'ai pu l'éprouver sur mon chemin : « le sens tient à la signification dont on affecte ce réemploi ». Ce sens-là n'est dit nulle part pour lui-même ; il élimine toute valeur « sacrée » dont

serait crédité un signe particulier ; il implique le rejet de tout objet tenu pour « noble » ou permanent »⁸¹. Il suffit de penser à certaines réutilisations, combien innovantes et « donnant à penser », d'affiches publicitaires ou de bricolages individuels de plusieurs enregistrements sonores. Et on ne peut oublier que, dans sa tâche de formation de professionnels et d'experts potentiels, l'université ne peut faire l'impasse sur ce que Daniel Goleman appelle « l'intelligence émotionnelle ». Notre réussite dans la vie dépend plus du « savoir-faire émotionnel » qui peut être cultivé, amélioré que de notre quotient intellectuel (QI). La capacité de communiquer, de prendre en considération le perçu et le vécu, la confiance en soi, la motivation, l'intégrité, l'aptitude à susciter et à accepter le changement sont davantage sources de réussite professionnelle que le QI, les diplômes, l'expertise technique⁸².

À cet égard, des projets tels que celui de l'Université de Louvain « Gérer sa formation » où tous les acteurs sont impliqués, pour concrétiser une volonté commune de voir naître une « autre université » sont appréciables puisqu'il y est dit « que l'apprentissage de niveau universitaire doit viser la connaissance, la critique sur le monde et sur soi, la créativité, la communication et la citoyenneté »⁸³. Ce qui implique, comme l'a fait remarquer Gaëtan Vanloqueren, représentant de l'assemblée générale des étudiants à la rentrée académique du 20 septembre 1999 qu'« il est capable de réfléchir ensemble à de nouvelles méthodes d'évaluation des enseignements et aussi à de nouvelles formules de valorisation de l'investissement pédagogique des professeurs et des assistants » et, ce qui est encore moins souligné, d'après ce représentant des étudiants, « d'impliquer l'étudiant dans la mission de recherche et dans celle de service à la société ». Implication tout aussi importante que celle au sein de l'enseignement, afin que l'Université soit réellement ce qu'elle prétend être »⁸⁴.

Tirillée entre les impératifs de l'économie, de la finance et de la gestion, puisqu'elle est aussi une entreprise⁸⁵, l'université a perdu quelque peu son rôle de carrefour critique et donc sa liberté au sein de la société. Non pas que les libertés académiques et scientifiques doivent rester celles d'une tour d'ivoire, mais au sens où il n'y a de véritable autonomie aujourd'hui que dans des rapports de partenariat avec les autres acteurs de la société. Elle ne peut éviter de tomber sous le contrôle des pou-

voirs en place - qui ne sont pas nécessairement démocratiques - si elle perd l'autonomie ainsi comprise.

Déjà l'université a perdu beaucoup quant à ses deux premières missions : la recherche et même la formation. Les grandes recherches se situent fréquemment dans d'autres entreprises, comme les firmes transnationales. Par ailleurs, bon nombre de laboratoires universitaires sont heureux de trouver une interface avec l'industrie pour survivre et faire de la recherche, au risque de n'être plus que sous-traitants industriels et de ne pas ou plus être considérés comme de véritables partenaires dans les mécanismes de l'interface. Quoiqu'en professent certains discours universitaires ou scientifiques, comme je l'ai montré par ailleurs, la science est mobilisée, ou déterminée par la logique économique et industrielle ou la logique de puissance qui très souvent prend une forme militaire⁸⁶.

Cette situation témoigne de la difficulté pour l'université et l'universitaire de répondre à leur raison d'être. Il en résulte l'interrogation cruciale de savoir ce qui peut lui faire retrouver dans un champ d'utilité sociale sa créativité, la forme de travail qui permet un dépassement continu, ce pas de plus toujours nécessaire à faire si l'on veut qu'elle survive et joue le rôle culturel qui lui est dévolu par la société. L'alternative, on ne le voit que trop, avec bien entendu les nuances et les réserves de mise selon les pays et les institutions est une certaine stérilité, hormis la production de titres ou de diplômes, la réalisation de certaines études, recherches de pointe et expertises commanditées ou alors une exploitation éhontée de privilèges sociaux et d'héritages culturels.

C'est une quadrature du cercle : on tient toujours à l'université comme à un lieu de formation des cadres et des futurs responsables de la société, et pourtant elle est touchée, comme on vient de le voir, dans ses missions mêmes.

Quoi qu'il en soit de l'utilisation du mot « université » d'un pays à l'autre, il est difficile d'éviter le glissement vers des écoles supérieures techniques et des régimes d'entraînements professionnels avec ce qu'ils impliquent de cloisonnements particularistes et de courses à la compétitivité sous prétexte de « haut niveau », d'excellence, de rentabilité, de solvabilité. L'expression universitaire impliquait ouverture sur les autres disciplines, sur les autres modes de vie en société et sur les autres approches des réalités. Elle devient notamment syno-

ryme d'accès privilégié à l'emploi, pourvu toutefois que le candidat soit en phase avec l'utilité que lui assigne l'employeur. C'est dire, entre autres, que l'universitaire, sans connotation élitiste quelconque, ne peut que continuer à être menacé de déconsidération par rapport aux compétences que la société est en droit d'attendre de lui.

Une responsabilité sociale

La crise universitaire que les courants liés à Mai 1968 ont étalée sur la place publique n'est pas le seul fait de causes extérieures. Certes, les mandarinats ont été ébranlés, des chaires se convertissent en départements. Mais le repli identitaire de l'université contribue subrepticement, si elle ne prend garde à des courants qui en son sein reprennent le dessus, à abandonner cette exigence essentielle : le pouvoir d'une société de se maîtriser elle-même, c'est-à-dire notamment l'habilitation à contrôler socialement et culturellement la « techno-science », ce processus moderne des avancées de la recherche où science et technologie sont imbriquées organiquement.

Faute d'assurer avec d'autres une citoyenneté responsable, il ne faut pas trop compter sur l'université pour contribuer à des co-développements humains et globaux durables alors qu'elle doit par définition en être une des nécessaires protagonistes.

Il y a là, pour elle, une exigence de vivre aujourd'hui l'universel de l'« universitas ». Elle n'est pas une structure abstraite surplombant les contingences locales mais elle s'irrigue à des richesses sociales et culturelles très concrètes. L'« université ne peut être déracinée mais doit s'ancrer dans son environnement local et régional. Sans quoi elle n'est pas capable de servir le patrimoine universel ni de contribuer à civiliser - impératif urgent - une mondialisation qui ne peut rester tronquée, confinée à la finance, à l'économie, à la technologie et secrétée par les firmes transnationales⁸⁷.

Il ne faut pas se faire d'illusion sur la véritable réalité universitaire, dont les décisions se greffent au bout du compte sur la logique financière du marché global. Cette réalité peut être masquée par les discours universitaires critiques qui ne manquent pas et exaltent les responsabilités des intellectuels et

des scientifiques dans le champ socio-politique, à des niveaux local, national, mondial⁸⁸. Dès lors que ces beaux discours sont prononcés, on fera peut-être, comme disent les Américains, des changements cosmétiques. L'establishment s'est donné, dans bon nombre d'établissements, assez de bonne conscience pour ne point voir que la conscience critique n'a pas pris la place décisive indispensable à tout changement à l'intérieur même des mécanismes et des réflexes facultaires et institutionnels.

Il ne faut pas oublier que la production scientifique s'inscrit dans une division du travail et une parcellisation des savoirs. Il ne suffit donc pas que l'universitaire se limite à penser la visée de la science comme une fonction théorique en soi, en dehors de tout projet de société. Comme si la science n'était pas une institution socio-historique, et comme si la théorie était une sorte de lieu théologique de la vérité ! Comme si, de plus, la démarche scientifique n'était pas, par sa nature même, une démarche critique, portée par une logique de falsifiabilité ! Comme si, encore, la technologie, aujourd'hui inséparable de la production scientifique, ne remplissait pas une fonction pratico-sociale. Comme si, enfin, la science moderne n'était pas à ce point associée à un pouvoir sur les choses et à un pouvoir de l'homme sur lui-même, que son lien à la technologie pouvait encore être scindé⁸⁹. Si telle était toujours la situation, le rationnel, dans ses configurations technico-scientifiques, ne se trouverait pas aujourd'hui doté des attributs effectifs de la puissance.

L'université, si elle veut survivre, ne peut pas échapper à une contrainte paradoxale : d'une part, elle doit se garder de la tentation d'un repli sur la tour d'ivoire, autre intégrisme en réaction à la mondialisation des marchés et de la technoscience ; d'autre part, elle doit être en partenariat effectif avec le monde

des affaires qui lui impose des rigueurs de gestion auxquelles l'enseignant et le chercheur sont peu préparés, sans compter qu'elles les distraient des tâches intellectuelles et scientifiques qui sont fondamentalement les leurs. Au seuil du III^e millénaire, l'objectif central, pour l'université comme pour l'ensemble de la société - dont elle fait partie et au sein de laquelle elle ne peut oublier sa contribution critique - s'inscrit dans une visée globale d'une maîtrise de la maîtrise, sorte, paradoxalement, de dé-«maîtrise», de désexpertise, où le citoyen trouve toute sa place. Celle-ci fait de la culture la clé du développement.

La déesse Rationalité en question

Le rationnel prend la place des mythes, des rites et des cultures traditionnels⁹⁰. Il devient la forteresse dans laquelle maints scientifiques se réfugient, un mur qui sert de retranchement aux pouvoirs établis pour continuer à garder leur capacité de dominer, sous le couvert d'un État rationnel par la grâce de la rationalité d'État ! Ce mur, dans un univers à dominante économique comme le nôtre, est aussi un mur d'argent. Il faut savoir que la globalisation du marché, processus en permanente mutation, s'alimente et s'autoconsacre aux sources de la raison rationnelle, unique en son principe et marchande parce qu'elle est calculatrice. L'omnimarchandisation s'impose sur une planète uniformisée où, j'insiste, le libéralisme économique se mue en intégralisme, où l'harmonie « naturelle des intérêts » constitue un dogme⁹¹. Ainsi, la politique et la vie en société se trouvent-t-elles fortement sous le joug d'un cléricanisme économique revêtu des habits d'une scientificité mathématicienne. Si l'hydre de la pensée unique a pu envahir nos sociétés et les ancrer dans l'économisme et l'utilitarisme caractéristiques des firmes transnationales, c'est, comme je l'ai montré par ailleurs, parce qu'elle représente désormais l'empire du rationnel, faisant bonne figure de cohérence sociale sous ses oripeaux mathématisés pour un marché global à tout-va⁹².

Si l'université, censée nous apprendre à « penser pluriel » continue à être dépossédée de son autonomie et contribue à l'instauration de ce mur d'argent, c'est parce qu'elle se trouve, comme entreprise, au service de jeux politiques et financiers et que sa fonction critique ne joue plus vraiment. Désormais, elle

paraît maîtrisée par une raison souveraine, celle de l'univers même de la techno-science. Cette raison possède ses servants, les maîtres en expertise, à qui il est fait appel et qui remplissent un rôle technique, mais aussi, délibérément ou non, un rôle idéologique.

À vouloir ainsi réduire toute raison à des termes de rationalité abstraite, on retire toute respectabilité à tout ce qu'on pourrait appeler l'« arrière-monde » qui, lui, ne peut parler qu'en termes d'intuition et de métaphore. C'est toute la sagesse populaire qui est en cause, celle qui donne tout un élan vital permettant de pénétrer le cœur même de la réalité.

Ceux qui produisent le rejet de l'arrière-monde, ce sont en fait, à lire Michel Maffesoli, tous ces clercs enrégimentés dans la raison raisonnante, abstraite, « formiste », dont tant d'universitaires gestionnaires, tant de pontes des médias, tant de gestionnaires de la politique, tant de notables de l'économie, de la santé ou des affaires éducationnelles et sociales. Ces résonneurs ne vibrent pas. Ils ont la légitimité de la prise en charge sociétariaire, et on mesure de plus en plus comment ils s'en servent, et mal nous en advient.

Heureusement, d'autres éloges surgissent, çà et là, qui rendent leurs lettres de noblesse à la raison sensible. Paradoxalement, cette raison du vécu et du perçu a plus d'exigences de rigueur propres à l'esprit, puisqu'elle n'oublie pas son enracinement dans les apports du terroir, de la chair du concret quotidien, où l'affectif et l'émotionnel propres à la communauté de vie fondent d'une certaine façon le sens commun. Celui-ci met en jeu d'une manière globale les cinq sens, sans en amputer aucun ni les hiérarchiser autoritairement⁹³.

Vers des universités plurielles

La crise de civilisation que nous connaissons fait apparaître les limites de la raison rationnelle. On ne peut donc contribuer à un co-développement global durable que si le vécu et le perçu, dans toute leur dynamique évolutive, font partie de l'équation. Le succès des universités américaines est peut-être dû à la bonne capacité de répondre à une demande de la démocratie ambiante, où le capitalisme et la loi du marché sollicitent un savoir-faire, mais aussi un savoir-être adaptables au change-

ment, aux valeurs d'auto-promotion sociale qui peuvent conduire au « self made man », au tempérament de gagneur, assorti d'une grande liberté de dialogue entre celles et ceux qui sont censés être profanes et celles et ceux qui détiennent le savoir. Avec une telle culture, la femme et l'homme volontaristes et ambitieux sont les mieux armés pour affronter le monde des affaires⁹⁴. Pas de surprise donc si les États-Unis sont équipés pour dominer.

Malgré les difficultés conjoncturelles et structurelles, les universités américaines restent en général performantes parce qu'elles peuvent préserver un délicat équilibre entre une tradition liée à l'héritage britannique de « communities of scholars » (communauté d'académiques) et l'innovation due au fait qu'elles se maintiennent à l'écoute de régions et de besoins sensibles (rien n'est indigne de l'intérêt des clercs qui font ainsi droit à la raison sensible). Ceci se conjugue avec la capacité pour ces universités de marier le régional et l'universel. Il y a un discours théorique à l'université qui permet un nomadisme conceptuel qui empêche qu'un diplôme soit le garant d'un savoir-faire définitif. À cela s'ajoute sans doute aussi cette dignité que confère l'autonomie affranchie et qui permet d'accueillir des créateurs non conformistes, richesse d'opérations-sur-les-limites, heureux avatar de l'esprit de résistance des passagers du May Flower !

La référence au système universitaire américain, et au ferment qu'il représente comme modèle réduit d'une société donnée, n'accrédite pas pour autant l'idée d'en faire un modèle pour les universités en crise. Ce qui importe ici, c'est que l'université restera dépossédée et ne pourra jouer sa fonction de ferment et de critique que si l'autonomie se comprend comme un partenariat avec d'autres acteurs sociaux dans un dépassement du clivage tradition/modernité et une conscience non point de reproduire simplement l'héritage du passé, mais de construire une société plurielle qui va du local au planétaire. La compétence indispensable d'un professionnel doit s'articuler sur la dynamique de cultures nécessairement plurielles et de dialogues interculturels où l'hybridation des savoirs est une possibilité de fécondation. Grâce à cela, il y a de la place pour tout le monde sous tous les soleils du monde⁹⁵.

Le nombre de diplômés universitaires au chômage se multiplie et interroge sur les stratégies de formation initiale, voire

même permanente. Par le caractère de spécialisation de plus en plus pointue du cheminement universitaire et du peu de polyvalence des diplômés, une révision de l'action universitaire devient indispensable.

La flexibilité de la vie socio-économique et l'insertion dans des champs interculturels impose de favoriser l'aptitude à pouvoir faire face à l'incertain, à l'imprévu et à l'imprévisible, et de savoir que c'est dans le conflit et la négociation que des issues peuvent être trouvées. À se confiner dans des modèles mathématiques (nécessaires pour des approches globales, prévisionnelles, tel le modèle mathématique de la Mer du Nord) comme à se confiner dans des optimisations dans des optiques de consensus social, liées à la compétitivité à tout va, on risque d'aboutir à des impasses sur le plan universitaire. La meilleure preuve en est que, paradoxalement, à côté des universités, des bureaux d'études et de formations se créent et font recette.

L'université est certes une entreprise au sens du terme composé d'« entre-prise », où les prises sont multiples, et un service public au sens premier du terme. Le modèle linéaire de l'innovation (idée formalisée par les sciences, techniques et mise en œuvre par la production qui doit alors trouver sa valorisation dans un marché qui commercialise le produit ou le service), dans lequel elle continue par trop à inscrire ses activités, a vécu. Même sur le simple plan de la vie économique, depuis la multinationale jusqu'à la petite entreprise, c'est « l'économie de la variété » ou encore le « sur-mesure de masse » qui deviennent de plus en plus de règle⁹⁶.

Il importe de réconcilier le chercheur et l'entrepreneur, l'usager et le producteur et à cet égard, les réseaux associatifs humains, et pas seulement institutionnels, logiques ou techniques, apparaissent plus adéquats. Ils impliquent vraiment les êtres humains ; leur communication prend en considération l'altérité et accepte des dépassements. Tel n'est pas le cas si l'on fait des machines et des biens et services immatériels un but ou une idole. Évitions que le genre humain ne soit pris dans les mailles des réseaux de son filet, car « culture, commerce et chaos nous enserment dans l'univers digital »⁹⁷.

Les réseaux associatifs humains sont acteurs d'employabilité au sens de créateurs d'activités, y compris professionnelles, où se trouvent mobilisées toutes les ressources de la société globale. C'est tout le contraire de « l'horreur économique », où la

logique du plein emploi relève de la quasi-imposture⁹⁸.

Pour une éthique de l'incertain

Tout comme la compétition économique éprouve ses limites, la science dominante de la déesse Rationalité est au pied du mur. Elle ne répond plus à la capacité qu'on lui prêtait de résoudre les crises. Peut-être l'expérience du barrage d'Assouan, cette merveille de la technologie compartimentée, coupée du contexte écologique et humain, n'est-elle pas encore assez instructive, puisqu'on continue à en reproduire les erreurs. Pourtant, de plus en plus, le temps des certitudes apparaît comme devant faire place, dans la science elle-même, à la reconnaissance de la complexité et, avec elle, à une éthique de l'incertain. Si le développement ne peut plus se conjuguer avec l'environnement et la culture, c'est que le processus dominateur de la science cartésienne exclut la planète des êtres humains et toute la création et sa complexité ainsi que sa globalité de l'équation. J'entends revenir sur cette question si cruciale de la « fin des certitudes »⁹⁹ tant sont incertains les enjeux de la science, de la technologie et du développement.

Le champ de la pertinence bouge, jusque dans l'institution scientifique elle-même. Un ami, professionnel de la santé atteint d'un cancer, a refusé le traitement chimiothérapique prescrit par le confrère spécialiste qui le soignait. Il a préféré recourir à un radiesthésiste. Après quatre ans de rémission relative, le mal reprenant avec une brusque soudaineté, il ne put éviter, quelque forte gêne qu'il en eût, de retourner au service d'oncologie de la clinique universitaire où il avait été traité. À sa grande surprise, le chef de service ne lui en voulut pas de cette « défection » et dut reconnaître que la radiesthésie lui avait donné un sursis que la chimiothérapie n'aurait sans doute pas pu lui garantir.

Ce cas est moins exceptionnel qu'on peut le penser. Les médecines dites parallèles font florès et vont jusqu'à être l'objet de congrès scientifiques très officiels. Dans le public, elles ont acquis le droit de cité. Dans les milieux scientifiques reconnus, la pertinence de ces médecines, comme d'autres savoirs traditionnels, est de moins en moins récusée, là où en

tout cas la rationalité occidentale avoue encore des échecs. Ce sont les scientifiques les plus hauts dans la hiérarchie ou ceux marqués aussi par des engagements en des lieux autres que ceux de leurs fréquentations professionnelles, qui se montrent les plus ouverts à des richesses issues de pratiques ou de cultures différentes. L'«ubiquité» favorise chez eux la compréhension de la dimension complexe de toute réalité. Ils sont plus aptes que d'autres à comprendre que la science elle-même est fondée sur une croyance.

Pour les plus lucides et les plus ouverts d'entre eux, on ne peut plus séparer le «logos» du «mythos» comme si celui-ci, archaïque, nourri de fables, ne pouvait que se voir relégué par celui-là dans les ténèbres antérieures au nom de la raison. Dieu sait pourtant combien le mythe est porteur d'une sagesse constitutive d'une expérience humaine et sociale, sur le mode allégorique. Apparemment plus éloigné de la réalité qu'il entend signifier, le mythe renvoie à une vérité. Celle-ci, loin d'être le contraire du discours rationnel, a sa part de rationalité, tandis que le logo lui-même repose aussi sur une fiction. L'enjeu est moins, sur le plan d'un héritage culturel grec, d'opposer le vrai au vrai-semblable alors que l'un et l'autre éclairent à leur manière une même réalité¹⁰⁰. La force d'un réseau, y compris scientifique, est d'être d'abord une métaphore, puisqu'il permet à l'imagination de déborder les cadres contraignants de l'institution (y compris scientifique) et d'explorer les alternatives de comportement collectif. Comme le soulignait Christian De Laet au congrès Prelude sur les réseaux, ceux-ci peuvent apporter une sagesse à la science en l'extrayant des catégories hiérarchiques qui bloquent la recherche de nouvelles solutions¹⁰¹.

Pour une pensée métisse

Des études sur la «pensée métisse» montrent que la question n'est pas de privilégier par exemple la rationalité occidentale en sous-estimant les croyances africaines, ou de surévaluer anthropologiquement celles-ci. Les unes et les autres sont à mettre en question¹⁰².

Tout dépassement entre-croise, à sa manière, des processus traditionnels et des explications rationnelles (n'oublions pas

que même la médecine moderne est un héritage, une tradition). Travailler sur plusieurs cultures en pratiquant des recherches en co-développement - pourvu qu'il s'agisse d'un authentique partenariat - représente une richesse nouvelle réciproque, laquelle revisite la tradition et la modernité par une épistémologie critique soucieuse de puiser ses racines là où le sol peut effectivement les nourrir.

En ce sens, je me suis souvent indigné et regrette, avec d'autres, que les publications scientifiques ne permettent pas de rendre visibles tous les travaux de recherche et de sciences du tiers-monde. Une étude de Jacques Gaillard, fruit d'une thèse d'État, consacrée aux publications de recherches¹⁰³, m'a impressionné, malgré ce que j'en savais : 5 % seulement de la science mondiale sort du tiers-monde, mais il faut préciser «comme produit scientifique reconnu». Des chercheurs de certaines universités du Sud travaillent de manière assidue sur des sujets précieux pour le développement de leur pays ou de leur région. Je m'en suis rendu compte moi-même lors de missions Prelude en Afrique. Mais ces chercheurs ne disposent, comme lieux de publication, que de bulletins internes à leur université et de revues à rayonnement essentiellement national, mais non à considération internationale. Or, on sait que ces publications sont dans un lot de 3 100 périodiques scientifiques, alors qu'il y a plus de 70 000 revues scientifiques officiellement recensées dans le monde.

Ceci pose la question de la reconnaissance ou de l'accréditation scientifique des publications. Une revue éditée aux États-Unis sera toujours mieux considérée. Cette attention est fonction d'une certaine logique, puisque cette revue est l'émanation de la science dominante et que c'est le Nord qui définit ce qui est « science »¹⁰⁴. C'est ici qu'on retrouve les possibilités qu'offrent des réseaux qui se consacrent au co-développement : ils peuvent valoriser les travaux du Sud, à l'instar de ce que fait la FAO dans ses fichiers agricoles, grâce auxquels certaines thèses relatives à des problèmes cruciaux posés par l'agriculture et la santé trouvent accueil et sont assurées d'un certain rayonnement scientifique et social. Je peux porter témoignage sur la qualité de certains de ces travaux, y compris sur leur pertinence par rapport à l'utilité la plus concrète, aussi bien en Côte d'Ivoire qu'au Nigéria, au Mexique ou dans d'autres zones tropicales.

L'inventaire systématique de recherches au Sud, mené avec l'aide de chercheurs du Nord, a pu faire le partage entre ce qu'un laboratoire proclame sur ses travaux et la qualité effective de ceux-ci. Et c'est là qu'il s'avère que certains travaux du Sud valent bien maintes études du Nord et, de surcroît, pourraient avec profit favoriser des révisions de paradigmes de la « science normale » au sens de Thomas Kuhn¹⁰⁵. Toutefois, il reste que sur le plan de la compétitivité scientifique (toujours cet évangile de la compétitivité !), le Sud ne pourra jamais battre le Nord sur son terrain, ne serait-ce que faute, entre autres, d'environnement scientifique et de moyens matériels suffisants.

De façon plus spécifique, il est admis depuis pas mal de temps qu'un des points faibles de la recherche du Sud, ce sont les carences graves en maintenance. La plus vaine des entreprises aura été et reste le mimétisme induit par la reproduction d'un système portant la marque d'un héritage colonial. Ce mimétisme fait précisément partie des causes du désintérêt que porte le Nord au Sud.

Moi aussi, il m'arrive de fonctionner comme expert, ce qui m'autorise à en parler en relative connaissance de cause. Une des solutions que j'ai découvertes lors d'une mission d'expert Unesco, en janvier 1986 à Madagascar, pour y évaluer la pertinence d'une implantation de Prelude, est la co-promotion de thèses de doctorat, réalisées au Sud par un candidat sous la direction d'un professeur de son université du Sud et d'un professeur d'une université du Nord. Deux conditions sont associées au succès de cette co-promotion : d'une part le professeur du Nord s'engage à enseigner au Sud pour qu'il puisse appréhender certaines réalités du terrain ; d'autre part le doctorand reçoit une bourse, non pas pour s'installer au Nord, mais pour y passer à plusieurs reprises et bénéficier d'une infrastructure intellectuelle, matérielle et technique qui n'existent pas chez lui.

Ainsi le candidat au doctorat demeure-t-il enraciné dans son milieu et peut-il conjuguer ses acquis du Sud aux avancées scientifiques les plus pointues mais judicieusement ciblées. C'est une manière d'éviter la dramatique fuite des cerveaux, et en même temps de fournir au Sud les ressources humaines indispensables à sa créativité et, partant, à son propre développement dans un cadre de co-développement viable, car le Nord

aussi bénéficie d'un tel partenariat.

6.

La science d'après-demain

Pontifes de Heidelberg et clercs de Rio

Le savoir est un pouvoir. Celui qui a les moyens de prendre un pouvoir le détient, au double sens du mot détention : possession et capture. La logique de ce pouvoir au carré, c'est de passer au cube. Autrement dit, toute acquisition permet (autorise et rend possible) l'appropriation d'une nouvelle capacité de capitaliser davantage.

C'est ainsi que fonctionne la globalisation, phénomène néolibéral qui intègre par intensification des alliances économiques, financières et technologiques et exclut de plus en plus massivement des foules de gens. Partout sur la planète, ces éliminés sont privés de raison d'être. La grande crise d'avant la Deuxième Guerre mondiale abandonnait une masse de laissés-pour-compte à leur misère, dans un effondrement du système, générateur d'ostracisme suicidaire à terme. Aujourd'hui, les exclus n'entrent même plus dans l'équation économique-technoscientifique, et ce, sans doute de façon toujours plus définitive. De surcroît, celui ou celle qui est encore inséré(e) dans les mécanismes économiques est exposé(e) aux incertitudes des disqualifications de plus en plus accélérées ou des rationalisations prétendument nécessaires. Étrange avatar du hasard, de la nécessité et du culte du « progrès » !

À cet égard on notera que Martine Barrère relève trois citations du Petit Robert pour caractériser ce fameux mot « progrès » tel qu'il apparaît, à travers l'imaginaire dominant : « L'ordre pour base, le progrès pour but » (Auguste Comte) ; « Le pas collectif du genre humain s'appelle le progrès » (Victor Hugo) ; « La notion classique de progrès [...] suppose une ascension qui se rapproche indéfiniment d'un terme idéal » (J.-P. Sartre) ¹⁰⁶. On peut pour le moins s'interroger sur ce mot « progrès », que les Lumières ont substitué au mot « salut »

alors que « Notre avenir à tous », pour reprendre l'intitulé du rapport de la Commission mondiale de l'environnement et du développement, présidée par Gro Harlem Brundtland¹⁰⁷, est devenu une préoccupation majeure qui nous tiraille aujourd'hui toutes et tous.

Si le « progrès » est ainsi mis en cause, c'est la « Science » qui se trouve mise à mal, puisqu'elle en est le moteur et par elle, le marché global et la pensée unique de l'économiquement correct. « Car si l'hydre de la pensée unique, ai-je écrit par ailleurs, a pu envahir nos sociétés et les ancrer dans l'économisme et l'utilitarisme des firmes multinationales, c'est parce qu'elle représente désormais l'empire du rationnel, faisant bonne figure de cohérence sociale sous ses oripeaux mathématisés pour un marché global à tout va »¹⁰⁸.

Dès lors, ce n'est pas pour rien qu'avant le Sommet Planète-Terre de Rio, en juin 1992, des scientifiques éminents (260 premiers signataires dont 37 % de Français) soient venus à la rescousse de ce marché des multinationales dont ils sont tributaires pour leurs travaux scientifiques en lançant un appel, l'« Appel de Heidelberg », en direction des chefs d'État. Au cœur de l'appel, trois postulats centraux révélateurs : le progrès scientifique entraîne le progrès de l'humanité ; scientifiques et industriels poursuivent de concert un but commun ; l'élite scientifique est seule porteuse de la rationalité, laquelle est seule garantie de la décision politique¹⁰⁹.

Et voilà ! Tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes, et comme nous sommes les meilleurs, dotés de la modernité occidentale, héritiers et reproducteurs de ce progrès, de quoi se plaint-on ? Les signataires de l'Appel de Heidelberg n'auraient-ils pas raison ? Oui, si nous continuions à croire à la pureté des discours de scientifiques officiels et acceptons sans réserve le mythe d'un progrès scientifique et technique linéaire, continu, fixé d'avance. Non, si la sagesse nous fait percevoir que derrière ces flanboyantes prises de position, il y a des lobbies avec certains milieux industriels que le président Georges Bush a soutenus à Rio, en refusant de signer les dispositions sur la biodiversité. Comme si les scientifiques présents à Rio étaient de moins bons serviteurs de la Science !

Reprenons l'image de Jean Chesneaux dans son bilan de Rio. Selon lui, ce sommet a ouvert une dynamique allant bien au-delà du bilan technique et visible des réunions. « Pour parler de

Rio, note-t-il, on peut se référer à la structure tripartite des États généraux de 1789 sous l'Ancien Régime français : la noblesse, c'était le pouvoir politique, les appareils étatiques réunis au Rio Centro ; le tiers état était représenté par les mouvements de citoyens qui aspirent à s'affirmer politiquement. Et, entre les deux, le clergé, disons la cléricature scientifique, les gens que réunit non plus leur foi mais leur savoir, la science, la technique, l'expertise »¹¹⁰.

Comment expliquer que ces clercs de l'institution scientifique seraient inférieurs aux pontifes heidelbergiens ? Au moins les premiers se souciaient-ils d'un environnement et d'un développement où, pour la première fois dans une manifestation des Nations unies, on ne pouvait tout à fait ignorer la présence d'une société civile et de ses aspirations.

Une science violente et une science douce

Prendre en compte ces aspirations et leur diversité, comme se sont évertués à le faire ces passeurs-médiateurs, qui couraient du Rio Centro (officiel) au Global Forum (secteur indépendant regroupant non seulement des représentants du monde associatif, mais aussi des témoins religieux ainsi que certains milieux d'affaires) ; va à contre-courant des piliers de la modernité occidentale : le marché et l'efficacité de la science des ingénieurs depuis la Renaissance.

La question n'est pas ici de contester le principe des échanges humains, ces négoce et ces commerces, donc des marchés, ni de la science, cette source privilégiée de connaissances et de capacités d'agir. Ce qui est en cause, ce sont les rapports aux choix et aux finalités dont la science est devenue tributaire pour et dans son développement¹¹¹. Aussi bien le marché que la science ont tellement bien réussi qu'ils ont transcendé leur juste place d'outils et qu'ils sont devenus des buts en eux-mêmes sans qu'il soit nécessaire de se souvenir qu'il y a des usagers, des citoyennes et des citoyens, des gens « ordinaires » concernés, et sans se soucier des ravages infligés à l'environnement naturel et social. À force de produire pour produire toujours plus, et de perdre par là la maîtrise de la maîtrise, des dysfonctionnements et des irréversibilités se sont généralisés au sein de sociétés profondément inégales, dans

une atmosphère d'avidité et de court terme.

Face au pouvoir de faire violence que la puissante science moderne manifeste, à cause d'apprentis sorciers, l'écologie nous renvoie à une science où la terre peut être habitable pour l'humanité dans sa diversité génétique et culturelle. Il s'agit d'une approche plus systémique, où les problèmes sont pris en compte avec toute leur complexité et comme globaux et inter-dépendants. Ils expriment une économie et un développement soutenable, où le global fait retour au local. Le développement ne peut devenir durable (« sustainable ») que si les humains se trouvent dans l'équation et si la responsabilité sociale concerne les générations futures.

À cet égard, j'aimerais relever que le combat pour la reconnaissance de la parité femmes-hommes va de pair avec le passage d'une science « virile » (qui met, depuis Descartes, l'accent sur la maîtrise et la possession de la nature) à une science d'une nouvelle alliance entre les humains et la nature et les humains entre eux, impliquant un véritable partenariat, en solidarité responsable, dans la sympathie et la compassion, enrichies par l'émerveillement.

Cela va sans dire, et pourtant il faut le souligner, toutes les disciplines des sciences de la nature et de la société se trouvent concernées par la mutation d'approche due au paradigme écologique. Paradoxalement, ce ne sont pas les sciences physico-chimiques qui se montreront les plus résistantes au changement, mais certaines sections de sciences adultes depuis peu (la biologie moléculaire par exemple) qui s'accrochent au territoire qu'elles viennent de conquérir.

La pensée économique dominante, elle, comme le révèle Ignacy Sachs¹¹², n'accepte pas d'être privée de sa prétention à passer du statut de « science molle » à celui de « science dure ». Pris dans des modèles de mécanique de la croissance, nourris par la vague néo-libérale, les gens de la science économique ne peuvent comprendre qu'il peut y avoir un autre monde que le leur, celui où seul le marché fait la loi. Pourquoi, pour relever le défi de l'environnement, devrait-on redéfinir le rôle de la science économique (celui du marché) pour l'insérer dans une approche transdisciplinaire de gestion de qualité globale dans chaque société de notre planète ?

Intégration et exclusion

Une fois encore, on en revient, dans une réflexion qui ne peut plus être linéaire, au rôle décidément inévitable des réseaux associatifs comme guides pour les institutions et comme cas-seurs de féodalités.

Il faut intégrer dans les coûts économiques, les coûts humains, sociaux, écologiques (rangés du côté des « externalités ») pour une éthique du futur au service d'un développement (auto)soutenable, en modifiant nos styles de vie et nos modes de production et de consommation. La raison ne peut plus être à ce point « arraisonnée »¹¹³ qu'elle continue toujours et pour longtemps à négliger les perçus et vécus des usagers-acteurs citoyens. Enjeu politique et social, certes, mais par-delà enjeu en fin de compte culturel. L'éthique du futur¹¹⁴, loin de se satisfaire des obligations vis-à-vis du présent, sollicite d'anticiper et donc d'agir tant qu'il en est encore temps en sachant que c'est de la transformation profonde des représentations, des pratiques et du lien entre la connaissance, l'expertise, l'éthique et la décision que procéderont des modifications institutionnelles durables et non l'inverse¹¹⁵. Faute de quoi, tout l'échange de biens, de processus et de services matériels et immatériels, notamment en matière de sciences et de technologies restera l'affaire des pays industrialisés et plus particulièrement du jeu des nantis de la Triade (USA, Europe occidentale, Japon et nouveaux pays industrialisés du Sud-Est asiatique).

Même en termes quantitatifs, l'analyse des parts du marché mondial des différents groupes de pays, d'après les chiffres du commerce mondial de produits et la part des courants d'échange régionaux, montre vers où vont la prospérité et la misère. Schématiquement, les flux commerciaux entre les régions de la Triade et en leur sein sont passés de 60,8 % du commerce mondial en 1970 à 73,6 % en 1990. Par contre, entre la Triade et le reste du monde, ces flux ont chuté de 26 % du commerce mondial en 1970 à 17,8 % en 1990. Par extrapolation, si tant est qu'elle puisse être plausible, la part de l'Afrique, du Moyen-Orient, de l'Amérique latine, de la Russie et de l'Europe centrale et orientale, qui représentait 39,2 % du commerce mondial en 1970 et 26,4 % en 1990 serait réduite à seulement 5 % en 2020¹¹⁶.

Situation supplémentaire qui fait en outre apparaître à quel point, en matière de développement scientifique et technologique et donc économique, seule la Triade compte, ce sont les migrations des « exilés du savoir ». En particulier, on notera que le taux d'expatriation des étudiants du tiers-monde est le plus élevé proportionnellement au nombre total des étudiants et que leur destination est l'Europe, les USA et en moindre importance le Japon. Ceci correspond non pas aux motivations des étudiants concernés mais à l'organisation de la coopération internationale. Il faut aussi noter que bon nombre d'entre eux restent dans les pays industrialisés. En conséquence, la concentration du savoir se renforce dans la Triade, et l'exclusion s'aggrave partout ailleurs.

Certes, on peut comprendre la difficulté que ces exilés éprouvent à trouver chez eux la formation scientifique dont ils ont besoin, tout au moins dans une étape avancée. Il n'en reste pas moins que le résultat, c'est un accaparement par le Nord et un déracinement à double effet négatif, pour eux-mêmes et pour leur région d'origine. Voilà bien le symptôme d'une crise où tous les discours sur les stratégies économiques sont pris en défaut, quand ils prétendent que la prospérité est transférable si l'on respecte les conditions de compétitivité, du jeu de la croissance et de la rationalité libre-échangiste¹¹⁷.

Voici comment se caractérise le rapport entre un processus d'intégration toujours plus compact et son implacable corollaire, l'exclusion, qui ne peut que se généraliser, y compris dans le monde industrialisé.

Heureusement, il n'y a ni fatalité historique ou économique ou technologique ou sociale. L'effet Seattle des organisations non gouvernementales (ONG) et mouvements citoyens traduit une double fracture au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sur le plan écologique et sur le plan des rapports Nord-Sud. Loin de s'effondrer, il ne cesse de gagner de l'ampleur avec la X^e session de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) (Bangkok, février 2000) et la mobilisation mondiale de l'antimondialisation (New York, septembre 2000). « Les événements de Seattle, souligne l'Appel de Bangkok aux peuples du monde, ont changé l'équilibre des forces entre les mouvements sociaux opposés à la globalisation et les leaders du G7, les gouvernements, les entreprises et les institutions économiques (FMI, Banque mon-

diale, OMC) ». Et Martin Khor, de Third World Network, de préciser : « On ne va pas promouvoir une nouvelle idéologie. Il suffit de systématiser les expériences qui existent localement (microcrédits, agriculture durable, etc.) et réguler la dictature des marchés »¹¹⁸.

La coopération planétaire

Plus fréquemment qu'on ne le croit, le Nord aurait intérêt à bénéficier, pour ses propres révisions de recherches, d'analyses de chercheurs du Sud.

Qui plus est, la globalisation de l'économie et de la technologie ne peut être au service de l'ensemble des habitants de la planète que si, au Nord comme au Sud, les chercheurs coopèrent, mais à une double condition : d'abord que les uns et les autres restent enracinés dans ce qui fait la richesse de leur terroir (ce qui est peut-être utopique aujourd'hui si l'on reste dans la logique dominante encore que le succès des rassemblements anti OMC à Seattle permet d'espérer que c'est possible), et ensuite que leur partenariat soit articulé sur d'autres acteurs sociaux dans des rapports libérés des pouvoirs financiers des nouveaux maîtres du monde.

À cet égard, l'Europe ne peut contrer les mécanismes financiers des maîtres du monde, malgré son principe directeur : la subsidiarité. L'appartenance nationale prime sur l'optique européenne, à tel point que la multilatéralité d'une coopération, qu'elle soit scientifique, universitaire ou autre, se trouve marginalisée par rapport aux intérêts et enjeux nationaux. Dans ce contexte, l'Union européenne (UE) ne peut être, à travers « Bruxelles » (manière réductrice et hexagonale de parler de ce dont on est soi-même membre), que le bouc émissaire de déci-

sions difficilement défendables.

Il en résulte que, par exemple, un haut fonctionnaire issu d'un État relativement puissant peut très bien gérer des sommes liées à la puissance de l'État-nation, dont il est ressortissant, qui peuvent être supérieures à celles de certains secteurs de l'UE. Dans un tel contexte, la construction de l'Union européenne sert de prétexte ou se remarque par son impuissance. Qu'on soit à quinze, à vingt ou plus, l'essentiel est d'être dans l'axe dominant. La subsidiarité n'est qu'un palliatif. Elle ne permet que difficilement une politique de coopération partenariale ou une multi-appartenance basée sur une union dans la diversité.

Toutefois, l'Europe ne peut s'en tenir - contrairement à l'image qu'une technocratie européenne tient à lui donner - à la compétitivité techno-économique au sein de la Triade. Sa force lui vient sans doute aussi du ferment interculturel qui en fait la richesse, où toutes les composantes tirent bénéfice, tout en permettant simultanément un développement global et durable à l'échelle planétaire. Il faut pour cela des comportements de solidarité responsable et non simplement des liens historiques entre métropoles et colonies. Tout cela suppose un changement assez radical avec les mentalités, les structures, les rationalités, les intérêts de l'échafaudage européen.

À l'inverse de l'approche techno-bureaucratique, les réseaux associatifs offrent la structure la plus prometteuse. Les échanges doivent mettre en commun des équipes comprenant, de façon systématique et sur des longues durées, des scientifiques du Sud et du Nord, et ceci au Nord comme au Sud. Le regard venu d'ailleurs est susceptible de remettre en question des vérités établies et tenues pour universellement valides dans la foulée des allégeances à la prétendue objectivité de la science occidentale. Bien sûr, de telles contributions n'auront de raisons d'être que si chaque chercheur applique le même esprit critique et ne s'en tient pas à de simples procédés d'expertise ou de reproduction mimétique, mais sait investiguer avec rigueur, s'agissant de son milieu d'origine comme du milieu qu'il vient d'explorer.

Le Nord est, certes, dans les conditions actuelles, un champ de recherche précieux pour l'« observateur » et l'« observé » ou - mieux - pour l'analyste et l'analysé. Mais il est tout aussi urgent et fructueux pour le travail scientifique, dont la nature

est d'opérer sur des limites, qu'il puisse être consacré à partir du Sud. Pour l'instant, un scientifique malgache retire plus de bénéfice pour sa carrière à aller faire reconnaître ses travaux à Paris plutôt qu'à Antananarivo ou même à Dakar. La capitale de Madagascar ou du Sénégal doit pouvoir être, au même titre que Paris ou New York, habilitée à accueillir des congrès scientifiques internationaux reconnus comme de haut niveau et parmi les plus prestigieux.

Le décloisonnement que permet le réseau dans un contexte où les questions scientifiques ont acquis la dimension mondiale offre des possibilités de détournement des légitimités établies ou de contournement des obstacles. Mais ce décloisonnement s'indique aussi lorsqu'il s'agit de relations entre institutions scientifiques du Nord. Si vous êtes de Princeton ou du MIT (Massachusetts Institute of Technology), la caution scientifique vous est acquise a priori et quasiment sans vérification. Demande-t-on ses papiers à un ministre ? Si votre institution est moins prestigieuse, il vous faut gagner une confiance. Et il vous faut continuer à la mériter : la méritocratie reste un des moteurs de la promotion scientifique. La confiance doit inévitablement passer par des médiations institutionnelles de reconnaissances interne et externe où l'esprit de clan, consciemment ou non, fait la loi comme si cela devait aller de soi.

La difficulté pour une institution d'accepter l'innovation, par définition dérangeante, est liée au fonctionnement clanique. Ceci dit, la perpétuation du système lui vient de sa capacité de récupération. Non rares sont les cas où des doctorants n'ont pu présenter une thèse dans l'institution dont ils relevaient, simplement parce que leurs promoteurs leur mettaient des bâtons dans les roues. Pourtant ils se sont retrouvés plus tard, promus docteurs ailleurs avec éclat, vu le caractère créateur de leur recherche. Dans l'institution où ils ont été promus, leur thèse ne perturbait point l'ordre local. Mais dès qu'ils ont été reconnus dans une prestigieuse institution, en particulier dans un centre dit d'excellence, il s'impose que l'institution d'origine ramène dans son giron les brebis qu'elle avait égarées.

La science, par-delà sa pratique systémique, quand elle l'adopte, doit être reconnue comme production sociale parmi d'autres. Le degré de perméabilité à d'autres réalités sociales que les siennes propres vaut à la science ses possibilités d'échanges, de confrontations et de dépassements. Elle

occupe en effet le terrain d'une symbolique dominante, stratégie imparable devenue du coup juge et partie de la nature de son activité, tant du point de vue de la reconnaissance interne que de l'accréditation externe.

Sangs neufs

Quand on passe de la stratégie à la tactique, et qu'il est question de saisir l'occasion en agissant sur le territoire d'un autre, puisqu'on n'en a pas, on se donne la capacité de bris de clôtures, de métissages générateurs de sangs neufs. Toutes choses qu'un individu, fût-il un génie, ne peut faire aboutir seul, tandis qu'en réseau le déplacement prend la forme d'un complot qui peut réussir.

Encore faut-il que cet individu soit le plus proche possible du terrain. Si l'on prend l'exemple de ce que fut en tout cas jusqu'en 1990 le Centre de pharmacologie et de médecine traditionnelle (Curphametra), à Butare, au Rwanda, on mesure sa réussite à l'écoute de tradithérapeutes maintenus dans leur liberté d'exercice, comme à l'ouverture d'esprit et à la compétence professionnelle éprouvée de chercheurs du Nord et du Sud. Il s'agit notamment d'un réseau d'excellence, qui ne craint pas de se salir les mains quand il s'agit d'articuler en son sein la recherche pure et un département de production¹¹⁹. C'est tout autre chose qu'un centre d'excellence qui accuse en fait, parmi d'autres, un caractère prononcé de tour d'ivoire universitaire. Mieux vaut commencer en réseaux ouverts à d'autres acteurs que les chercheurs, par la connaissance sur le terrain des plantes, de leur usage, de leur traitement, que de bâtir une enceinte artificielle dont le centre est où l'on voudra sauf là où une oukase l'a implanté.

Si le Curphametra tel que je l'ai connu était déjà en lui-même un réseau d'excellence, il le devenait d'autant plus qu'il fait partie d'un réseau de réseaux couvrant quasiment le continent africain. C'est l'articulation de centres du type Curphametra entre eux qui permet un co-développement Sud-Sud, si impérieusement nécessaire. Ce co-développement Sud-Sud doit viser à l'intercontinentalité. À Prelude, on peut mesurer à quel point des situations similaires, sur le plan de l'éco-système naturel comme sur le plan des recherches et des pratiques,

produisent des capacités de dépassement en matière de science et de technologie en même temps que le partage d'expériences permet l'économie de doubles emplois au profit de réemplois, eux-mêmes novateurs.

Bien sûr, le co-développement Sud-Sud ne peut s'inscrire que dans des co-développements généralisés à l'échelle de la planète. Seul, il est condamné à être relégué à la portion congrue, si l'on tient compte de la globalisation des technologies où les transferts se font essentiellement entre pays industrialisés (OCDE) et de façon déterminante dans la Triade (Japon et « Tigres » de l'Asie du Sud-Est, Europe occidentale, États-Unis et Canada).

Un co-développement Sud-Nord s'indique aussi et d'autant plus que l'exclusion que produit la mondialisation de la finance, de l'économie et de la technologie est plus évidente au Sud, mais produit également des ravages toujours plus massifs au Nord.

La mondialisation est à la fois le résultat et le moteur d'une logique d'exclusion : la compétition, l'élimination, la domination. Il s'agit d'un nouveau type de colonisation, au Nord comme au Sud, par des directoires transnationaux, et non par des structures politiques et administratives d'États-nations ou de communautés d'États-nations. Ces directoires économiques et financiers disposent des moyens de recherches scientifiques et technologiques donnant à quelques-uns des capacités d'intégration et de promotion stratégique (grands commis), et excluant dans le même mouvement tous les autres. Ceux-ci ne sont plus seulement composés de pauvres, à qui l'on doit charité ou solidarité, mais des quantités négligeables sauf comme consommateurs potentiels.

À cet égard, le langage utilisé de plus en plus dans les discours et les documents officiels est symptomatique : d'acteurs sociaux, on est passé aux ressources et aux compétences humaines pour en venir au capital humain, au gisement, aux unités fonctionnelles sans lesquelles les rouages se bloquent. Les coopérations de consortiums, dans une logique de gains et de domination ne se traduisent que pour des transferts de biens fictifs, au sens étymologique du latin « fingere ». En effet, on n'a pas besoin de mobiliser des biens concrets : le commerce peut se faire par des transactions boursières, scripturaires, électroniques. D'où l'importance décisive, aujourd'hui,

des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NIIC), avec une dématérialisation des biens et capitaux. Comme les êtres humains font partie du lot, les serviteurs de ces entreprises n'ont de sort que celui que leur assigne tout nouvel acquéreur.

C'est ici qu'on perçoit de manière déterminante combien les réseaux humains sont des lieux de résistance créatrice et régénératrice. De par leur composition hétérogène, de par la multiplicité des situations et des mécanismes que chacun des membres apporte et dont il fait bénéficier les autres, ces réseaux mettent en perspective toutes les composantes et dimensions d'une réalité complexe qui sans eux serait beaucoup moins transparente. Ils offrent l'occasion d'en arriver à ce « Parlement des choses » proposé par Bruno Latour, pour contrecarrer « la démobilité » de la science moderne, restituer aux gens la capacité de poser des questions et mettre en avant des sensibilités que la démarche théorico-expérimentale ne peut intégrer. Les savoirs déterminants pour le devenir humain et la formulation des problèmes intellectuels, concrets et politiques que ces savoirs supposent ont tout à gagner, comme le montre très justement Isabelle Stengers¹²⁰.

Tant que prévaudra la science moderne telle que nous la connaissons, il ne faut pas s'attendre à ce qu'elle nous propose autre chose que la logique d'exclusion parce que telle est sa propre nature. Seuls des sangs neufs peuvent permettre de briser le cercle vicieux où la raison politico-économique légitime la raison scientifique et réciproquement. Les institutions, qui ont partie liée avec ce système de gouvernance, ne peuvent ni ne veulent modifier cet état des choses. Les réseaux associatifs, dans la mesure où ils atteignent les mauds stratégiques, offrent la tactique appropriée.

La culture en poche

Ces réseaux font en particulier apparaître que l'université, la recherche et la formation mais aussi le développement sont des activités profondément culturelles, et en même temps que la culture n'étant jamais rentable à court terme, elle est ce qui reste quand on a tout oublié. Ou bien elle est réduite à servir de dispositif technico-utilitaire : la couleur sur les murs, la

musique dans les bureaux, la marche au pas de l'entreprise.

En d'autres termes, comme l'écrit Michel de Certeau, la culture est devenue le symptôme de l'existence d'une poche où refluent les problèmes qu'une société a en reste, sans savoir comment les traiter¹²¹. Et cela d'autant plus que, paradoxalement, les manières de pratiquer la vie en société s'opèrent sous des signes dits objectifs. La ville se réduit à un plan urbanistique ; l'entreprise n'est plus qu'un problème de management, une gestion - se voulant scientifique - des affaires, au service de l'impératif de compétition ; l'université, comme on l'a vu, ne présente plus guère d'intérêt qu'en tant qu'école professionnelle supérieure.

La culture, toute molle et floue qu'elle soit, est pourtant, au regard des pratiques décisionnaires y compris dans les grandes entreprises, au cœur de la dynamique de nos sociétés en ce qu'elle détermine leur singularité - souvent relative. Bien qu'elle s'inspire de techniques similaires, apparemment standardisées, la vitrine n'est pas la même, s'agissant, par exemple, d'une firme pharmaceutique américaine et de sa filiale ou, comme c'est le cas de plus en plus couramment, de son associée française.

La culture est aussi et d'abord la capacité pour chacune/chacun, comme citoyenne/citoyen, de se situer dans des rapports de force au sein d'une société, d'y avoir droit à la parole alors que les mimétismes technocratiques renvoient les citoyens dans l'anonymat. À cet égard, la culture est résistance à la mise à la raison de notre raison, voire même rupture de cet arraisonnement.

L'altération de nos perceptions culturelles, depuis les services les plus quotidiens et les arts de faire artisanaux jusqu'aux beaux-arts, est à ce point à l'œuvre que notre estime s'apprécie en termes d'estimation boursière. Ainsi, l'œuvre picturale de Vincent Van Gogh comme celle de Paul Gauguin, parmi d'autres, n'est plébiscitée auprès du grand public qu'à l'échelle des millions qu'elles valent. Les autres productions culturelles, livres, albums musicaux, sculptures sont elles aussi devenues des marchandises fétichisées. Amplifiés par la télévision, ces produits sont réduits à une valeur uniquement économique, objets de spéculations boursières. Voilà une culture bien capturée, mise en poche, et que certains seulement peuvent empocher !

Faut-il rappeler que la culture ne peut pas se réduire à ces produits dits culturels, dont les exemplaires types sont les beaux-arts. Il faut des fractures, des actions déterminées à vouloir vivre des solidarités choisies, des partages conduisant au-delà des secteurs cloisonnés, le souci obstiné de métis-sages. Sans être établie et gagnée d'avance face à la supré-matie d'une mondialisation technologique et économique-finan-cière, l'occasion est à saisir d'inventer ou de réinventer la créativité au quotidien, le sens et les pratiques des entrelacs culturels, la gratuité du temps libre.

La (ré)appropriation suppose des échanges de compétences qui ne soient pas seulement scientifiques ou techniques au sens communément admis, mais qui prennent en considération le tissu social et historique, un patrimoine d'humanité. Sinon, nous verrons s'amplifier l'irruption technologique, fait accompli technocratique : en matière de technologie, les enjeux, il ne faut pas l'oublier, concernent aujourd'hui la totalité du social, les modes de produire et de consommer, de communiquer et de normaliser¹²².

L'État, station-service

Dans ce système où tout est fonction de calcul économique et de conquête de marchés, le politique n'a qu'une petite place. L'influence d'un gouvernement est indirecte par rapport à des décisions économiques et technologiques. Il ne décide pas, mais apporte son concours à l'accompagnement de stra-tégies devant prévenir la mort des entreprises de son pays. Une nouvelle alliance, notamment décrite par le Groupe de Lisbonne est à l'œuvre entre l'entreprise et l'État¹²³. Celui-ci reste encore actif en matières économique et technologique. Toutefois, son rôle est plutôt réactif qu'anticipatif dans des procès de globalisation et dans la dynamique de nouvelles alliances que ceux-ci engendrent où tous deux sont entrés. L'État a pour seule tâche d'assurer que ses « propres » acteurs clés stratégiques (les firmes multinationales « locales » et dotées d'une devanture nationale) puissent réussir le virage de l'entrée de l'économie « nationale » dans le système de globali-sation. Paradoxalement, la justification de la survie de l'État, c'est qu'il sert au succès des entreprises du pays sur la scène

mondiale (prérequis à l'accomplissement et à la préservation de l'autonomie technologique et économique du pays).

Ainsi, les États deviennent serviteurs de réseaux-entreprises mondiaux, au nom d'un minimum d'autonomie et pour sauver ce qui reste de leur spécificité en matière de pouvoir. Ils ne peuvent guère faire autrement, compte tenu de trois facteurs de contrainte du développement technologique contemporain : une intégration croissante entre technologies différentes (micro-électronique, matériaux composites, technologies optiques) et secteurs différents (agriculture, chimie, énergie) ; une hausse du coût de la recherche-développement (environ 3 milliards de dollars rien que pour mettre au point un nouveau système de téléphones digitaux) ; et enfin des cycles de production beaucoup plus courts (2 à 3 ans dans le domaine de l'automatisation).

Ces trois facteurs font que l'évolution de tout champ technologique ne peut se développer sans une couverture de l'État sous forme d'alliance ou d'assurance anti-risque. Il y a un contraste entre une affirmation de « moins d'État » et le nouveau rôle des pouvoirs publics dans la préservation, l'accès ou la conquête du marché.

Dans cette foulée, on assiste au phénomène où l'État est devenu un « post-État national »¹²⁴. Les sommes investies sont une garantie sans la contrepartie de la propriété. Autrement dit, de l'État-providence on est passé à l'État-provision, voire à l'État-commis voyageur, comme le laissent apparaître des révélations du type de celles de l'Irangate, avec les informations diffusées par la presse sur le commerce des armes. Pour des raisons de « réal politik » où se combinent souvent des arguments socio-commerciaux (emplois, bénéfiques) et les arguments stratégiques, on peut faire fi de toute éthique au nom de la sauvegarde ou de la restructuration de la sécurité, de la paix et de la liberté. Et cela, même quand l'acheteur n'aurait visiblement pas besoin de ces armes ! Ce commerce est facilement légitimé par le climat croissant d'insécurité où, de façon indifférenciée, se mélange dans l'opinion tout un éventail de dangers auxquels les gens sont exposés, depuis les malversations d'inventaires, les menaces sur la santé, les violences urbaines, les drogues jusqu'aux atteintes à l'intégrité des territoires.

Le comble, c'est que la sécurité ou les intérêts stratégiques

et politiques dont se prévalent les États sont invoqués alors qu'il n'y a plus guère de véritable État politiquement efficient, plus de projet politique mais une simple administration ou un simple régime industriel à la Saint-Simon, où les hommes comme les choses sont scientifiquement administrés. Comme à l'époque, l'éthique devient l'ultime substitut de la dégénérescence du politique, car il faut bien que quelque part se « règle » la vie sociale. Le problème n'est pas l'éthique, mais l'individualisation du champ éthique, alors que l'éthique est cette composante nécessaire de la solidarité à vivre, avec les autres, y compris avec les générations futures, pour que chacun vive une bonne vie¹²⁵.

Faire la fête pour créer un avenir vivable

Dans une société qui accepte l'innovation et l'inattendu, on garde une capacité à vouloir faire la fête. La fête consacre l'enthousiasme que l'on déploie dans une recherche scientifique comme dans une utopie révolutionnaire. Mai 1968 fut une fête. L'aventure scientifique est aussi constamment le lieu de ruptures instauratrices, et en ce sens, elle débouche sur une fête, elle-même productrice de science, mais de science citoyenne, assumée et vécue en solidarité responsable. Dans La fête scientifique, j'ai montré que la fête suppose une non-thésaurisation, c'est-à-dire une dépense (qu'on en juge par les sommes investies par les Cariocas pour leurs habits de carnaval !). Même si cette dépense est foncièrement inutile, elle permet de croire que tout est toujours possible, que l'avenir n'est pas donné d'avance et elle donne du sens à la vie en ce qu'elle favorise des communications métisses, des interactivités entre réseaux, des interfaces qui dessinent de nouveaux espaces de liberté¹²⁶.

La fête constitue aussi le moyen de sortir d'espaces convenus qui, à défaut d'être clos - parce qu'en démocratie - n'en sont pas moins sclérosés. Ainsi se sont créés des organismes comme Amnesty International, Greenpeace ou Reporters sans frontières, qui brisent les conspirations du silence caractéristiques des pouvoirs en place, que ce soit dans les domaines des droits de l'homme, de l'environnement ou de l'information. Ces exemples - heureusement très nombreux -

montrent que de plus en plus de citoyens du monde investissent des territoires qui leur étaient interdits. Leur simple intervention est une accusation publique des pouvoirs amorphes. Il y a aussi des « co-opérants », comme le vétérinaire Alain Vandersmissen qui reconnaît avoir bouleversé ses grilles d'analyse au contact des paysans du Kenya et de l'Equateur avec lesquels il a travaillé. Devenus co-auteurs de sa mission, les paysans ont modifié sa façon de travailler¹²⁷. Pour un « missionnaire », combien de développeurs, moins ouverts, se cantonnent aux procédures convenues du développement rural, en plaquant leurs préjugés sur n'importe quelle communauté !

La fête doit être comprise comme un moment qui brise la routine, un lieu d'ouverture. Elle peut être conservatrice (comme le carnaval de Venise ou de Rio) ou révolutionnaire (comme le fut le concert de Woodstock) ¹²⁸ : c'est un lieu de contestation sociale d'où surgit une créativité capable de se substituer à la faillite des institutions en place. La fête peut prendre des formes multiples, de la grève pour des ouvriers à l'implication sociale pour des chercheurs. En ce sens, les réseaux facilitent la fête car ils créent le désir de travailler avec d'autres. Le réseau en lui même est lieu de récréation et de récréation.

Sans fête, c'est-à-dire sans travail sur les limites, il n'y aurait pas de remise en cause des postulats, pas de surgissements, que ce soit en politique, en science, en art ou en religion. Que serait une discipline qui se cantonnerait aux labels traditionnels : lettres, sciences, techniques, religion.. ? Que des littéraires s'intéressent à ce qui était l'apanage des scientifiques et l'on arrive à ces métissages qui provoquent l'avancement scientifique. C'est précisément tout l'intérêt des recherches menées actuellement par le Centre de sociologie de l'innovation de l'École nationale supérieure des mines de Paris¹²⁹. Les

chasses gardées académiques fabriquent en fait des universalismes fictifs : la science installée a besoin de subversion, car toute innovation technico-scientifique, qu'on le veuille ou non, est par nature socio-technique et socio-scientifique.

Une fois la fête acceptée, plus question d'homogénéiser ou de standardiser les pratiques de développement. C'est à chaque société de forger ses propres désirs, ses idées, ses compétences appropriables : aucune innovation sociale ne se dispensera du métissage culturel car l'utilisateur ne peut être exclu de la conception même du développement. C'est là que surgit tout l'imaginaire social, le poétique dont parle Cornelius Castoriadis¹³⁰. L'utilisateur discutera donc avec l'ingénieur ou le responsable politique. Histoire, mémoire locale, culture et arts doivent s'inscrire d'emblée dans l'équation et la population participe à l'élaboration des études au même titre que le marché, l'entreprise de production et commercialisation, les laboratoires ou les bureaux d'études.

Tout dépend de la capacité de la société à convoquer l'ensemble de ses ressources et donc à développer des stratégies scientifiques et technologiques basées sur l'hybridation des savoirs, savoir-faire et faire savoir.

Toute innovation socio-technico-scientifique est donc l'occasion de faire la fête, à la condition que s'impose une culture conviviale ou coopérative à l'échelle-planétaire. Des réseaux locaux, on doit passer aux réseaux mondiaux où tous les acteurs (États, organismes internationaux, entreprises, associations..) ont la place qui leur revient. De telles règles de solidarité responsable ne peuvent être respectées qu'à l'aide de médiations appropriées : les réseaux associatifs sont pour l'instant les agents les plus efficaces pour en susciter et évaluer les impulsions et innovations indispensables¹³¹.

7.

Retrouver la communication

Nouvelles agoras

La communication, dans ses nombreuses acceptions, n'a cessé de renvoyer depuis le XVIII^e siècle, avec l'article que Denis Diderot consacre au mot dans l'Encyclopédie, à des idées de partage, de communauté, de contiguïté, de continuité, d'incarnation et d'exhibition¹³² ; elle est un lieu d'échanges et de transferts d'expériences, où il faut au moins être deux. Mais elle a pris, sous le régime des technologies dites de la communication, des comportements à sens unique. Quelqu'un a la parole, et les autres écoutent, reçoivent cette parole et tant mieux s'ils peuvent la décoder.

Or la communication, supposée telle ou non, est passée au centre de la vie publique, comme « nouvelle économie » prenant, pour partie tout au moins (les biotechnologies s'y emploient aussi), le relais de l'économie. C'est la mutation la plus importante de la société industrielle depuis ses débuts, avec l'ouverture d'un monde multimédia (son-texte-image).

Avec l'avènement du nouveau paysage de la communication q u e dessine le cyberspace symbolisé par les « autoroutes de l'information » et l'entrée dans le temps de l'imédiateté (le temps dit réel, qui l'emporte dorénavant sur l'espace réel, la géosphère) se produit une véritable déconstruction, voire une désorientation fondamentale, selon l'expression de Paul Virilio. La communication, devenue cette information à sens unique, fait perdre notre repère de l'être, où « être, c'est in situ, ici et maintenant »¹³³. Il n'y a plus de lieux, de temps locaux, d'espaces locaux. Les liens sociaux sont orphelins de projets. L'intégration qu'engendre la communication mondiale, régentée par l'entreprise-réseau mondial en référence à une

vision cybernétique des grandes entités économiques sur le marché global - trace un tout nouveau cadre de pensée global : le local est considéré comme forcément global et le global comme forcément local (on parle en ce sens de « glocal »)¹³⁴. La polis planétaire ne peut que conduire à la police des médias dans la foulée de ce qu'avait imaginé Huxley dans son *Meilleur des mondes*.

L'ère de la police des médias conduit-elle à une meilleure médiation ? Le moins qu'on puisse dire, c'est que ce n'est pas la généralité. Le citoyen a intérêt, surtout en temps de crise, à s'aviser qu'il y a de plus en plus un écart qui se creuse entre l'élaboration de politiques culturelles et le déferlement des nouvelles technologies de la communication. À cet égard, sur la base d'expériences concrètes notamment dans les deux Amériques, la longue enquête d'Armand et de Michèle Mattelart, consacrée à l'usage des médias, donne des raisons d'espérer que la communication au sens premier du terme peut être restaurée grâce à des résistances¹³⁵. Il faut en effet noter que même les séries de télévision, les feuilletons, les produits normalisés sont fournis à travers des filières internationales et menacent de mettre en question les identités culturelles nationales ou locales. Mais heureusement, comme le séminaire international *Prelude à l'UNAM* (Université nationale autonome de Mexico) sur le thème : « Université, Télécommunication et Société » (mars 1992) l'a souligné, il existe des expériences telles que celles de la Radio-Télévision d'Oaxaca qui montrent que les choses peuvent changer. Cette station d'Oaxaca a soulevé l'enthousiasme quand elle a fait l'inverse du type radio-télévisuel tel qu'il fonctionne au Mexique et dans le monde nord-américain¹³⁶.

L'État d'Oaxaca compte près de trois millions d'habitants, et dont les deux tiers sont des Indiens de différentes ethnies avec des langues différentes sur un vaste territoire de montagne, des villages complètement isolés. Il s'est agi de donner aux différentes communautés un moyen d'expression, un visage pour se reconnaître et se définir. Grâce à ce travail a été sauvée une culture millénaire qui n'aurait pas survécu sans des formes de résistance et une inventivité d'un peuple voulant en finir avec la misère, l'oppression et l'exclusion.

Les promoteurs de ce projet d'émancipation sociale et culturelle ont instauré un mode de communication ouverte à tous,

où les gens se font connaître aux autres en leur faisant part de ce qu'ils ont à dire sur leurs coutumes, fêtes, savoirs locaux, vie sociale.. Ceci n'aurait pas été possible sans les technologies modernes, mais il fallait les détourner en ouvrant des antennes pour subvertir l'exploitation officielle de ces ressources technologiques. Le résultat de cette opération, c'est que pendant vingt heures par jour d'émission en six langues sur les seize parlées dans cet État, des programmes développent une action éducative sur un mode informel, et restaurent de cette façon la spécificité d'un État dans lequel un tel service public n'a jamais pu fonctionner.

Un marketing impérial

Le cas de l'État mexicain d'Oaxaca est d'autant plus exemplaire (et encourageant) qu'il reste très minoritaire. Comme le souligne très justement Alain-Gérard Slama, « l'idéologie de la communication qui domine nos sociétés démocratiques n'est pas autre chose que la communication de l'idéologie dominante. Elle la soutient et l'amplifie. Elle n'en est pas la source. Aussi bien le problème n'est pas [...] de savoir si l'on peut gouverner contre les médias, mais s'il est possible d'empêcher les médias, qui ne sont qu'un moyen, d'enfermer, de fixer cette idéologie dans leurs réseaux »¹³⁷.

Les réseaux de cette société dominante sont loin d'être ceux dont il est question ici à propos du travail sur les limites. Les mirages technologiques donnent l'illusion d'une société transparente, démocratique, non conflictuelle, et où le consommateur-zappeur aurait la maîtrise de ses propres choix. Pourtant, ces réseaux de médias, loin de servir de médiation permettant à une société de se contrôler elle-même, sont une mainmise sur les esprits. Les nouvelles technologies de l'information et de la communication fonctionnent comme une marchandise. Elles se vendent, s'achètent, faisant les surenchères pour s'assurer des monopoles dans l'audiovisuel. En témoigne éloquentement la diffusion télévisuelle des matchs de football ou des jeux olympiques. L'offre médiatique est une pression sur l'utilisateur, otage d'un marché où la référence est l'audimat. Cette manipulation est un détournement qui transforme les médias, quatrième pouvoir, en cinquième colonne, au service

de quelques gros détenteurs de capital.

Il n'est pas surprenant de constater, à l'instar de Jacques Robin, l'apparition de la formule « capitalisme informationnel » pour « célébrer les louanges d'un capitalisme renouvelé, industrialisé, sans héritier familial et décentralisé. Malheureusement réservé aux seuls gagnants ». Car l'irruption de la nouvelle économie, dit Robin, ne signifie point pour les responsables économiques et politiques une économie plus solidaire, basée sur le développement durable, et plaçant l'être humain au centre des préoccupations, mais elle reste, en prenant une vigueur régénérée, celle du capital. L'intrusion d'Internet dans la vie quotidienne des entreprises classiques comme celle des « start up », c'est-à-dire des entreprises qui démarrent en trombe, dans le domaine des technologies « high tech », grâce à Internet, en est une illustration par excellence¹³⁸.

Il est vrai que, face à l'audiovisuel, les citoyens peuvent parfois faire valoir leurs droits, comme en témoigne l'émergence d'associations de téléspectateurs. Il est vrai aussi que depuis la décennie quatre-vingt-dix, avec les différents sommets mondiaux depuis celui de Rio et les manifestations spectaculaires de Seattle, des forces nouvelles autour d'ONG et d'autres mouvements associatifs sont en train d'émerger sous forme de « société civile »¹³⁹. Mais, l'inégalité des forces reste patente. Le citoyen se trouve devant une imposition de messages soutenue par une mobilisation de techniques de persuasion très sophistiquée. Ce que l'on appelle parfois démocratie d'opinion est loin de ce que ces concepts semblent signifier. Le piège est d'autant plus durement ressenti que les radios ou télévisions communautaires, auxquelles d'emblée on pensait pouvoir faire entière confiance, passent parfois au statut de médias commerciaux. Cela ne signifie pas que ceux-ci ne jouent pas en certains moments de crise un rôle stratégique d'information censurée dans les médias officiels. Qui plus est, avec Internet, où l'information peut venir autant des utilisateurs que des créateurs de sites, des règles d'information du public commencent à changer, et les coûts de lancement d'une entreprise de presse se mettent à chuter. Une prolifération de « petits » médias (télévisions, radios, journaux, sites Internet) surgit qui permet des propositions de points de vue différents, comme le montre le dossier « Petits médias, nouvelles voix » d'un récent Courrier de l'Unesco¹⁴⁰.

Il n'empêche qu'on reste très loin d'une nouvelle économie plus solidaire (au sens donné à cet adjectif par Ignacio Ramonet) liée à la mutation informationnelle. Celle-ci, selon Jacques Robin, « serait, afin de parvenir à une nouvelle redistribution du travail et des revenus, une économie plurielle dans laquelle la logique du marché se combinerait aux logiques d'une économie solidaire (publique et de proximité) et d'une économie distributive dessinant les premières mesures d'un revenu inconditionnel décent pour tous »¹⁴¹.

Ce n'est d'ailleurs pas avec des dérives qui font passer des radios et TV communautaires au statut de médias commerciaux qu'il devient possible de « changer de lunettes », en cette période de mal-être où manquent l'intelligibilité et les représentations de l'avenir si nécessaires pour sortir de la panne du progrès social¹⁴².

Ainsi, plutôt que de rencontrer un espace de débat public et de répondre à l'idée qu'on se fait de la liberté de la presse et des garanties socio-politiques et déontologiques, on se trouve en présence d'un type d'esbroufe ou de spectacle, où s'allient de manière sulfureuse et dangereuse, comme le montre Woodrow, la politique, les médias et l'argent, et leur cortège d'affaires¹⁴³. L'exemple le plus évident reste le vedettariat dont « on » dote un présentateur ou une présentatrice de journal télévisé. Ce spectacle de la vedette est un bon tremplin pour faire carrière politique. En témoigne le nombre de journalistes de l'information télévisée, par exemple, de la RTBF (Radiotélévision belge francophone) et de RTL (Radiotélévision luxembourgeoise) élus sur différentes listes de partis politiques.

L'information et la communication sont devenues des « communicativités » délicates, voire un marketing. Face aux multimédias le citoyen-usager ne peut qu'être désemparé, sans repère. Avec la globalisation des marchés, le cyberspace, où le temps et l'espace sont abolis, enserme subrepticement le consommateur dans un vaste filet. Dans un même mouvement, ce filet, qui rapproche les humains, les emprisonne encore plus et creuse le fossé entre les intégrés et les exclus.

C'est dire que la médiatisation nécessaire à toute société démocratique est comme dénaturée par la pression médiatique qu'elle exerce et que certains appellent la « techno-démocratie ». La tendance lourde de réduire l'utilisateur à un simple consommateur vaut, par exemple, plus en matière d'audiovisuel

qu'en matière de presse écrite, même s'il existe des Hersant. Reste au crédit de la presse écrite que, sans elle, la démocratie fonctionnerait encore moins bien, en particulier quand elle échappe à l'autorité étatique. À tel point que la perception commune la crédite davantage de porteuse de liberté que la presse audiovisuelle. D'ailleurs, c'est à un journal que l'on doit le courage d'avoir affronté et abattu le président des États-Unis lors du Watergate. Malgré ses qualités, la presse écrite n'est toutefois pas à l'abri de certains dérapages. Il lui est arrivé trop souvent de mépriser des principes aussi élémentaires que la présomption d'innocence en matière de justice – au point de créer des relations difficiles entre la justice et la presse – ou en matière de respect de la vie privée¹⁴⁴.

L'outil-parole

Quand se pose la question de la communication – qui, rappelons-le, n'est pas l'information – qu'a-t-on en vue ? Apparemment, dans nos pays dits avancés, on imagine une société d'autoroutes de l'information, des réseaux de communication au sein de l'entreprise, le télétravail, l'accès généralisé à des banques de données, en un mot un monde de communication globale. Lequel est porté par l'ascension du numérique, un processus irrésistible d'unification des télécommunications, d'informatique et d'audiovisuel, un système technique satellisé dans lequel la globalisation s'accompagne de l'individualisation de l'espace public. Un tel monde ne peut être que le meilleur des mondes puisqu'on y « vit ensemble séparément »¹⁴⁵.

Par quoi dans les faits ce « demi-pouce de liberté » enfermé dans une « bulle communicationnelle » se traduit-il ? Par un « balladeur » schizophrène, une « communication nomade », style GSM, où le débat actuel se transcrit dans des controverses qui sont en réalité d'âpres batailles sur des solutions techniques (analogique ou numérique), le choix de la norme (européenne ou japonaise), mais où le message et l'usage restent quantité négligeables. On ne saurait penser à tout !

Dans un monde de l'hypercommunication, c'est l'impérialisme des signes qui fait exister quelqu'un, au vu et au su de tous, et glisser tous les autres, du producteur à l'utilisateur, dans l'anonymat. Les gens ordinaires n'ont pas accès à la parole. Les

seuls noms qui apparaissent à l'écran sont ceux de vedettes qui, aussi professionnelles soient-elles, sont en sursis d'anonymat.

Le système consiste à faire adhérer l'audio-spectateur-lecteur à ce que les décideurs, souvent ignorés, veulent faire accepter ou consommer. Plus grave : les détenteurs de l'outil possèdent de ce fait les possibilités de parole ou maîtrisent la non-parole.

Des mastodontes de l'industrie et de la banque investissent massivement dans le secteur de la communication qui connaît, précisément aujourd'hui, avec les autoroutes de l'information, l'expansion économique la plus vigoureuse. Ainsi, Disney est devenu le partenaire dominant de la chaîne américaine ABC jusqu'à fusionner avec elle, tout comme la chaîne CBS a fusionné avec Westinghouse, NBC avec General Electric, CNN avec Time Warner. De même en France, un journal issu de Mai 1968, Libération, vient d'être acheté par le groupe Chargeurs. Qu'il soit lecteur ou téléspectateur, l'utilisateur vivra sa citoyenneté dans l'adhésion à la parole « révélée » consacrée par exemple aux merveilleux produits Disney¹⁴⁶ !

Dans cette nouvelle économie de la communication où l'information est une marchandise dont le prix s'estime en fonction de l'offre et de la demande, c'est une cascade de pressions insidieuses que subit l'utilisateur-citoyen mué en pur consommateur. Mué et muet ! Dans le concert de l'imédiateté, où la transmission de l'information peut se faire en temps réel, en assistant à l'« événement en direct », l'utilisateur n'a plus de recul, puisqu'il est, dans cet immédiat, ontologisé en soi. Il y a fétichisation de la marchandise. Devant l'évidence de l'image et du son, pour ce qui concerne en tout cas l'information audiovisuelle, toute médiation est occultée, y compris le mode de construction de la transmission d'une nouvelle ou d'un savoir. Le média, au lieu de remplir son rôle de médiateur, fonctionne plutôt comme un médium hypnotique.

Anticipant le monde futur, le philosophe Michel Serres, dans un entretien au quotidien belge La Libre Belgique, insistait sur la nécessité de « regarder ce qui est réellement nouveau » par opposition à des nouvelles aussi vieilles que le meurtre, l'assassinat, l'accident, tout ce qui fait monter la vente des journaux¹⁴⁷.

Le temps est révolu où les journaux « faisaient l'opinion ».

Aujourd'hui, en prenant pour référence l'éditorial « Médias en danger » d'Ignacio Ramonet, les lecteurs ont l'impression qu'au sein des journaux, il n'y a guère que trois postes de commande : le marketing, la publicité et la maquette, laquelle devient « une prison pour les rédactions »¹⁴⁸.

Les journalistes en charge de l'information sont, à certaines exceptions près, des prolétaires de l'information, à l'instar des travailleurs scientifiques : statut précaire au sein d'une hiérarchisation des fonctions et d'une parcellisation des tâches, à tel point qu'inconsciemment des auto-censures s'opèrent¹⁴⁹. Ce système fabrique des exclus, des parias dépendants. Le paradoxe, c'est en outre que ce sont encore des universitaires ou des scientifiques « politiquement corrects » qui diabolisent l'approche médiatique de la presse, alors qu'ils sont dans la même aventure tributaires des règles du marché mondial. Dans cette jungle où la concurrence et les lois du marché font la loi, ce mépris du journalisme sert d'alibi pour garder son rang. Plus on perd de sa valeur intrinsèque, plus on affirme un effet de vitrine. C'est comme la télévision qui recourt à l'écran, qui est un écran au sens propre du terme, puisqu'il ne veut bien montrer que ce qu'on a intérêt à montrer. Il produit la sensation, mais il cache, comme écran, ce que l'angle d'approche décide d'exclure.

Avoir l'aura

Les productions scientifiques et médiatiques sont soutenues par des imaginaires sociaux construits par des pouvoirs stratégiquement établis, tout à la fois concentrés et subrepticement insérés dans les particularités locales. La publicité sacralise ces imaginaires sociaux. La globalisation des marchés secrète un renforcement des auras de la science et de la communication qui les légitimise. La science est le magistère, et la communication la « vend ». Et ce, avec d'autant plus de facilité que la techno-science, de par son efficacité technique, revêt toutes les vertus de l'efficacité sociale.

Contre-pouvoir naguère à l'égard du politique, les médias ne sont pas pour autant conduits fatalement à un rôle de connivence avec les pouvoirs d'argent établis et avec les savoirs de l'establishment, dont les experts sont les prêtres. De la même

manière, la science moderne, née de l'insurrection avec Galilée contre l'autorité dominante de l'époque, n'est pas automatiquement condamnée à n'être que la servante des maîtres réels des affaires mondiales. Devenue une autorité, puis autoritariste, à l'instar de la religion au Moyen-Âge, François Lurçat montre à quel point maints programmes de recherches sont qualifiés de « scientifiques », et donc financés bien souvent à partir des États qui ont leur propre raison, avant même d'avoir produit des preuves de leur pertinence¹⁵⁰. Des corporations savantes ou des tribus, de type « tribu informatique »¹⁵¹, s'organisent à travers leurs représentants pour que s'érige l'opinion dite commune, c'est-à-dire dominante, afin de créer le consensus nécessaire à la reconnaissance et leur assurer la caution indispensable. Tout un conformisme scientifique, en matière d'organisation de la recherche (où il y va d'un rapport à l'institution qui soutient et assigne les normes) s'est d'ailleurs substitué à l'idée, longtemps en vogue, selon laquelle le progrès de la science était de nature à mettre en déroute tout conformisme dans la pensée. Le cloisonnement des thèmes de recherche renforcé par l'inéluctable spécialisation des activités du chercheur, la soumission à des priorités collectives et planifiées, les conditions nécessaires d'une réussite programmée s'inscrivent dans une évolution où l'analyse des interactions intimes du monde de la recherche à l'échelle nationale et internationale font apparaître, entre autres, la prédominance générale de l'économie de marché, la construction de l'Europe, le jeu transfrontières des restructurations industrielles¹⁵².

Les enjeux de la science contemporaine sont d'autant plus facilement oblitérés que la société globale intervient peu dans les débats sur la science, sur sa production et ses résultats. Bien sûr, en dehors de l'acteur social qu'est l'industrie, pour laquelle la technoscience est capitale à des fins d'expansion, les médias ne favorisent point le débat : ils ne sont souvent au fait des évolutions et des innovations scientifiques et techniques qu'à travers le bon vouloir de ce qu'il faut bien appeler des lobbies scientifiques. C'est le cas par exemple de la décision prise au CERN, à Genève de fabriquer un grand anneau de collision, le LHC (Large Hadron Collider) : le choix et l'urgence de cet investissement faisaient partie de la « pensée unique » d'un lobbying particulièrement bien organisé¹⁵³.

Rien de mieux pour occulter le débat que de fournir de la part

des intéressés dans la hiérarchie scientifique une information clé en main et difficilement controversable. Effet de vitrine qui souvent n'a même pas pour objet d'informer le public ou de populariser les sciences et les techniques, mais vise à placer la science dans un stand d'exposition destiné aux argentiers et décideurs. Ce type de communication, appelé ordinairement « vulgarisation », exprime bien la différence qu'il y a entre populaire et vulgaire. Sur le plan visuel, on est devant l'ambivalence du terme « écran » : on montre quelque chose, mais on dissimule ce qu'on n'a pas à savoir. L'image fait oublier qu'elle résulte d'un choix, par définition non-neutre, d'une construction corporatiste. Une telle communication est d'autant plus retirée d'une fructueuse controverse publique que la représentation qu'elle offre concerne la science qui ne cesse, bien qu'elle soit devenue technoscience et donc insérée dans le tissu économique, de bénéficier du préjugé dominant de la neutralité, de l'objectivité et de la nécessité de son existence sinon de son progrès.

De surcroît, rares sont celles et ceux qui, se positionnant comme intermédiaires de la communication en matière de popularisation des sciences et des techniques, sont équipés d'une formation socio-scientifique permettant un jugement critique et indépendant. Qui plus est, le problème n'est pas simplement de transmettre une information, mais de susciter ou d'animer des débats publics et d'y impliquer tous les acteurs sociaux, depuis les scientifiques et les décideurs industriels et politiques jusqu'aux associations citoyennes de « gens ordinaires ». De telles personnes existent heureusement. L'hommage à la journaliste Martine Barrère, après son décès, en témoigne. Un numéro spécial de *Global Chance* lui est consacré. Y est soulignée sa constante préoccupation d'inscrire la science dans la société en rapprochant les chercheurs des citoyens afin de « mettre à plat » les enjeux mêmes de la science. Là où se confrontent toutes les dimensions scientifiques et techniques, éthiques et politiques, culturelles, sociales, économiques¹⁵⁴. C'est ce qui devrait en permanence guider la démarche professionnelle de tout journaliste¹⁵⁵.

Un tel rôle, que s'imposent certains journalistes aux États-Unis, est catalyseur de changement au service d'une culture démocratique, pour donner tout son sens à la citoyenneté active des membres d'une société. Il est clair qu'aujourd'hui,

cette initiative reste source de dé-rangement dans un monde dominé par l'industrie des médias et que les effets d'une telle action sont plutôt de l'ordre de la tactique au sein des champs stratégiques établis. Pour minoritaire que soit un tel mouvement, à l'instar de celui des scientifiques concernés, il n'en a pas moins sa capacité de subversion dans la société en gestation et dite «de la connaissance». Son action peut constituer une force sociale cruciale et revoir les brèches inespérées dans des domaines décisifs tels que la communication, les technologies nouvelles et la culture, pour autant que ces mouvements se tissent en réseaux dé-spécialisés. Ces pionniers ne peuvent se trouver marginalisés, tout en opérant sur des marges. Ce qui suppose des traverses institutionnelles, des dé-placements d'équilibre et des attitudes critiques par rapport à des pensées dominantes qui sont trop souvent uniques.

8.

Une nouvelle urbanité

La ville en renaissance

L'ère de la communication va de pair avec celle de l'urbanisation et, au-delà, de la ville en train de conquérir l'espace terrestre¹⁵⁶. Se référant à un rapport du Centre des Nations unies pour les habitats humains Federico Mayor avance pour l'an 2000, comme estimation en matière de population urbaine, 75 % de la population des pays industrialisés (soit 0,9 milliard de personnes qui vont vivre en ville), contre 73 % en 1990, et, dans le même temps, pour les pays en développement 45 % (soit 2,3 milliards) contre 37 % ; si les tendances actuelles ne changent pas on s'attend, en 2025 à 84 % (1 milliard d'habitants) au Nord et à 57 % (4 milliards) au Sud. La croissance de la population urbaine est dorénavant deux à trois fois supérieure à celle de la population rurale. En 2015, une seule des dix villes les plus peuplées du monde (Tokyo) sera située au Nord et aucune en Occident. Les solutions pour les problèmes de la ville ne pourront donc plus être celles du passé, en même temps que le contexte sera très différencié. Repenser la ville, voilà donc un défi nouveau et majeur pour le développement durable. Changer la ville, c'est changer la vie, déclare et démontre l'ancien directeur général de l'Unesco. Un équilibre doit être tenu entre diversité et unité dans la construction de la cité du *xxi*^e siècle. Il doit reposer sur la citoyenneté, sur l'implication de chaque citoyen dans l'édification, la gestion, le gouvernement de la ville. « C'est parce que trop de citoyens ne sont plus des citoyens, souligne Federico Mayor, ou ne le sont pas encore que la ville traverse aujourd'hui une crise » ¹⁵⁷. En d'autres termes encore, selon deux auteurs bruxellois engagés dans la transformation urbaine, dès à présent, « la ville a mal, la

ville va mal. Celles du Nord comme celles du Sud, pour des causes différentes et avec des effets divergents. La perte de l'urbanité des unes et la croissance folle des autres [...] la démocratie urbaine est quasi morte »¹⁵⁸.

En ville, les conséquences du mal-développement se font sentir de la façon la plus alarmante dans un même espace et dans un même temps. Entretenu par l'absence de transformations, par l'absence de marchés, par les lacunes du système et des réformes agraires où la propriété foncière ne peut se penser qu'accompagnée de moyens de stockage, de transformation des produits et d'un aménagement du territoire, adapté aux objectifs poursuivis et à l'association participative des villageois, l'exode rural ne peut que peupler toujours davantage les banlieues et bidonvilles.

La ville exerce une fascination. Celle-ci constitue un autre facteur de l'exode rural alors qu'aucune structure n'est là pour accueillir ces migrants. Dans ces conditions, les phénomènes typiquement urbains de délinquance, de violence, drogue, suicide, ne peuvent que se multiplier. Cette situation de violence secrète du coup une contre-violence et de nouveaux systèmes d'ordre sécuritaire.

La circulation monétaire est déficiente à la campagne. Cette réalité donne à ceux qui jouent un rôle d'intermédiaires (du maquignon au prêteur et autres usuriers) un pouvoir seigneurial. Cause supplémentaire de l'exode rural.

Si la vie est pénible et vassalisée dans les campagnes, à la périphérie des villes, c'est carrément un processus renforcé d'exclusion et de dualisation, sous des formes multiples. Dans un *Adieu la terre*, Carlo Ripa di Meana relève à ce propos que même dans les villes européennes, « la banlieue est synonyme d'exclusion, d'éloignement, non seulement des centres de décisions, mais aussi des lieux de consommation culturelle, des

échanges et des contacts sociaux qui demeurent le propre d'un centre urbain privilégié et lointain. C'est à cette réalité qu'on se réfère quand on qualifie Paris de « ville à deux vitesses »¹⁵⁹.

Alors qu'au Nord, le rapport centre-périphérie est largement marqué géographiquement, au Sud, par contre, le clivage est moins radical sur le plan géographique, et il arrive que la banlieue soit aussi au cœur de la ville, et le mot banlieue a moins de prégnance comme ensemble distinct. Les flux d'exclusion et de dualisation traversent la cité. Si l'on reste dans la mentalité du clivage rural/urbain, on risque de ne pas considérer que certains modèles de la campagne se muent en contre-modèles dans la ville. Dans ce contexte, il s'agit de refaire de la ville un espace sain, un milieu de convivialité, où le souci d'équité doit primer en permanence et où des environnements doivent être ménagés non seulement pour favoriser des économies durables dans une (re) construction de quartiers mixtes, mais aussi pour que la société devienne « soutenable » (« sustainable »). Il faut pour cela que les habitants soient de véritables citoyens urbains marqués par les lieux de cohésion, de solidarité et d'échange, où la communication doit être horizontale et transversale¹⁶⁰.

Pour ceux qui croiraient qu'il s'agit d'un catalogue de vœux pieux, des plates-formes telles que « Nourrir Montréal », regroupement de tous les réseaux associatifs urbains, apportent la preuve qu'en partenariat avec les autorités de la ville, qui reconnaissent qu'elles ne peuvent pas tout faire, les gens se montrent capables de prendre les affaires en mains et de trouver des solutions à des problèmes aussi fondamentaux que manger, se loger, se soigner.

La viabilité de telles stratégies de survie et de développement global est directement liée à la mise en place d'actions concertées continues où les diverses populations, les institutions d'éducation et de recherche, les secteurs économiques et commerciaux, les autorités de différents échelons locaux, régionaux, nationaux, voire internationaux coopèrent selon de nouvelles structures institutionnelles et de nouvelles méthodes de gestion.

Une gestion urbaine ainsi conçue ne peut pas, par exemple, négliger les flux permanents, dans les deux sens, des habitants de la ville et parfois de campagnes lointaines. Il est remarquable

aussi, comme l'a montré le troisième Sommet des grandes villes du monde qui s'est tenu à Montréal en octobre 1991, que des expériences vécues au Sud, par exemple à Curitiba, au Brésil, peuvent être pilotes pour d'autres villes, y compris au Nord. Dans cette ville, notamment, les habitants bénéficient d'un système de transport urbain efficace et peu coûteux ; en participant au tri des déchets ménagers, les plus pauvres reçoivent une contrepartie alimentaire (farine, huile, riz..). Le maire a su créer des synergies entre l'administration écologique de sa ville et la gestion des problèmes sociaux.

Aménager le territoire, c'est penser articulation entre toutes les échelles d'espace local ou national, urbain et rural, en retrouvant des principes agencés entre eux et interdépendants de fonctions sociétaires. C'est aussi mobiliser la créativité d'«en bas», qui est parfois plus riche en structures de survie qu'au sein de gros organismes où les régulations sont trop souvent sur rails.

Les mégapoles sont là, et il est naïf de penser que l'occupation des villes par les ruraux pourrait régresser. Au Sud, en particulier, un des problèmes majeurs est l'absence de villes intermédiaires où se joueraient les marchés, les enjeux de la communication ; où aussi se trouveraient des relais, si possible médiateurs, du pouvoir. De même, la créativité y trouverait un terreau propice à l'hybridation des savoirs et aux métissages culturels.

C'est ici qu'il faut dépasser le clivage Nord/Sud et cesser de ne traiter qu'avec les autorités en place, nécessairement localisées dans les capitales. La question du Sud est révélatrice des contradictions repérables au Nord aussi. Sous prétexte que tout développement supposant la satisfaction des besoins alimentaires ne peut être organisé que dans les capitales, la coopération au développement a vassalisé les campagnes par les intermédiaires qui viennent des villes et n'a pas pris conscience, à quelques exceptions près, de l'intérêt de villes intermédiaires. On n'est pas sorti du pillage colonial.

À force de ne parler de développement qu'en termes de développement rural, on se voile la face pour ne pas approcher le vrai conflit que posent les villes. Le clivage ville/campagne demeure en effet un bon alibi qui ne fait que conforter l'exclusion au sein des villes elles-mêmes. Il est surprenant de voir que le Sommet Planète Terre de Rio sur l'environnement et le déve-

loppement a quasiment ignoré le développement urbain. Le problème est tellement énorme qu'on peut comprendre qu'il ait fallu un Sommet de gouverneurs et de maires des grandes villes (Montréal, octobre 1991), pour attirer l'attention sur une situation incontournable et explosive.

Des carrefours de cultures

Si les villes me préoccupent, ce n'est pas seulement parce que j'y habite, ou que les universités sont presque toujours liées aux villes, mais parce que la ville se retrouve toujours, d'une manière ou d'une autre, au carrefour de mes activités, comme de celles de Prelude chargé du suivi, pour les scientifiques, du Sommet des gouverneurs et maires des grandes villes, Montréal. Je suis particulièrement sensible à diverses interpellations, lors de rencontres scientifiques, où la question du développement évacue trop rapidement la question urbaine.

Si la culture est « l'étoile qui guide le développement » et « accède au premier rang des priorités de l'agenda national et international dans un univers lourd de périls et d'incertitudes et pourtant riche de potentialités inédites », comme le souligne Javier Perez de Cuellar, ancien secrétaire général des Nations unies¹⁶¹, cette culture est typiquement urbaine. Ne pas tenir compte plus explicitement de la ville peut s'expliquer peut-être parce que cela va de soi, alors que précisément, depuis les mégapoles, les dynamiques de mondialisation de l'économie et des technologies, comme de la société, sont de nature urbaine et posent des problèmes jusqu'ici inconnus.

La question majeure des villes, qu'elles soient ou non mégapoles, consiste en la difficulté, pour les habitants ou les usagers de se réapproprier leur ville. Le marché est incapable de gérer des développements urbains viables. Bien sûr, il ne s'agit pas ici des marchés ou des foires où les gens viennent faire leurs achats ou y trouvent leurs loisirs, et qui donnent tout un caractère à la ville, mais du jeu des spéculations foncières ou d'autres formes de jeux de flux financiers, du local au planétaire. Je sais d'expérience, de par ma propre localisation dans un quartier convoité de Bruxelles, qu'il est difficile pour bon nombre d'habitants de résister aux appâts de solliciteurs financiers.

Ces intérêts ou lobbies financiers rendent le séjour des habitants impraticable et les transforme en dissidents contestataires ou révoltés. Au lieu que la ville soit le lieu de rencontres interculturelles, elle suscite des ghettos, l'insécurité, le racisme, la détresse des déracinés. Si violence il y a, elle résulte souvent des violences institutionnelles existantes. Si exclus il y a, et de plus en plus nombreux, c'est surtout en ville où les processus d'exclusion, qui sont un enchaînement protéiforme et multifactoriel, sont les plus durs et les plus nombreux.

Ce n'est pas un hasard. Les règles du marché où le foncier détermine les choix, non en termes de patrimoine mais de diktat économique, ne se préoccupent point de la nature culturelle du construit. Comme l'exprime l'architecte Jean Nouvel, à qui Paris doit l'Institut du monde arabe et Lyon son Opéra, « la règle urbaine, le zonage était la condition d'une non-ville.. Il existe une poésie de la ville involontaire. À travers l'accumulation et l'expansion foudroyante des faubourgs, des esthétiques se sont développées. Ce sont elles qu'il faut appuyer en utilisant la même technique qu'au judo »¹⁶².

Bien entendu, l'esthétique n'a d'intérêt que dans la mesure où la ville devient un enjeu où les projets urbains ne séparent pas l'espace (pour les habitants) et la forme urbaine. « La ville modélisée par la Charte d'Athènes est en réalité une anti-ville, une abstraction à vocation universelle privée de dimension culturelle, symbolique et poétique », comme le souligne Bernard Huet, autre architecte, Grand Prix français 1993 de l'urbanisme et de l'art urbain. Les enjeux de l'architecture et de la ville étaient portés par un mouvement dit moderne qui s'articulait autour de deux impératifs : le logement de masse et l'urbanisme considéré comme moyen de gérer la quantité¹⁶³.

On ne peut se contenter d'un urbanisme, discipline ou agglomérat de disciplines au sens de l'abstraction d'une scolastique

universitaire, ni d'une spontanéité due à l'exode rural, quelle qu'en soit la raison. Un projet pour la ville ne peut que favoriser, sans normaliser, des espaces d'échanges où la ville, c'est vivre la ville.. Sans quoi, un plan de secteur n'empêchera pas les violences de gens repoussés en périphérie. Parquer les gens, ce n'est pas leur faire vivre un habitat. Comme il ne s'agit pas d'abord de réussir dans la vie, comme on le dit fréquemment, mais de réussir la vie, ce qui ne peut être le cas dans un monde où le projet et le sens sont absents.

Depuis l'après-Second Guerre mondiale, et dans l'urgence, la politique ou le non-politique de la ville oscillaient entre le laisser-faire immobilier et l'autoritarisme planificateur. Capitalisme sauvage ou centralisme bureaucratique. Dans les deux cas, la ville n'était plus pour le citoyen.

L'expérience est là pour montrer que seuls les comités ou réseaux d'habitants sont capables d'enrayer ces maux et d'alerter les autorités et l'opinion sur les dysfonctionnements suscités. Encore faut-il que les protestataires aient droit.. de cité. Tel n'est pas le cas des étrangers qui ne pourront pas se faire entendre sans la solidarité de certains autochtones. La sécurité dépend d'abord de l'organisation des citoyens en coopération avec les agents professionnels de la sécurité, pour éviter les excès d'une remise en ordre répressive.

Endroits de liberté

On a tendance à l'oublier, la ville constitue traditionnellement un endroit de liberté. Les grandes villes en sont même l'endroit par excellence, comme lieux de créations, d'échanges, de rencontres¹⁶⁴. À cet égard, l'urbanité ne se résume pas à l'urbanisme. Sans quoi, plus les villes sont importantes, plus les quartiers se réduisent à un rôle de sas, plus les habitants se trouvent déracinés, surtout quand ils tiennent à garder ou à reconstituer des solidarités ou des communautés de voisinage sur le mode traditionnel rural.

D'une part, la proximité ne se vit plus au niveau géographique (voisin de palier), d'autre part, l'urbanité suppose, pour éviter toute pulvérisation, une cohésion et des solidarités responsables vécues sur la base de projets ou de regroupements collectifs. À cet égard, selon l'analyse de François Ascher, les

principales difficultés actuelles des grandes villes ne sont pas d'abord techniques ou même économiques, mais sociales et politiques. Les habitants, écrit ce professeur de l'Institut français d'urbanisme, perdent peu à peu le sentiment de leurs intérêts collectifs et la capacité de s'unir et de se mobiliser autour de projets communs. Cette crise est notamment l'expression d'une crise plus générale de la citoyenneté au niveau national, au niveau local entre les institutions territoriales existantes et les nouvelles réalités techniques, économiques, sociales, culturelles et spatiales¹⁶⁵.

Plutôt que de thésauriser en faisant de la ville un musée, ce qui importe, c'est de (re) fonder les particularités propres à chaque ville, ses odeurs, ses bruits, ses voies plurielles de déplacement (à pied, à vélo, en voiture, en métro...). Chaque fois, l'usager la perçoit ou la vit autrement. Si l'automobile, symbole de la modernité, paraît encore indispensable pour maints citadins, c'est que la politique de transports publics ne permet pas les mêmes facilités. Mais la voiture, ce sont les parkings, les embouteillages, la pollution, l'isolement du conducteur, la négation, en un sens, de l'espace dit public. Sans compter que la voiture, sous peine d'aggraver les perturbations environnementales, impose son diktat pour l'aménagement du territoire. Paradoxalement, lieu privilégié de concentration humaine et où l'urbain est ce qui est complexe et dense¹⁶⁶, la ville se mue en entreprise de solitude.

Au procès de l'automobile, s'ajoutent des considérations esthétiques. Les villes doivent être traversées en ligne droite, comme les autoroutes, et les bâtiments doivent s'aligner (au sens fort). De surcroît, la pollution ne fait que contribuer au repli des habitants. La ville, comme réseau nodal de relations multiples, s'étouffe en un carrefour.

Ce désordre urbain se projette sur la campagne. Car si la ville est engorgée par des migrations permanentes ou épisodiques, à l'inverse, la campagne est contaminée par les exigences urbaines : cimetières, parkings, autoroutes, TGV, aéroports, hypermarchés, invasions touristiques, création de « parcs naturels », implantation de « villes nouvelles » et, last but not least, décharges et ordures destructrices de l'environnement et agents d'infection de l'eau et de l'air.

Vouloir un développement durable sur tout un territoire implique des niveaux de gouvernance multiples en dialogue et

en partenariat avec des réseaux de citoyens et un dépassement des catégories antinomiques ville/campagne, voisin/étranger, technique bureaucratique/gestion locale.. Les réseaux associatifs, comme l'ont montré les exemples évoqués au Sommet des gouverneurs et des maires des grandes villes du monde à Montréal, en octobre 1991, permettent, en complément et en relais avec les institutions et autorités des villes, de vitaliser celles-ci¹⁶⁷. Toutes les dimensions sont prises en compte simultanément : symbolique, technique, institutionnelle, sociale, éthique, éducative, culturelle, économique, politique, etc. L'hétérogénéité des situations est rencontrée dans des approches et des débats dialogiques. Sont présentes, simultanément, toutes les phases d'un projet, depuis sa conception jusqu'à sa réalisation et son suivi. Curitiba, au Brésil, est la démonstration-pilote que ceci n'est pas du rêve, mais qu'une telle entreprise d'urbanité-urbanisme est concrètement possible et viable.

Il n'y a pas que les grandes villes. Les villes moyennes deviennent quasiment des passages obligés, si l'on veut éviter la désertification des campagnes et l'entassement dans et autour des grands centres urbains. Les villes du tiers-monde sont là pour attester qu'au dehors d'elles-mêmes comme oasis, c'est un certain vide. Les villes moyennes peuvent jouer un rôle d'irrigation et d'innovation pour les campagnes et de digues pour les grandes villes.

Une ville en renaissance est une ville qui doit fonctionner comme champ de médiations/médiances, où l'altérité est reconnue et l'interactivité, stimulée.

La qualité contre la standardisation

Il n'y a pas de bonne vie sans qualité. D'ailleurs, même le marché l'a compris, quand on sait que depuis le début des années quatre-vingt, le qualitatif est devenu un des principaux critères pris en compte - ou en tout cas exhibés - comme garantie de stabilité.

Par opposition à la quantité qui, elle, repose sur l'uniformité, la standardisation, la production de masse et l'évaluation des simples coûts financiers et économiques, la qualité suppose une conjugaison de valeurs telles que la souplesse, l'implication,

la participation, l'adéquation à la satisfaction des usagers et des personnes ou groupes concernés. La qualité compose avec la diversité, s'insère dans les terroirs, fait appel à des capitaux culturels. Ce qu'elle produit s'apprécie à sa valeur d'usage. Une entreprise sera de qualité si elle est fécondée par des tissus de relations, de signes, de climats. Étant plus qu'un simple lieu technique et de gestion, elle devient un lieu symbolique qui, on l'a peut-être trop oublié, a partie liée avec la culture.

Comme le souligne Pierre Calame, on aurait intérêt à réfléchir aux raisons pour lesquelles certaines sociétés asiatiques se montrent plus performantes. Jouent en effet un rôle décisif l'importance accordée au milieu, la compacité de la société locale, la création de relations partenariales encadrées par les pouvoirs publics (jusqu'à, selon notre perception occidentale, des comportements d'embrigadement). Par dessus tout, la capacité est mobilisée «à se projeter à long terme, à établir un lien entre les racines culturelles et le futur lointain»¹⁶⁸.

Dans cette foulée, on comprendra l'attrait qu'ont pu susciter les «cercles de qualité», sortes de coopération «para-hiérarchies» entre partenaires d'une même mission opérationnelle. Rupture dans les comportements traditionnels issus de l'organisation scientifique du travail, ils fonctionnent à partir d'acteurs volontaires d'un même atelier ou d'un même bureau pour rechercher ensemble des solutions à des problèmes quotidiens. Leur objectif est curatif : il s'agit de se former à améliorer la qualité de la productivité et des produits, afin de mieux répondre à la demande des consommateurs.

Les cercles de qualité ont pu, dans un premier temps, faire florès parce que tout le monde semblait y trouver son compte, du patron à l'ouvrier, au service de ce qu'on appelle une politique de «qualité totale». L'imaginaire, en la matière, va jusqu'à avancer la notion de reconquête du travailleur collectif, de réappropriation de savoirs auto-constitués, faits d'une multitude de tours de main, de trucs que les ouvriers s'échangent informellement, manière de construire des espaces de liberté, de s'opposer au système de la main-d'œuvre interchangeable. C'est peut-être aussi une manière de combler une sorte de déficit culturel du système syndical, qui a fait trop peu cas de la fierté des travailleurs pour leur outil et pour le travail bien fait. Ceux-ci ont, comme j'ai pu le constater dans divers laboratoires de physique des particules élémentaires, une approche

concrète de la production dans l'entreprise qui est un supplément d'âme indispensable, et même irremplaçable dans nos sociétés technologisées.

La séduction des cercles de qualité a gagné beaucoup d'adeptes mais s'est estompée. C'est qu'on est seulement à un niveau de correction, et non de conception et de symbiose, entre une intégration sociale irriguée de culture et l'activité productive au service de ses propres finalités productivistes.

L'approche du système d'assurance-qualité totale avec le recours aux normes standard internationales ISO 9000 (portant essentiellement sur des procédures) et 14 000 (intégrant la garantie de respect de l'environnement) entendent certifier que la qualité est garantie pour le produit et/ou le service offerts au consommateur. À la différence d'un label qui n'offre pas la même garantie, il s'agit ici d'une certification par un système d'assurance qui s'est doté de procédures et de règles de production et de diffusion certifiés pour la qualité du service.

Si certains pouvoirs publics vont jusqu'à subventionner des audits d'entreprises pour qu'ils puissent être certifiés par rapport au système ISO, c'est que l'idée de qualité normalisée (ce qui est un peu paradoxal dans les termes) est devenue indispensable à une situation stable et durable dans l'économie du marché mondial.

S'en tenir à des notions de qualité totale ou d'assurance-qualité, c'est favoriser l'idée d'une qualité sans défaut, où personne ne trouve à se plaindre. C'est ici que s'indique une distinction radicale, à faire, même si les mots paraissent vouloir dire la même chose, entre qualité totale et qualité globale.

La première notion n'empêche pas qu'on puisse se trouver dans une société de sacralisation de la compétition qui enfante l'exclusion. Dans nos sociétés économiques et managériales, on peut très bien ne pas avoir un comportement de « gagnant-battant », et pourtant se trouver sous l'égide d'une dictature « soft », visant subrepticement plus l'auto-contrôle, non point pour « humaniser la norme » mais pour « normaliser l'homme », selon la formule de Robert Howard.

La notion de qualité globale intègre les composantes de la qualité totale, mais va plus loin et change les termes du contrat social pour une éthique du futur, qui dépasse en fait le notion même de contrat en imposant au responsable, comme au citoyen, d'agir à temps, et donc d'anticiper¹⁶⁹. Ici, le contrôle

de l'entreprise s'inscrit dans une stratégie de développement de toute la société, de façon durable, où se trouve favorisé le dialogue des cultures. Ici aussi, il y a un parti pris de négociation partenariale entre tous les acteurs de la société globale industrie, administration, institutions de recherche et de formation, mouvements associatifs et, pour faire bref, tous les citoyens concernés.

La qualité globale commence par l'établissement de choix où toutes les personnes et organisations concernées ont la parole et contribuent à la décision, à toutes les étapes d'un projet ou d'un programme. Les finalités sont concrètement stipulées pour répondre à des objectifs spécifiques dans un cadre respectueux de la vie sociale et culturelle. Une qualité globale se régule à partir d'une complexité holistique, d'une conversion à la nouveauté exempte de rigidité. La qualité totale procède d'une relative uniformisation et donc peut être transférée, ce qui ne peut être le cas de la qualité globale, même si les idées ou les compétences peuvent être transférables et appropriables. Seule l'union dans la différence permet une maîtrise de la maîtrise, grâce à son articulation culturelle.

Sans standardiser, on ne peut pas faire l'économie de standards et de normes techniques, la communication étant la première condition de tout échange entre partenaires. Encore qu'il faille que tout le monde soit sur la même longueur d'ondes et qu'elle soit un véritable aller-retour. En ce sens, les technologies de la communication se limitent à un système émetteur-récepteur où il y a toujours quelqu'un qui domine. La qualité globale génère un cadre de référence et des conditions pratiques pour une auto-gestion et une auto-régulation dans les solidarités qui permettent de véritables co-développements adaptés à la diversité des situations locales dans des optiques intégrées. Elle permet donc l'hybridation des connaissances et des technologies et ne peut se diffuser que par des formes de coopération en réseaux associatifs. L'altérité reconnue devient féconde dans la mesure où elle engendre des altérations. Curieusement, être altéré, c'est un dépassement de pureté, un dépassement de tout clivage et de tout conformisme. La qualité globale fertilise pour autant qu'elle permet à l'altéré de se désaltérer !

Seuls donc, des réseaux associatifs qui réunissent des acteurs aussi hétérogènes qu'un paysan et un agronome, un

ouvrier-artisan et un ingénieur, un médecin et une infirmière, voire un guérisseur peuvent permettre de faire jaillir des innovations. Tout le monde y a apporté du sien, et le développement devient, selon l'expression de Joseph Ki Zerbo, «un passage de soi à soi-même à un niveau supérieur» («On se développe») ¹⁷⁰. En cela, les réseaux associatifs sont dérangeants : ils sortent des rangs et sont sources d'embarras, car ils subvertissent toute institution qui n'institue plus guère, qu'elle s'appelle savoir thésaurisé ou pouvoir (r) assis et rance ¹⁷¹.

La place des femmes

Ce bris ne réussira, par rapport à un développement humain et global durable que s'il rompt aussi l'exclusion d'un sexe composé de la moitié du genre humain. L'assez récente prise en charge de leur destinée par les femmes montre à quel point la logique très généralement dominante, y compris démocratique, les maintient au mieux au rang d'une courtoisie séductrice mais, dans leur généralité, guère en tant que citoyennes. Même une Europe citoyenne, pour étrange que cela puisse paraître, a des difficultés à reconnaître une parité, puisque «le caractère fragmentaire de l'égalité des sexes en droit communautaire est d'autant plus préjudiciable que, ne constituant pas un des fondements de la Communauté, il est sans cesse remis en cause et soumis aux aléas politiques et économiques. Toute tentative de proposer une réglementation communautaire ou de mener, dans l'Union européenne, une politique d'égalité est tuée dans l'œuf par des règles d'incompétence, fortifiées par le recours systématique des États au principe de subsidiarité» ¹⁷².

La question des femmes est devenue un enjeu incontournable de tout développement. Le leur détermine l'avenir de l'humanité ¹⁷³. Si, comme aux États-Unis, on a pu écrire qu'il n'y a pas de question noire, mais seulement une question blanche, plus largement, pour autant que la symbolique est essentielle à toute société, on ne peut pas dire qu'il y a en soi une question féminine, mais plutôt une question masculine, voire patriarcale sinon de machisme inconscient. Même là où les femmes gouvernent, comme le fait remarquer Geneviève Fraisse, elles sont exclues de la symbolique du pouvoir, alors que gouverner ne

signifie guère plus que gérer. En France, par exemple, malgré deux siècles de république et de démocratie, les députées sont peu nombreuses. Il y a des femmes ministres¹⁷⁴ ; et ce, parce que des hommes en ont décidé ainsi. Des contradictions patentées existent dans des pays tels que le Bangladesh où une femme est au pouvoir et une autre exilée pour des raisons apparentées à l'exclusion sociale des femmes.

Une série d'études récentes relatives aux refus de violence envers les femmes font bien apparaître que même la guerre est un prolongement armé du machisme. À la 4^e Conférence des femmes de l'Internationale des résistants à la guerre, en 1993, une des participantes a relevé que la violence faite aux femmes ne s'enracine pas seulement dans la pauvreté mais dans la guerre et la culture, du Japon jusqu'à l'Afrique.

L'expérience universitaire et les enquêtes menées auprès de femmes universitaires montrent qu'il n'y a pas de développement sociétair durable sans que les femmes ne soient considérées à parité entière, y compris là où les sciences fondamentales et les sciences appliquées sont l'objet de la recherche et de la formation. En particulier la réaction féminine à des enquêtes sur la femme à l'université montre que les hommes se positionnent davantage en termes de conquête ou de stratégie, alors que les femmes, elles, parlent contenu¹⁷⁵.

Il est d'ailleurs significatif que les recherches sur les femmes, tant dans les pays dits développés que ceux dits en développement sont entreprises par des femmes, les hommes n'y voyant guère d'intérêt sur le plan du développement et de la société. Alors que les femmes sont les productrices principales dans nombre de pays en développement, les hommes émigrant vers les villes pour la recherche de travail salarié, les femmes restent discréditées hors de leur activité ménagère. Tant que le travail des femmes ne sera pas perçu comme un continuum avec des responsabilités à part entière dans l'aire domestique, comme dans les emplois à temps plein ou partiel dans le secteur formel, la dichotomie entre le travail public, orienté vers le marché et donc valorisé sur le plan de la compétition et de l'économie globale, et le travail privé orienté vers les besoins ou utilités familiaux, ne peut que s'aggraver en faveur du travail public. Et les femmes restent confinées dans un statut inférieur.

Pourtant, un développement durable ne peut être assuré

sans les femmes dont l'approche, parce qu'elle est souvent plus concrète, permet une créativité nécessaire à la (sur) vie et une meilleure maîtrise de la maîtrise. Elles sont les gardiennes du patrimoine culturel de leurs communautés. Qui plus est, elles se montrent de meilleures gestionnaires que leurs partenaires masculins. L'expérience des «mamas Benz» à Cotonou (Bénin), en Afrique de l'Ouest, est symptomatique de la capacité féminine de permettre à des populations de survivre dans un pays en pleine faillite économique.

Ainsi, les femmes introduisent cette autre raison fertilisatrice du vécu et du perçu. La réalité quotidienne dont elles sont davantage porteuses ramènent à leur juste valeur les mythologies rationnelles ou scientifiques en place et montrent les limites de monopoles d'une raison rationnelle dont se prévalent maints corporatismes dominants. Les femmes restaurent des arts de faire si complémentaires aux savoirs et pouvoirs établis et permettent de repenser en termes de possibles pratiques et concrets, qu'ils soient ou non légitimés, ce qui permet de vivre là où on est. Réalité majeure quand il s'agit de villes, et notamment des mégalofoles.

En ce sens, des réseaux tels que Prelude, où les femmes sont largement présentes (à la vice-présidence actuelle : un homme et 3 femmes, par exemple) et inspiratrices, s'interdisent d'imposer un savoir ou une culture importés comme de diaboliser les connaissances et pratiques locales. L'opposition endogène/exogène n'a guère de sens quand on sait qu'un développement ne peut être viable que dans le respect de la complexité et de la globalité dynamique des sociétés pour un développement auto-soutenable, où il vaut mieux arroser les racines d'un arbre pour qu'il se développe - comme l'a montré Ismaël Seralgedine, vice-président de la Banque mondiale, repris par Federico Mayor, directeur général de l'Unesco - plutôt que de tirer sur les branches¹⁷⁶. L'apport des femmes est une véritable subversion de la raison dominante, qui a le mérite de montrer, dans une quête de l'incertitude à revendiquer, y compris en science, les impasses de la déesse Rationalité et peut faire place à l'irréductible raison d'une autre dont les ressources commencent seulement à se faire reconnaître.

Conclusion

Libérer des imaginaires décapants

L'émergence d'acteurs devenus des protagonistes de transformations sociétares marquera notre siècle et, quand il s'agit de la condition féminine notamment, au moins notre millénaire. Cela ne se fait pas sans paradoxes ni sans conflits. Ce qui apparaît comme libération peut, à l'instar de tout système, produire des effets pervers. Dans nos sociétés dites développées, par exemple, on n'imagine plus que des femmes puissent être exclues du droit de vote ou des droits économiques. Il peut en résulter, s'il n'y a pas partage de tâches, qu'elles doivent les assumer toutes.

Il est facile de parler d'une réciprocité positive dans un discours abstrait à prétention universelle, mais dans la singularité concrète de vies engagées dans des relations, les imaginaires ne s'apparient plus. D'autant moins que, en termes sexistes par exemple, dès la prime enfance, garçons et filles sont conditionnés jusque dans leurs jouets. On ne les voit heureux et joyeux qu'à « leur place ». La route de la vie ne pourra être suivie ensemble que de cette façon.

Jusqu'à ces dernières générations, une telle situation était considérée comme quasiment naturelle. Dès lors, et je tiens à le souligner encore, l'émancipation féminine vient dé-ranger les pouvoirs établis. On ne se connaît (dans le sens de naître ensemble) plus de même. Les imaginaires sont subvertis. L'autre surprend l'autre et l'éthique, par-delà la mode dont parfois on l'accable, reprend sens. L'autre redevient nécessaire dans le même mouvement où il s'échappe.

La médiation éthique qui renvoie au sens de l'action sous toutes ses dimensions (scientifique, sociale, économique, culturelle...) ne peut permettre des déplacements ni des dé-pas-sements que dans des aventures fondatrices, des ruptures instauratrices où désir et engagement soient réfléchis et situés

La Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme (FPH) est une fondation de droit suisse, créée en 1982 et présidée par Françoise Astier. Son action et sa réflexion sont centrées sur les liens entre l'accumulation des savoirs et le progrès de l'humanité dans les domaines suivants : environnement et avenir de la planète ; rencontre des cultures ; sciences, techniques et société ; rapports entre État et Société ; agricultures paysannes ; lutte contre l'exclusion sociale ; construction de la paix. Avec des partenaires d'origines très diverses (associations, administrations, entreprises, chercheurs, journalistes...), la FPH anime un débat sur les conditions de production et de mobilisation des connaissances au service de ceux qui y ont le moins accès. Elle suscite des rencontres et des programmes de travail en commun, un système normalisé d'échange d'informations, soutient des travaux de capitalisation d'expérience et publie ou copublie des ouvrages ou des dossiers.

«Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer» est une association constituée selon la loi de 1901, dont l'objectif est d'aider à l'échange et à la diffusion des idées et des expériences de la Fondation et de ses partenaires. Cette association édite des dossiers et des documents de travail, et assure leur vente et leur distribution, sur place et par correspondance, ainsi que celle des ouvrages coédités par la Fondation avec des maisons d'édition commerciales.

La collection des « Dossiers pour un débat »

déjà parus :

DD 1. Pour des agricultures paysannes, Bertrand Delpeuch, 1989 (existe également en portugais).

DD 3. Inventions, innovations, transferts : des chercheurs mènent l'enquête, coordonné par Monique Peyrière, 1989.

DD 5. Coopérants, volontaires et avatars du modèle missionnaire, coordonné par François Greslou, 1991.

DD 6. Les chemins de la paix : dix défis pour passer de la guerre à la paix et à la démocratie en Éthiopie. L'apport de l'expérience d'autres pays, 1991.

DD 7. The paths to peace, même dossier que le précédent, en anglais (existe également en amharique).

DD 12. Le paysan, l'expert et la nature, Pierre de Zutter, 1992.

DD 15. La réhabilitation des quartiers dégradés : leçons de l'expérience internationale, 1992.

DD 16. Les Cambodgiens face à eux-mêmes ? Contributions à la construction de la paix au Cambodge, coordonné par Christian Lechervy et Richard Pétris, 1993.

DD 17. Le capital au risque de la solidarité : une épargne collective pour la création d'entreprises employant des jeunes et des chômeurs de longue durée, coordonné par Michel Borel, Pascal Percq, Bertrand Verfaillie et Régis Verley, 1993.

DD 19. Penser l'avenir de la planète : agir dans la complexité, Pierre Calame, 1993 (existe également en anglais).

DD 20. Stratégies énergétiques pour un développement durable, Benjamin Dessus, 1993 (existe également en anglais).

DD 21. La conversion des industries d'armement, ou comment réaliser la prophétie de l'épée et de la charnue, Richard Pétris, 1993 (existe également en anglais).

DD 22. L'argent, la puissance et l'amour : réflexions sur quelques valeurs occidentales, François Fourquet, 1993 (existe également en anglais).

DD 24. Marchés financiers : une vocation trahie ?, 1993 (existe également en anglais).

DD 25. Des paysans qui ont osé : histoire des mutations de l'agriculture dans une France en modernisation - la révolution silencieuse des années cinquante, 1993.

DD 28. L'agriculture paysanne : des pratiques aux enjeux de société, 1994.

DD 30. Biodiversité, le fruit convoité ; l'accès aux ressources génétiques végétales : un enjeu de développement, 1994.

DD 31. La chance des quartiers, récits et témoignages d'acteurs du changement social en milieu urbain, présentés par Yves Pedrazzini, Pierre Rossel et Michel Bassand, 1994.

DD 33. Financements de proximité : 382 structures locales et nationales pour le financement de la création de petites entreprises en France, coordonné par Erwan Bothorel, 1996 (nouvelle édition revue, corrigée et enrichie).

DD 34-I. Cultures entre elles : dynamique ou dynamite ? Vivre en paix dans un monde de diversité, tome 1, sous la direction de Thierry Verhelst et de Édith Sizoo, 1994.

DD 34-II. Cultures entre elles : dynamique ou dynamite ? Vivre en paix dans un monde de diversité, tome 2, 1994.

DD 35. Des histoires, des savoirs, des hommes : l'expérience est un capital ; réflexion sur la capitalisation d'expérience, Pierre de Zutter, 1994.

DD 38. Citadelles de sucre ; l'utilisation industrielle de la canne à sucre au Brésil et en Inde ; réflexion sur les difficultés des politiques publiques de valorisation de la biomasse, Pierre Audinet, 1994.

DD 39. Le Gatt en pratique ; pour mieux comprendre les enjeux de l'Organisation mondiale du commerce, 1994.

DD 40. Commercer quoi qu'il en coûte ? ; politiques commerciales, politiques environnementales au cœur des négociations internationales, coordonné par Agnès Temple et Rémi Mongrueil, 1994.

DD 42. L'État inachevé ; les racines de la violence : le cas de la Colombie, Fernán Gonzalez et Fabio Zambrano, traduit et adapté par Pierre-Yves Guihéneuf, 1995.

DD 43. Savoirs populaires et développement rural ; quand des communautés d'agriculteurs et des monastères bouddhistes proposent une alternative aux modèles productivistes : l'expérience de Third en Thaïlande, sous la direction de Seri Phongphit, 1995.

DD 44. La conquête de l'eau ; du recueil à l'usage : comment les sociétés s'approprient l'eau et la partagent, synthèse réalisée par Jean-Paul Gandin, 1995.

DD 45. Démocratie, passions et frontières : réinventer l'échelle du politique, Patrick Viveret, 1995, (existe également en anglais).

DD 46. Regarde comment tu me regardes (techniques d'animation sociale en vidéo), Yves Langlois, 1995.

DD 48. Cigales* : des clubs locaux d'épargnants solidaires pour investir autrement, Pascale Dominique Russo et Régis Verley, 1995.

DD 49. Former pour transformer (méthodologie d'une démarche de développement multidisciplinaire en Équateur), Anne-Marie Masse-Raimbault et Pierre-Yves Guihéneuf, 1996 (existe également en espagnol).

DD 51. De la santé animale au développement de l'homme : leçons de l'expérience de Vétérinaires sans frontières, Jo Dasnière et Michel Bouy, 1996.

DD 52. Cultiver l'Europe : éléments de réflexion sur l'avenir de la politique agricole en Europe, Groupe de Bruges, coordonné par Pierre-Yves Guihéneuf, 1996.

DD 53. Entre le marché et les besoins des hommes ; agriculture et sécurité alimentaire mondiale : quelques éléments sur les débats actuels, Pierre-Yves Guihéneuf et Edgard Pisani, 1996.

DD 54. Quand l'argent relie les hommes : l'expérience de la NEF (Nouvelle économie fraternelle) Sophie Pillods, 1996.

DD 55. Pour entrer dans l'ère de la ville ; texte intégral et illustrations concrètes de la Déclaration de Salvador sur la participation des habitants et l'action publique pour une ville plus humaine, 1996.

DD 56. Multimédia et communication à usage humain ; vers une maîtrise sociale des autoroutes de l'information (matériaux pour un débat), coordonné par Alain Ihis, 1996.

DD 57. Des machines pour les autres ; entre le Nord et le Sud : le mouvement des technologies appropriées, Michèle Odeyé-Finzi, Thierry Bérot-Inard, 1996.

DD 59. Non-violence : éthique et politique (MAN, Mouvement pour une alternative non-violente), 1996.

DD 60. Burundi : la paysannerie dans la tourmente : éléments d'analyse sur les origines du conflit politico-ethnique, Hubert Cochet, 1996.

DD 61. PAC : pour un changement de cap ; compétitivité, environnement, qualité : les enjeux d'une nouvelle politique agricole commune, Franck Sénéchal, 1996.

DD 62. Habitat créatif : éloge des faiseurs de ville ; habitants et architectes d'Amérique latine et d'Europe, textes présentés par Y. Pedrazzini, J.-C. Bolay et M. Bassand, 1996.

DD 63. Algérie : tisser la paix : Huit défis pour demain ; Mémoire de la rencontre « Algérie demain » à Montpellier, 1996.

DD 64. Une banque des initiatives citoyennes au Liban ; l'Association d'entraide professionnelle AEP, François Azuelos, 1996.

DD 66. Financements de proximité : 458 structures locales et nationales pour le financement de la création de petites entreprises en France, coordonné par Erwan Bothorel et Cyril Rollin, 4^e éd. 2000.

DD 67. Quand l'Afrique posera ses conditions ; négocier la coopération internationale : le cas de la Vallée du fleuve Sénégal, mémoires des journées d'étude de mars 1994 organisées par la Cimade, 1996.

DD 68. A la recherche du citoyen perdu : un combat politique contre la pauvreté et pour la dignité des relations Nord-Sud, Dix ans de campagne de l'association Survie, 1997.

DD 69. Le bonheur est dans le pré... : plaidoyer pour une agriculture solidaire, économe et productive, Jean-Alain Rhessy, 1996.

DD 70. Une pédagogie de l'eau : quand des jeunes des deux rives de la Méditerranée se rencontrent pour apprendre autrement, Marie-Joséphine Grojean, 1997.

DD 71. Amérindiens : des traditions pour demain ; onze actions de peuples autochtones d'Amérique latine pour valoriser leur identité culturelle, sous la direction de Geneviève Hérold, 1996.

DD 72. Le défi alimentaire mondial : des enjeux marchands à la gestion du bien public, Jean-Marie Brun, 1996.

DD 73. L'usufruit de la terre : courants spirituels et culturels face aux défis de la sauvegarde de la planète, coordonné par Jean-Pierre Ribaut et Marie-José Del Rey, 1997.

DD 74. Organisations paysannes et indigènes en Amérique latine : mutations et recompositions vers le troisième millénaire, Ethel del Pozo, 1997.

DD 75. États désengagés, paysans engagés : perspectives et nouveaux rôles des organisations paysannes en Afrique et en Amérique latine, compte rendu de l'atelier international de Mèze (France, 20-25 mars 1995), 1997.

DD 76. Les médias face à la drogue : un débat organisé par l'Observatoire géopolitique des drogues, 1997.

DD 77. L'honneur des pauvres : valeurs et stratégies des populations dominées à l'heure de la mondialisation, Noël Cannat, 1997.

DD 78. Contrat emploi solidaire : les paradoxes d'un dispositif ; expériences et propositions, Comité d'information et de mobilisation pour l'emploi - CIME, 1997.

DD 79. Paroles d'urgence ; de l'intervention-catastrophe à la prévention et au développement : l'expérience d'Action d'urgence internationale, Tom Roberts, 1997.

DD 80. Le temps choisi : un nouvel art de vivre pour partager le travail autrement, François Plassard, 1997.

DD 81. La faim cachée : une réflexion critique sur l'aide alimentaire en France, Christophe Rymarsky, Marie-Cécile Thirion, 1997.

DD 82. Quand les habitants gèrent vraiment leur ville ; le budget participatif : l'expérience de Porto Alegre au Brésil, Tarso Genro, Ubiratan de Souza, 1998.

- DD 83. Aliments transgéniques : des craintes révélatrices ; des scientifiques aux consommateurs, un débat citoyen autour de l'initiative populaire suisse pour la protection génétique, Robert Ali Brac de la Perrière, Arnaud Trollé, 1998 (existe également en allemand).
- DD 84. Vers une écologie industrielle : comment mettre en pratique le développement durable dans une société hyper-industrielle, Suren Erkman, 1998.
- DD 85. La plume partagée ; des ateliers d'écriture pour adultes : expériences vécues, François Fairon, 1998.
- DD 86. Désenclaver l'école ; initiatives éducatives pour un monde responsable et solidaire, sous la direction de Christophe Derenne, Anne-Françoise Gailly, Jacques Liesenborghs, 1998.
- DD 88. Campagnes en mouvement : un siècle d'organisations paysannes en France, coordonné par Médard Lebot et Denis Pesche, 1998.
- DD 89. Préserver les sols, source de vie ; proposition d'une « Convention sur l'utilisation durable des sols », projet Tutzing « Ecologie du temps », 1998.
- DD 90. Après les feux de paille ; politiques de sécurité alimentaire dans les pays du Sud et mondialisation, Joseph Rocher, 1998
- DD 91. Le piège transgénique ; les mécanismes de décision concernant les organismes génétiquement modifiés sont-ils adaptés et démocratiques ?, Arnaud Trollé, 1998.
- DD 92. Des sols et des hommes ; récits authentiques de gestion de la ressource sol, Rabah Lahmar, 1998.
- DD 93. Des goûts et des valeurs ; ce qui préoccupe les habitants de la planète, enquête sur l'unité et la diversité culturelle, Georges Levesque, 1999.
- DD 94. Les défis de la petite entreprise en Afrique ; pour une politique globale d'appui à l'initiative économique : des professionnels africains proposent, Catherine Chaze et Félicité Traoré, 2000.
- DD 95. Pratiques de médiation ; écoles, quartiers, familles, justice : une voie pour gérer les conflits, Non-Violence Actualité, 2000.
- DD 96. Pour un commerce équitable ; expériences et propositions pour un renouvellement des pratiques commerciales entre les pays du Nord et ceux du Sud, Ritimo, Solagral, 1998.
- DD 97. L'eau et la vie ; enjeux, perspectives et visions interculturelles, Marie-France Cais, Marie-José Del Rey et Jean-Pierre Ribaut, 1999.
- DD 98. Banquiers du futur ; les nouveaux instruments financiers de l'économie sociale en Europe, Benoît Granger/Inaise, 1998.
- DD 99. Insertion et droit à l'identité ; l'expérience d'accompagnement des chômeurs par l'association ALICE, Pascale Dominique Russo, 2000.
- DD 100. Une ville par tous ; nouveaux savoirs et nouveaux métiers urbains ; l'expérience de Fortaleza au Brésil, Robert Cabanes, 2000.

Vous pouvez vous procurer les ouvrages et les dossiers des Éditions Charles Léopold Mayer, ainsi que les autres publications ou copublications de la
Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme (FPH)
auprès de :

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
38 rue Saint-Sabin
75011 PARIS (France)
Tél./Fax : 01 4 8 0 6 4 8 8 6

Sur place : mardi, mercredi, vendredi : 9h-13h et 14h-18h, jeudi : 14h-19h

Par correspondance : d'après commande sur catalogue.

Le catalogue propose environ 300 titres sur les thèmes suivants :

avenir de la planète
lutte contre l'exclusion
innovations et mutations sociales
relations État-société
agricultures paysannes
rencontre des cultures
coopération et développement

Pour obtenir le catalogue des éditions et coéditions Charles Léopold Mayer,
envoyez vos coordonnées à :

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer



Veillez me faire parvenir le catalogue des éditions et coéditions

Nom	Prénom.....
Société	
Adresse	
.....	
Code postal	Ville
Pays	

